



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 14 SEPTEMBRE 1946

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 14th, 1946

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
12029 — 1-52

### Lettres patentes

#### "Alert Electric Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Max Bailey, marchand, Benjamin L. Louis et Edward S. Berger, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer de l'outillage électrique, accessoires, machinerie, outils et pièces, sous le nom de "Alert Electric Company", avec un capital total de \$5,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juillet 1946.

15653

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
12029 — 1-52

### Letters Patent

#### "Alert Electric Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1946, incorporating: Max Bailey, merchant, Benjamin L. Louis and Edward S. Berger, advocates, all of the City and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing electrical equipment, supplies, machinery, tools and parts, under the name of "Alert Electric Company", with a total capital stock of \$5,000.00, divided into 100 common shares of \$50.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

15653-o

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"A. Clouatre Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Alcide Côté, avocat, Thérèse Côté, secrétaire, et Madeleine McNulty, commis, toutes deux filles majeures, tous de la cité de St-Jean, district d'Iberville, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir comme une industrie en exploitation le commerce de A. Clouatre, exerçant autrefois le commerce sous ce nom à Iberville;

Faire le transport en commun de personnes, marchandises et objets de toutes sortes par terre, mer ou air, aux moyens de camions, véhicules-moteurs, taxis, autobus, auto-neiges et autres véhicules-moteurs, canots et bateaux mis par toutes sortes d'engins ou moteurs, aéroplanes, hydroplanes ou autres moyens de transport, sauf par chemin de fer, et établir des taux pour ledit transport;

Manufacturer, acheter, vendre et autrement acquérir, installer, monter, réparer, négocier et faire le commerce de moteurs, bouilloires, unités d'énergie électrique, outillage, accessoires hydrauliques et la machinerie de toutes sortes en général, installations électriques, minières et industrielles, outils, instruments de toutes sortes, automobiles, camions et accessoires, aéroplanes et accessoires, bateaux à vapeur, remorqueurs et autres vaisseaux; exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et construire, exécuter, faire, installer, améliorer, travailler et développer des travaux et commodités de toutes sortes publics et privés;

Entrepreneurs généraux, principalement pour la construction de bâtisses, résidences privées et édifices publics;

Manufacturiers de portes et chassis et autres articles en bois; faire le commerce de bois de construction, matériaux de construction et métaux et de leurs sous-produits, sous le nom de "A. Clouatre Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille (1,000) actions sans valeur nominale ou au pair qui seront émises pour telle considération que le bureau de direction pourra déterminer de temps en temps, et en quatre mille (4,000) actions privilégiées d'une valeur au pair de vingt-cinq (\$25) dollars chacune;

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de quinze mille dollars (\$15,000).

Le transfert d'actions de la compagnie est sujet aux restrictions suivantes:

Aucun actionnaire ne pourra, sans la sanction expresse des directeurs qui sera attestée par résolution passée par le bureau de direction, transférer ses actions de la compagnie, pourvu que cette approbation ne soit pas différée d'une manière irraisonnable;

Tout appel au public pour souscrire à toutes actions, obligations ou débentures de la compagnie est prohibé;

Le nombre de ses membres sera limité à vingt (20);

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Saint-Jean, district d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

15652

**"A. Clouatre Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1946, incorporating: Alcide Côté, lawyer, Thérèse Côté, secretary, and Madeleine McNulty, clerk, both spinsters of the full age of majority, all of the city of St-Jean, district of Iberville, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire the business as a going concern of A. Clouatre heretofore carrying on business under that name in Iberville;

To carry on the transportation, in common, of persons, merchandise and objects of all kinds, by land, sea or air, by means of trucks, motor lorries, taxis, autobus, snow-mobiles and other motor vehicles, canoes and boats operated by any kind of engines or motors, aeroplanes, hydroplanes or other means of transport, save by railway, and to establish rates for the said transportation;

To manufacture, buy, sell and otherwise acquire, equip, set up, repair, deal in and deal with engines, boilers, power plant, equipment, hydraulic, equipment, and generally machinery of all kinds, electrical, mining, and industrial equipment, tools, implements of all kinds, automobile, trucks and supplies, aeroplanes and supplies, steamboats, tugs, and other floating equipment; to carry on the business of general contractors, and to construct, execute, carry out, equip, improve, work and develop, public and private works and conveniences of all kinds;

General contractors, mainly for the construction of buildings, private residences and public buildings;

Manufacturers of doors and sashes and other wooden articles; lumber business, building materials and metals and by-products of same; under the name of "A. Clouatre Limited."

The capital stock of the company is divided into one thousand (1,000) shares having no nominal or par value to be issued for such consideration as the Board of Directors may from time to time determine, and into four thousand (4,000) preferred shares of the par value of twenty-five (\$25.00) dollars each;

The amount with which the company will commence its operations will be fifteen thousand dollars (\$15,000.00).

The transfer of shares of the company is subject to the following restrictions:

No shareholder shall, without the express sanction of the directors to be signified by resolution passed by the Board, transfer his shares in the company, provided that such approval shall not be unreasonably withheld;

Any invitation to the public to subscribe for any shares, bonds, or debentures of the company is prohibited;

The number of its members shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be in the city of Saint-Jean, district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

15652-o

**"Arena Manufacturing Co."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Irwin Aaron Frankel, Louis M. Benjamin, avocats, de la cité de Montréal, et Sadie Gersovitz, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et le négoce de détaillants, grossistes, manufacturiers, négociants, importateurs, exportateurs marchands et distributeurs d'habits et vêtements de toute description pour hommes et garçons, vêtements de sport, pantalons, culottes et coupe-vent, et acheter, vendre et faire le commerce de ces habits et vêtements, soit en gros ou en détail, sous le nom de "Arena Manufacturing Co.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
51613 L. DÉSILETS.

**"Arena Manufacturing Co."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1946, incorporating: Irwin Aaron Frankel, Louis M. Benjamin, advocates, of the city of Montreal, and Sadie Gersovitz, stenographer, spinster of the full age of majority, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and trade of retailers, wholesalers, manufacturers, jobbers, importers, exporters, dealers and distributors of men's and boys' clothing and garments of every description, sportswear, pants, breeches and windbreakers, and to buy, sell and deal in such clothing and garments either at wholesale or at retail, under the name of "Arena Manufacturing Co.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15613-o Deputy Attorney General.

**"Blaker Insurance Agencies Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de juillet 1946, constituant en corporation: James Brendan O'Connor, avocat, de la cité de Westmount, Robert Learmont Jamieson, avocat, et Anne Smyth, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir comme un commerce en exploitation présentement exercé en les cité et district de Montréal, par Jack Montague Blaker sous les nom et raison sociale de The Blaker Insurance Agency comme courtiers d'assurances, et le payer en actions entièrement acquittées de la compagnie;

Sujet aux dispositions de la Loi des assurances de Québec, exercer le commerce de courtiers d'assurances, et agir comme agents d'assurances et représenter aucune et toutes compagnies, firmes ou individus s'occupant d'aucune partie dudit commerce, et accepter ou payer des commissions ou autres rémunérations pour services rendus;

Faire le commerce, acheter, vendre et passer des contrats pour l'approvisionnement et fournir toutes sortes d'appareils et dispositifs, machines et machinerie avec leurs accessoires relatifs ou se rapportant à la prévention des incendies, sous le nom de "Blaker Insurance Agencies Inc.", avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15654 L. DÉSILETS.

**"Blaker Insurance Agencies Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1946, incorporating: James Brendan O'Connor, advocate, of the City of Westmount, Robert Learmont Jamieson, advocate, and Anne Smyth, secretary, spinster of the full age of majority, both of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire as a going concern the business presently carried on in the City and District of Montreal by Jack Montague Blaker under the firm name and style of The Blaker Insurance Agency as Insurance Brokers, and to pay for the name in fully paid up shares of the company:

a) Subject to the provisions of the Quebec Insurance Act, to carry on the business of Insurance Brokers, and to act as insurance agents, and to represent any and all companies, firms or individuals engaged in any branch of the said business, and to accept or pay any commissions or other remunerations for services rendered;

b) To deal in, buy, sell and contract for the supply of, and to supply all sorts of appliances and devices, machines and machinery with their accessories dealing with or appertaining to the prevention of fire, under the name of "Blaker Insurance Agencies Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15654-o Deputy Attorney General.

**"Cachee Holdings Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

**"Cachee Holdings Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Clément Primeau, comptable, Claire Laferrière, sténographe, et Jeanne Chartré, secrétaire, toutes deux filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, sous le nom de "Cachee Holdings Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en six mille actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de trente mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15614

L. DÉSILETS.

**"Chalet Marin Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Samuel Alfred Greer, entrepreneur, de Toronto, province d'Ontario, Léo Marin, hôtelier, de Ste-Adèle, dans le district de Terrebonne, et Omer-Arsène Bégin, notaire, de la cité de Montréal, district de Montréal, les deux derniers de la province de Québec, tous dans les buts suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement posséder ou acquérir par tous moyens légaux, exploiter, entretenir, utiliser des hôtels, maisons de pension, restaurants, cafés, kiosques de rafraichissements, maisons de repos, de divertissement ou de récréation, cottages, villas, cabines, bungalows, maisons d'appartements ou de logements, les vendre, louer, échanger ou autrement en disposer;

Acheter, acquérir ou louer tous commerces, entreprises semblables, permis, achalandage de toute personne ou compagnie, et spécialement acheter de M. Léo Marin, de Ste-Adèle, comté de Terrebonne tout le commerce de ce dernier, comprenant le terrain, la piscine, l'aqueduc situés à l'endroit où l'hôtel de ce dernier était construit et qui a été détruit par le feu, le payer en actions ou autres valeurs de la compagnie, posséder le contrôle de ces établissements ou compagnies, directement ou indirectement, en contrôlant le capital-actions ou autrement, sous le nom de "Chalet Marin Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de cent cinquante mille dollars divisé en quinze cents actions de cent dollars chacune;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées sera de soixante mille dollars divisée en six cents actions de cent dollars chacune;

Le siège social de la compagnie sera au village de Ste-Adèle, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15655

L. DÉSILETS.

**"Charles Hayden Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de

Quebec, bearing date the twenty-ninth day of July, 1946, incorporating: Clément Primeau, accountant, Claire Laferrière, stenographer, and Jeanne Chartré, secretary, both spinners of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a land company, under the name of "Cachee Holdings Limited".

The capital stock of the company is divided into six thousand shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be thirty thousand dollar.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15614-o

Deputy Attorney General.

**"Chalet Marin Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Samuel Alfred Greer, contractor, of Toronto, province of Ontario, Leo Marin, hotel keeper, of Ste-Adèle, in the district of Terrebonne, and Omer-Arsène Bégin, notary, of the city of Montreal, district of Montreal, the two latter of the Province of Quebec, all for the following purposes:

To construct, build, purchase, lease or otherwise own or acquire in any lawful manner, operate, maintain, use hotels, boarding houses, restaurants, cafes, refreshment booths, rest, amusement or recreation houses, cottages, villas, cabins, bungalows, apartment or other tenements houses, sell, lease, exchange or otherwise dispose of the same;

To purchase, acquire or lease any businesses, similar under-takings, licenses, goodwill of any person or company, and specially to purchase from Mr. Léo Marin, of Ste Adèle, county of Terrebonne, all the business of the latter, including the land, piscina, waterworks, situated at the spot where the hotel of the latter was built and which was destroyed by fire, to pay therefore in shares or other securities of the company, own the control of such establishments or companies, directly or indirectly, by controlling the capital stock or otherwise, under the name of "Chalet Marin Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be one hundred and fifty thousand dollars divided into fifteen hundred shares of one hundred dollars each;

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is to be sixty thousand dollars divided into six hundred shares of one hundred dollars each;

The head office of the Company will be at the village of Ste-Adèle, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

15655-o

Deputy Attorney General.

**"Charles Hayden Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Max N. Crestohl, avocat, Lilian Freedman et Jane Mary Underwood, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et généralement faire le commerce, en gros et en détail, de vêtements pour dames et enfants, robes, robes de soirée, jupes, manteaux, blouses, vêtements de sport, déshabillés, robes de maison, robes de bain, pyjamas, maillots de bain, lingerie, sous-vêtements, brassières, manteaux, costumes, filets pour les cheveux, bandeaux et autres articles semblables;

Faire le commerce des articles susdits qui sont manufacturés de soieries, rayons, coton, lainages, crêpe, jersey, étoffes tricotés, filés, drap et de toutes et aucune autre forme de textiles, sous le nom de "Charles Hayden Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15615 L. DÉSILETS.

**"Chez Stober Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai 1946, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., et Louis Feigenbaum, avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de négociants, grossistes, détaillants, manufacturiers, exportateurs et importateurs, et acheter, vendre et faire le commerce de coton, textiles, soieries et lainages, menus objets, vêtements, brevets d'invention, fournitures de maison, bronze et métaux, produits chimiques, produits alimentaires, marchandises sèches, appareils électriques, produits de la ferme, combustibles, épicerie, ferronnerie, fer, charbon et acier, bois de construction, moteurs, allumettes, nouveautés, chaussures, savons, tabac et articles de fumeurs et des marchandises dans lesquelles le bois ou le métal ou le plastique forme des parties constituantes;

Exercer un commerce d'immeubles, sous le nom de "Chez Stober Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15616 L. DÉSILETS.

**"Ciné-Monde Canadien (Papineau) Ltée"  
"Cine-Word Canadian (Papineau) Corporation"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quizième jour de juillet 1946, constituant en corporation: David A. Swards, avocat, de la cité de Westmount, M.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1946, incorporating: Max N. Crestohl, advocate, Lilian Freedman and Jane Mary Underwood, stenographers, spinsters of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export and generally deal both wholesale and retail in ladies' and children's wearing apparel, dresses, gowns, skirts, coats, blouses, sportswear, dressing gowns, housecoats, bathrobes, lounging pajamas, bathing suits, lingerie, underwear, brassieres, cloaks, suits, hairnets, bandannas, and other similar articles;

To deal in the foregoing articles which are manufactured from silks, rayons, cottons, woollens, linen, crepe, jersey, knotted materials, tweed, cloth, and from all and any other form of textiles, under the name of "Charles Hayden Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15615-o Deputy Attorney General.

**"Chez Stober Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1946, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of jobber, wholesaler, retailer, manufacturer, exporter and importer, and to buy, sell and deal in cottons, textiles, silks and woollens, smallwares, clothing, patents, house furnishings, brass and metals, chemicals, food products, dry goods, electrical apparatus, farm products, fuel, groceries, hardware, iron, coal and steel, lumber, motors, matches, novelties, shoes, soap, tobacco and smoker's supplies, and merchandise wherein wood or metal or plastic form component parts:

To carry on a real estate business, under the name of "Chez Stober Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1946.

L. DÉSILETS,  
15616-o Deputy Attorney General.

**"Ciné-Monde Canadien (Papineau) Ltée"  
"Cine-Word Canadian (Papineau) Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1946, incorporating: David A. Swards, advocate, of the City of Westmount, M. Hellman Swards, advocate, and Zoé Garon, secretary.

Hellman Swards, avocat, et Zoé Garon, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Ériger, construire et acquérir par achat, bail, permis ou autrement, et exploiter des théâtres, théâtres de vue animées et lieux de divertissement; exercer le commerce général de propriétaires et gérants de théâtres, et produire et présenter au public des représentations de vues animées, opéras, pièces, burlesques, vaudevilles, pantomimes, spectacles, concerts et représentations et divertissements musicaux et dramatiques; exercer le commerce de restaurateurs, pourvoyeurs licenciés, agents de théâtres, éditeurs et imprimeurs de travaux dramatiques et musicaux et toutes autres affaires qui peuvent sembler convenables aux pouvoirs et aux droits de la compagnie, sous le nom de "Ciné-Monde Canadien (Papineau) Ltée — "Cine-Word Canadian (Papineau) Corporation", avec un capital total de \$49,000, divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et en 290 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt;

La compagnie ne fera ou lancera aucun appel au public pour souscrire à toutes actions ou débentures de la compagnie;

Aucun actionnaire n'aura le droit de transférer aucune action ou actions détenues par lui sans le consentement préalable par écrit du détenteur ou détenteurs d'au moins 60% du capital-actions émis de la compagnie ou sans la sanction expresse des directeurs qui sera signifiée par une résolution passée par le bureau de direction;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15617 L. DÉSILETS.

spinster, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To erect and construct and to acquire by purchase, lease, license or otherwise, and to operate theatres, moving pictures theatres and places of amusement; to carry on the general business of theatre proprietors and managers, and to produce and exhibit to the public performances of moving pictures, operas, stage plays, burlesques, vaudevilles, pantomimes, spectacular pieces, concerts, and musical and dramatic performances and entertainments; to carry on the business of restaurant keepers, licensed victualers, theatrical agents, dramatic and musical publishers and printers, and any other business which may seem calculated to assist any of the company's powers and rights, under the name of "Ciné-Monde Canadien (Papineau) Ltée — Cine-Word Canadian (Papineau) Corporation", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 200 preferred shares of \$100.00 each, and 290 common shares of \$100.00 each.

The number of the Company's shareholders is limited to twenty;

The Company shall not make or issue any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company;

No shareholder shall be entitled to transfer any share or shares held by him without the previous consent in writing of the holder or holders of at least 60% of the issued capital stock of the company or without the express sanction of the Directors to be signified by resolution passed by the Board;

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15617-o Deputy Attorney General.

"Club Lavolette de Grand'Mère"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour d'août 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Omer Garceau, mécanicien, Roland Venne et Oscar Tessier, papetiers, tous de Grand'Mère, district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

But social; les pouvoirs accordés ne doivent pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté, sous le nom de "Club Lavolette de Grand'Mère".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de dix mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Grand'Mère, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le septième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15618-o L. DÉSILETS.

"D & D Garage, Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres

"Club Lavolette de Grand'Mère"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the seventh day of August, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Omer Garceau, mechanic, Roland Venne and Oscar Tessier, stationers, all of Grand'Mère, district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

Social purpose; the powers granted shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or combined games of chance and skill, under the name of "Club Lavolette de Grand'Mère".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Grand'Mère, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1946.

L. DÉSILETS,  
15618 Deputy Attorney General.

"D & D Garage, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day

patentes en date du troisième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Robert C. Dorion, Vincent A. Lunn, Ernest Bell, mécaniciens, et J.-F. Allan Dale, teneur de livres, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et posséder le garage et le terrain sur lequel il est situé aux numéros 5411 et 5425 avenue Western, Montréal, Québec.

Acquérir l'actif qui comprend des outils, outillage et accessoires nécessaires à l'exploitation d'un commerce de garage de D and D Garage Reg'd, 118 rue Shannon, Montréal, Québec, avec ensemble tout l'achalandage, affaires inachevées et relations d'affaires dudit D and D Garage Reg'd.

Exploiter un commerce de garage qui consiste à donner le service, remiser et réparer toutes sortes d'automobiles, camions, motocyclettes, et tous autres genres de transport mécanique, soit mûs ou non par un moteur, garder des accessoires d'automobiles pour la vente, exploiter un poste d'essence et d'huile et, en général, faire toutes sortes de transactions se rapportant à l'entretien d'automobiles et de camions, sous le nom de "D & D Garage, Limited", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15619 L. DÉSILETS.

**"Eagleland Goldfields Limited"**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huitième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Rolland Langlois, stagiaire, Thomas Adam, technicien, Hector Benoit, avocat, tous de la cité de Montréal, Charlemagne Hébert, commis, Rollande Hébert, Hortense Hébert, filles majeures, toutes trois de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, et Jacqueline Plouffe, fille majeure, de Laval-des-Rapides, district de Terrebonne, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Eagleland Goldfield Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15620 L. DÉSILETS.

of July, 1946, incorporating: Robert C. Dorion, Vincent A. Lunn, Ernest Bell, mechanics, and J. F. Allan Dale, bookkeeper, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and own the garage building and the land on which it is situated at numbers 5411 and 5425 Western Avenue, Montreal, Quebec.

To acquire the assets consisting of tools, equipment and accessories pertaining to the operation of a garage business of D and D Garage Reg'd., 118 Shannon Street, Montreal, Quebec, together with all goodwill, unfinished business and business connections of the said D and D Garage Reg'd.

To operate a garage business for servicing, storing, and repairing all makes of cars, trucks, motorcycles, and any other types of mechanical contrivances whether motor driven or not, to maintain a stock of automobile appliances for sale, to operate a gasoline and oil service station and in general to enter into all types of transactions connected with the servicing of cars and trucks, under the name of "D & D Garage, Limited", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15619-0 Deputy Attorney General.

**"Eagleland Goldfields Limited"**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the eighth day of July, 1946, incorporating: Rolland Langlois, law clerk, Thomas Adam, technician, Hector Benoit, advocate, all of the City of Montreal, Charlemagne Hébert, clerk, Rollande Hébert, Hortense Hébert, spinsters, all three of the city of Verdun, all of the district of Montreal, and Jacqueline Plouffe, spinster, of Laval-des-Rapides, district of Terrebonne, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals:

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Eagleland Goldfields Limited (No personal Liability)", with a total capital stock of \$5,000,000.00, divided into 5,000,000 shares of \$1.00 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15620-0 Deputy Attorney General.

**"Eastern Commercial Co. Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, de la cité de Montréal, et Cyril Schwisberg et Samuel E. Schwisberg, avocats, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acacheter et autrement acquérir, vendre et autrement disposer, importer, exporter, manufacturer, produire, assembler, finir, passer des contrats, construire, ériger, dessiner, installer et traiter toutes sortes de bois de construction, bois de charpente et bois, machinerie, outillage, pièces, spécialités, accessoires et appliques, fer, acier, plomb, cuivre, bronze et autres métaux, produits chimiques, huiles et graisses, plastiques, cires et peintures, textiles, cuirs, céramiques, isolants, brique, ciment, fils, câbles et tous les éléments et parties constitutives d'iceux et toutes choses, articles ou marchandises fabriqués ou composés d'iceux, sous le nom de "Eastern Commercial Co. Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 240 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Aucune action ou actions de la compagnie ne seront vendus ou transférées par aucun actionnaire à moins que les directeurs de la compagnie, à leur seule discrétion, aient, par résolution du bureau de direction, approuvé et autorisé le transfert;

Le nombre des actionnaires est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 264 rue Hospital, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15621 L. DÉSILETS.

**"Ede Limitée — Ede Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Emé Lacroix, ville Mont-Royal, Émile Pelletier, de Lachine, tous deux avocats, et Marcelle Langlois, sténographe, fille majeure, de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturier, de vendeur, agent ou représentant, au gros ou au détail de tout objet de bijouterie quelconque, joaillerie, verrerie, poterie, cuir, objets de piété ou religieux, sous le nom de "Ede Limitée — Ede Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie divisé en 150 actions privilégiées, d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune et de deux cents (200) actions ordinaires d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50.00) chacune est fixé à la somme de \$25,000.00.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15622-o L. DÉSILETS.

**"Eastern Commercial Co. Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-eighth day of June, 1946, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, of the city of Montreal, and Cyril Schwisberg and Samuel E. Schwisberg, advocates, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase and otherwise acquire, sell and otherwise dispose of, import, export, manufacture, produce, assemble, finish, contract, build, erect, design, install, and service all kinds of lumber, timber and wood, machinery, equipment, parts, specialties, supplies and fittings, iron, steel, lead, copper, brass, bronze and other metals, chemicals, oils, and greases, plastics, waxes and paints, textiles, leathers, ceramics, insulations, bricks, cements, wire, cable, and all elements and components thereof and all things, articles or goods manufactured or compounded from the same, under the name of "Eastern Commercial Co. Inc.", with a total capital stock of \$25,000.00, divided into 240 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and 1,000 common shares of the par value of \$1.00 each.

No share or shares of the company shall be sold or transferred by any shareholder unless and until the directors of the company in their sole discretion, have by resolution of the Board, approved and authorized the transfer;

The number of shareholders is limited to twenty.

The head office of the Company will be at 264 Hospital St., Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,  
15621-o Deputy Attorney General.

**"Ede Limitée — Ede Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of July, 1946, incorporating: Emé Lacroix, town of Mount-Royal, Émile Pelletier, of Lachine, both advocates, and Marcelle Langlois, stenographer, spinster, of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturer, salesman, agent or representative, whether wholesale or retail, of any jewelry article whatsoever, jewelry, glassware, pottery, leather, piety or religious goods, under the name of "Ede Limitée — Ede Limited".

The amount of the capital stock of the company, divided into 150 preferred shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each, and two hundred (200) common shares of a par value of fifty dollars (\$50) each, is fixed to the sum of \$25,000.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15622 Deputy Attorney General.

**"Famous Products Corporation"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Abe Spector, Jack Kahan, marchands, Manuel A. Mendell, avocat, tous de la cité de Montréal, et Leo Rosentzveig, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Sujet à la Loi de pharmacie de Québec, exercer le commerce de médicaments, remèdes, composés, mélanges, préparations, condiments, aliments, produits pharmaceutiques, produits chimiques, poudres, thé, café et épices et généralement exercer un commerce en gros et en détail comme manufacturiers, exportateurs et importateurs et marchands des articles, objets et marchandises ci-dessus, sous le nom de "Famous Products Corporation".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$45,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Aucun actionnaire n'aura le droit de transférer ses actions à moins que ce transfert ait été autorisé et sanctionné par une résolution adoptée à une assemblée des directeurs où tous étaient présents et ont voté en faveur de ce transfert;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15623 L. DÉSILETS.

**"Famous Products Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1946, incorporating: Abe Spector, Jack Kahan, merchants, Manuel A. Mendell, advocate, all of the city of Montreal, and Leo Rosentzveig, advocate, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Subject to the Quebec Pharmacy Act, to carry on trade in medicines, remedies, compounds, mixtures, preparations, condiments, foods, drugs, chemicals, powders, teas, coffees and spices and generally to carry on a wholesale and retail business as manufacturers, exporters and importers of and dealers in the above goods, wares and merchandise, under the name of "Famous Products Corporation".

The amount of the capital stock of the company is to be \$40,000.00, divided into 2,000 common shares of \$10.00 each;

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

No shareholder shall be entitled to transfer his shares unless transfer has been authorized and sanctioned by a resolution adopted at a meeting of directors where all were present and voted in favor of the transfer;

The shareholders of the company shall be limited in number to twenty.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15623-o Deputy Attorney General.

**"Feldspar Products Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, Clarence Reuben Gross et Mortimer Weinfeld, avocats, Sarah Miller et Meta Henry, sténographes, tous des cité et district de Montreal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir, vendre, disposer et faire le commerce de tous terrains, mines, droits miniers, dépôts de minerais, bois de construction, concessions forestières et tous droits ou intérêts en iceux, et les explorer, travailler, exercer, développer et mettre en valeur;

Produire, manufacturer, acheter, acquérir, rechercher, extraire de la terre, creuser, concasser, raffiner, fondre, préparer pour le marché, distribuer, vendre, disposer et faire le commerce de minerais, métaux, minéraux, substances minérales et métallifères de toutes sortes, produits chimiques, bois de construction, et faire toutes autres opérations qui peuvent sembler nécessaires aux fins de la compagnie;

Exercer le commerce et faire les opérations d'une compagnie minière, d'usinage, de réduction et de développement, sous le nom de "Feldspar Products Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une

**"Feldspar Products Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of July, 1946, incorporating: Samuel David Rudenko, Clarence Reuben Gross and Mortimer Weinfeld, advocates, Sarah Miller and Meta Henry, stenographers, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, take on lease, or otherwise acquire, sell, dispose of and deal in any lands, mines, mining rights, mineral deposits, lumber, timber limits, and any rights or interest therein, and to explore, work, exercise, develop and turn to account the same;

To produce, manufacture, purchase, acquire, search for, win from the earth, quarry, crush, refine, smelt, prepare for the market, distribute, sell, dispose of and deal in ore, metals, minerals, metal and mineral substances of all kinds, chemicals, lumber, and to carry on any other operations which may seem conducive to any of the Company's objects;

To carry on the business and operations of a mining, milling, reduction and development company, under the name of "Feldspar Products Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 2,500 common shares of the par

valeur au pair de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt;

Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15624 L. DÉSILETS.

value of \$10.00 each, and 1,500 preferred shares of the par value of \$10.00 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15624-o Deputy Attorney General.

"General New House Construction Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Jack Ralph Bogante, avocat, Jeanne Geoffrion and Shirley Minkowsky, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de constructeurs, entrepreneurs généraux et tout commerce s'y rapportant et qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercé en rapport avec son commerce ou qui peut directement ou indirectement augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie, sujet aux dispositions de l'article 31 de la Loi des compagnies de Québec, sous le nom de "General New House Construction Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15625 L. DÉSILETS.

"General New House Construction Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1946, incorporating: Jack Ralph Bogante, advocate, Jeanne Geoffrion and Shirley Minkowsky, stenographers, spinsters of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and in all its branches the business of builders, general contractors and any business incidental thereto and which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights, subject to the provisions of Section 31 of the Quebec Companies' Act., under the name of "General New House Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15625-o Deputy Attorney General.

"Gérard Collin Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de juillet 1946, constituant en corporation: L.-E. Langis Galipeault, avocat et Conseil en Loi du Roi, Alexandre-A. Labrègue, avocat, et Jeanne Déchêne, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

De manufacturer, fabriquer, réparer tous meubles de tous genres et descriptions et généralement d'exercer l'industrie du meuble;

D'acheter, vendre, échanger, acquérir les meubles;

D'exercer le commerce et l'industrie d'opérations forestières, marchands de bois de construction, propriétaires de moulins à scie et marchands généraux et d'acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce de bois de tous genres et espèces et manufacturer et faire commerce d'articles de toutes sortes dans lesquels entre du bois et de tout article qui peut être fait ou extrait du bois ou de son résidu.

De faire affaires de toutes façons comme constructeurs, entrepreneurs, sous le nom de "Gérard Collin Inc.", avec un capital total de \$150,000.00, divisé en 1,500 actions de \$100.00 chacune.

"Gérard Collin Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1946, incorporating: L.-E. Langis Galipeault, advocate and King's Counsel, Alexandre-A. Labrègue, advocate, and Jeanne Déchêne, stenographer, spinster, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, make, repair all kinds and description of furniture, and carry on a general furniture business;

To purchase, sell, exchange, acquire furniture

To carry on the business and industry of lumbering operations, lumber merchants, saw-mill owners, and general merchants, and to purchase, sell, prepare for the market, manufacture, import, export and carry on a lumber business of any kind and sort, and to manufacture and deal in any kind of articles wherein wood may enter, and any article capable of being made of or extracted from wood or the residue thereof;

To carry on business in every way as builders, contractors, under the name of "Gérard Collin Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,500 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, dans le district de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15626-o L. DESILETS.

The head office of the company will be at Montmagny, in the district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1946.

L. DESILETS,  
15626 Deputy Attorney General.

**"Guarantee Sponging Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Morris Flaxman, décatisseur, Joseph Agulnik, agent, et Louis Abraham DeZwirek, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de décatisseurs, finisseurs et examinateurs de toutes sortes de textiles, comprenant les lainages, articles en coton et soie utilisés dans la fabrication de vêtements pour hommes et femmes et industries connexes et celles faisant un commerce affilié ou connexe à icelles, sous le nom de "Guarantee Sponging Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15627 L. DESILETS.

**"Guarantee Sponging Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1946, incorporating: Morris Flaxman, sponger, Joseph Agulnik, agent, and Louis Abraham DeZwirek, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of spongers, finishers and examiners of all kinds of textiles, including woollens, cotton goods and silk used in the manufacture of men's and women's clothing and allied industries and those engaged in business affiliated therewith or allied thereto, under the name of "Guarantee Sponging Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1946.

L. DESILETS,  
15627-o Deputy Attorney General.

**"Hargate Quarries Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Joseph Gates, John Gates, et Malcolm Hart, tous manufacturiers, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et exploiter le commerce présentement exercé par Malcolm Hart, manufacturier, comme producteur et marchand en les cité et district de Montréal, P.Q.;

Exercer tout commerce s'y rapportant comme producteurs, manufacturiers, raffineurs, importateurs et exportateurs, en gros et en détail, de roches, pierres, sable, gravier et leurs produits et tous leurs dérivés et sous-produits;

Manufacturer et faire le commerce, en gros et en détail, d'accessoires pour constructeurs, accessoires de fonderie, outillage et matériaux réfractaires, matériaux de construction et matériaux isolateurs, sous le nom de "Hargate Quarries Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15656 L. DESILETS.

**"Hargate Quarries Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Joseph Gates, John Gates, and Malcolm Hart, all manufacturers, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and operate the business actually carried on by Malcolm Hart, manufacturer, as producer and merchant in the city and district of Montreal, P.Q.;

To carry on any business connected therewith as producer, manufacturer, refiner, importer and exporter, wholesale and retail, of rocks, stones, sand, gravel and their products and all derivatives and by-products thereof;

To manufacture and deal, both wholesale and retail, in builders' supplies, foundry supplies, equipment and refractories, building and insulating materials, under the name of "Hargate Quarries Limited", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 common shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DESILETS,  
15656-o Deputy Attorney General.

**"Hôtel Chez Maurice Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du

**"Hôtel Chez Maurice Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth

seizième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Maurice Foisy, médecin, Dame Thérèse Grignon Foisy, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Maurice Foisy, tous deux des cité et district de Montréal, et Maurice Bleau, hôtelier, domicilié à Ste-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, aménager, maintenir, opérer, changer, vendre ou autrement en disposer des hôtels, restaurants, cafés, et salles de rafraîchissement; exercer le commerce d'hôteliers licenciés, marchands de tabac, bière et vins, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres liqueurs douces, le commerce de pourvoyeur, fournisseur pour des amusements publics d'une manière générale; le commerce de propriétaires d'automobiles, carrosses, voitures, équipages, propriétaires de garage, agents d'immeubles, messagers et gardiens d'entrepôts, sous le nom de "Hôtel Chez Maurice Inc.", avec un capital total de \$60,000.00, divisé en 600 actions communes d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le seizième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15628-o L. DÉSILETS.

"Hudson Felt Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Rolland Langlois, stagiaire, Thomas Adam, agent, Hector Benoit, avocat, Georges Chamberland, sténographe officiel, Gérard Chamberland, sténographe, tous de la cité de Montréal, et Jacqueline Plouffe, fille majeure, de Laval-des-Rapides, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer ou exporter toutes sortes de formes en feutre de fourrure, chapeaux et marchandises connexes, sous le nom de "Hudson Felt Co. Ltd.", avec un capital total de \$96,000, divisé en 960 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valleyfield, district de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15629 L. DÉSILETS.

"Industrial Spinning Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Théodore Herzl Shapiro, avocat, et Fanny Roman, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à filer de l'aluminium, bronze, acier, cuivre et tous autres matériaux;

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers de fer et de manufacturiers et lami-

day of July, 1946, incorporating: Maurice Foisy, physician, Dame Thérèse Grignon Foisy, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Maurice Foisy, both of the city and district of Montreal, and Maurice Bleau, hotel-keeper, domiciled at Ste-Agathe-des-Monts, district of Terrebonne, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To erect, build, purchase, lease or otherwise acquire, own, equip, maintain, operate, change, sell or otherwise dispose of hotels, restaurants, cafés and refreshment-rooms; to carry on business as licensed hotel-keepers, dealers, in tobacco, beer and wine, importers and manufacturers of aerated waters, mineral, artificial and other soft drinks, the business of purveyor, caterer of amusements for the public in general; the business of automobile, coach, carriage, team owners; garage owners, real estate agents, messengers and wharfingers, under the name of "Hôtel Chez Maurice Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Agathe-des-Monts, district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15628 Deputy Attorney General.

"Hudson Felt Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of July, 1946, incorporating: Rolland Langlois, law clerk, Thomas Adam, agent, Hector Benoit, advocate, Georges Chamberland, official stenographer, Gérard Chamberland, stenographer, all of the city of Montreal, and Jacqueline Plouffe, spinster, of Laval-des-Rapides, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import or export all kinds of fur felt bodies, hats and related goods, under the name of "Hudson Felt Co. Ltd.", with a total capital stock of \$96,000.00, divided into 960 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Valleyfield, in the district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15629-o Deputy Attorney General.

"Industrial Spinning Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1946, incorporating: Joseph Shapiro advocate and King's Counsel, Theodore Herzl Shapiro, advocate, and Fanny Roman, secretary, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of spinning aluminum, brass, steel, copper and any other materials;

To carry on the trades and business of iron manufacturers and of manufacturers and rollers

neurs d'acier et de fer en aucune et toutes formes, commodités et articles d'aucune sorte; fabricants d'acier, convertisseurs en acier, fondeurs, laminiers et métaux en feuilles et rails, fabricants de plaques d'étain, fondeurs et fabricants en fer et en bronze dans toutes leurs spécialités respectives; exercer l'industrie et le commerce qui consistent à manufacturer et tirer des fils de fer, et acheter, vendre et négocier tous produits et commodités se rapportant aux articles ci-dessus, sous le nom de "Industrial Spinning Company Limited", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15630

L. DÉSILETS.

"Joyel Corp."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Fanny Roman, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Ruth Miller, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, négociants et commerçants, et acheter, vendre et faire le commerce de textiles et tissus de toutes sortes, sous le nom de "Joyel Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 100 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15631

L. DÉSILETS.

"Juddmar Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huitième jour de juillet 1946, constituant en corporation: George Irwin Harris, avocat, de la cité d'Outremont, George Gerald Richstone, notaire, et Pauline Sommer, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme marchands, soit en gros ou en détail, qui consiste à acheter et vendre toutes catégories de marchandises habituellement négociées par des bijoutiers, orfèvres, argentiers, fabricants de montres et horlogers, et comprenant, mais sans limiter la généralité des précédents, de la bijouterie de costume, montres attachées de montres, horloges, nouveautés de toutes sortes, cosmétiques, poudriers et autres articles et accessoires de toilette, sous le nom de "Juddmar Inc.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 300 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15632

L. DÉSILETS.

of steel and iron into any and all forms, products, commodities and articles of every kind; steel makers, steel converters, smelters, sheet metal and rail rollers, tin plate makers, iron and brass founders and makers in all their respective branches; to carry on the trade and business of wire manufacturing and drawing, and to buy, sell and trade in all products and commodities in connection with the above, under the name of "Industrial Spinning Company Limited", with a total capital stock of \$30,000.00, divided into 300 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Joyel Corp."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1946, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Fanny Roman, secretary, spinster, of the full age of majority, both of the city of Montreal, and Ruth Miller, secretary, spinster of the full age of majority, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of importers, exporters, jobbers and traders of, and to buy, sell and deal in textiles and fabrics of all kinds, under the name of "Joyel Corp.", with a total capital stock of \$1,000.00, divided in 100 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Juddmar Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the eighth day of July, 1946, incorporating: George Irwin Harris, advocate, of the city of Outremont, George Gerald Richstone, notary, and Pauline Sommer, secretary, spinster, both of the City of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry, on business as merchants, either at wholesale or retail, buying and selling all classes of merchandise usually dealt in by jewelers, goldsmiths, silversmiths, watchmakers and clock-makers, and including, but without limiting the generality of the foregoing, costume jewellery, watches, watch-attachments, clocks, novelties of all kinds, cosmetic, compacts and other toilet articles and accessories, under the name of "Juddmar Inc.", with a total capital stock of \$15,000.00, divided into 300 shares of \$50.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

**"La Cie Manufacturière de Bijouterie Moderne Limitée"**  
**"Modern Jewellery Manufacturing Company Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Fernand Guertin, avocat, Gaston Lacroix, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, et Jean Tellier, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, manufacturer, acheter et vendre en gros et en détail des bijoux, pierres précieuses, naturelles ou artificielles, des métaux précieux et toutes autres matières naturelles ou artificielles, servant ou pouvant servir à la fabrication des bijoux, des objets d'orfèvrerie, des parures et des ornements de toutes les variétés et de toutes les qualités.

Importer, exporter, faire le commerce en gros et en détail, louer, vendre, acheter, fabriquer ou monter des montres et des horloges de toutes les variétés et les pièces d'horlogerie de toutes espèces;

Importer, exporter, faire le commerce de gros et de détail de plastique, de marbre artificiel ou naturel, de bois et de toutes compositions chimiques ou synthétiques pouvant servir de base à la bijouterie ou à l'art décoratif, sous le nom de "La Cie Manufacturière de Bijouterie Moderne Limitée" (Modern Jewellery Manufacturing Company Limited), avec un capital total de \$11,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
 15633-o L. DÉSILETS.

**"La Salle Laboratories Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, Mortimer Weinfeld, avocats, et Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, mélanger, raffiner, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de produits chimiques d'aucune et toutes sortes, soit liquides, semi-liquides ou secs, teintures, ciment, savons, engrais, insecticides, matières pour supprimer les odeurs, poudres à laver, peintures, vernis, pigments, polis, mordants, huiles, acides, produits du goudron et dérivés, caoutchouc, plastiques, cellulose, celluloïde, textiles, rayons et tissus de toutes sortes, légumes, minéraux, grains et produits laitiers de toutes sortes, sous le nom de "La Salle Laboratories Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt;

Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions;

**"La Cie Manufacturière de Bijouterie Moderne Limitée"**  
**"Modern Jewellery Manufacturing Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1946, incorporating Fernand Guertin, advocate, Gaston Lacroix, advocate, both of the city of Outremont, and Jean Tellier, advocate, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, manufacture, purchase and sell, wholesale and retail, jewels, precious stones, natural or artificial, precious metals and any other natural or artificial matter used or capable of being used in the making of jewellery, goldware, ornamental pieces and ornaments of every variety and of every quality.

To import, export, deal in, whether wholesale or retail, lease, sell, purchase, manufacture or mount watches and clocks of all kinds, and spare parts for all kinds of clockwork;

To import, export, deal in, whether wholesale or retail, plastic, artificial or natural marble, wood and any chemical or synthetic composition capable of being used as basis for jewellery or decorative art, under the name of "La Cie Manufacturière de Bijouterie Moderne Limitée" (Modern Jewellery Manufacturing Company Limited), with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
 15633 Deputy Attorney General.

**"La Salle Laboratories Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1946, incorporating: Samuel David Rudenko, Mortimer Weinfeld, advocates, and Sarah Miller, stenographer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, compound, refine, import, export, buy, sell and deal in chemicals of any and all kinds, whether in liquid, semi-liquid or dry forms, dye-stuffs, cement, soap, fertilizers, insecticides, deodorizers, washing powders, paints, varnishes, pigments, polishes, stains, oils, acids, coal-tar products and derivatives, rubber, plastics, cellulose, celluloid, textiles, rayons and fabrics of all kinds, vegetable, mineral, grain and milk products of all kinds, under the name of "La Salle Laboratories Ltd.", with a total capital stock of \$100,000.00, divided into 600 common shares of the par value of \$100.00 each, and 400 preferred shares of the par value of \$100.00 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour de juillet 1946,

L'Assistant-procureur général,  
15634 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15634-o Deputy Attorney General.

**"The Maple Leaf Potato Chips, Incorporated"**  
**"Les "Patates Chips" Feuille d'Erable, Incorporée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour d'août 1946, constituant en corporation: Paul Messier, pharmacien, de la cité de Montréal, Edgar Armand, comptable, de la cité d'Outremont, et Roland Pinard, avocat, de Ville Mont-Royal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes, céréales, dérivés de toutes sortes, produits et aliments en conserve et en boîte, épicerie, provisions et autres articles d'alimentation, grain, foin et autres céréales, bois, charbon, huiles et essences, gazoline et produits analogues, tabacs, cigares et cigarettes, liqueurs douces et eaux gazeuses, bonbons, marchandises sèches, ferronneries et ferblanteries, véhicules de toutes sortes et accessoires, garage et réparations de tous genres, toutes sortes de machines et machinerie, transport et camionnage par terre et par eau, sous le nom de "The Maple Leaf Potato Chips, Incorporated" — "Les "Patates Chips" Feuille d'Erable, Incorporée", avec un capital total de \$100,000.00, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 5210, Resther, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15635-o L. DÉSILETS.

**"The Maple Leaf Potato Chips, Incorporated"**  
**"Les "Patates Chips" Feuille d'Erable, Incorporée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1946, incorporating: Paul Messier, druggist, of the city of Montreal, Edgar Armand, accountant, of the city of Outremont, and Roland Pinard, advocate, of town of Mount Royal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in fruit, vegetables, cereals, wares of every kind, products and foods, whether preserved or canned, groceries, provisions and other foodstuffs, grain, hay and other cereals, wood, coal, oil and gases, gasoline and similar products, tobacco, cigars, and cigarettes, soft drinks and aerated waters, candies, dry goods, ironware and tinware, vehicles of every kind and accessories, garages and all kinds of repair, all kinds of machines and machinery, transportation and trucking by land and by water, under the name of "The Maple Leaf Potato Chips, Incorporated" — "Les "Patates Chips" Feuille d'Erable, Incorporée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at number 5210 Resther, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,  
15635 Deputy Attorney General.

**"Mayov-Pencer Clothes Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Louis Abraham DeZwirek, avocat, de la cité de Montréal, Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, et Bertha Mendelson, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, négociants et marchands, et manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce, soit en gros ou en détail, d'habits et vêtements faits sur mesures et prêts à porter de toutes sortes pour hommes et garçons et autres vêtements, tissus, fournitures pour hommes, robes pour dames, manteaux, costumes, vêtements de sport, marchandises sèches, fournitures de tailleurs, marchandises en pièces, coiffures et chaussures de toute description et vêtements pour femmes et enfants, et agir comme manufacturiers et marchands de commodités, marchandises ou choses, comprenant toutes sortes d'étoffes, tissus, machinerie, outils, outillage et appliques d'usines se rapportant et nécessaires aux fins des précédents, sous le nom de "Mayov-Pencer Clothes

**"Mayov-Pencer Clothes Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1946, incorporating: Louis Abraham DeZwirek, advocate, of the city of Montreal, Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, and Bertha Mendelson, secretary, spinster of the full age of majority, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, jobbers and merchants, and to manufacture, buy, sell and deal in generally, either by wholesale or retail, men's and boys' made-to-measure and ready-to-wear clothing and wearing apparel of all kinds and other clothing, fabrics, men's furnishings, ladies' dresses, cloaks, suits, sportswear, dry goods, tailor's trimmings, piece goods, head and foot wear of every description and women's and children's wear and to act as manufacturers, and dealers in commodities, merchandise or things including all kinds of materials, fabrics, machinery, tools, plant equipment and fixtures, incidental and necessary for the purpose of the aforesaid, under the name of "Mayov-Pencer Clothes Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 300

Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général.

15636

L. DÉSILETS.

"Michaud Tire Service Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Maurice Michaud, architecte, Edgar Michaud, industriel, tous deux de la cité de Québec, et Clément Michaud, gérant, de Giffard, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, fabriquer, transformer, réparer et généralement faire le commerce d'automobiles, de pneus, de chambres à air, d'accessoires d'automobiles, de gazoline, d'huile et de tout autre produit ayant un rapport direct ou indirect avec les objets de la compagnie;

Exercer sous toutes leurs formes et à toutes leurs fins et de toutes manières l'industrie et le commerce du caoutchouc naturel ou synthétique et de ses sous-produits;

Acquérir spécialement, en totalité ou en partie, le commerce exploité actuellement à Québec par monsieur Maurice Michaud sous la raison sociale de "Michaud Tire Service Reg'd.;"

Le nom corporatif de la présente compagnie est: "Michaud Tire Service Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$49,900, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 299 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuvième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15637-o

L. DÉSILETS.

"Muretta Apartments Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur, de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Éli Michael Berger, Alan Bernard Gold, Murray Lapin, avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, et en rapport avec ceux, acquérir par achat, bail, octroi, concession ou autrement, et généralement faire le commerce de terrains et d'immeubles de toute et aucune sorte et description, et exercer le commerce comme agents d'immeubles, experts, évaluateurs, courtiers en immeubles, entrepreneurs et constructeurs, et faire un commerce général d'une agence d'immeubles, comprenant l'entreprise d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges et transactions semblables, et de baux négociables et toutes autres formes de contrats se rapportant aux immeubles, sous le nom de "Muretta Apartments Ltd."

common shares of a par value of \$100.00 each, and 100 preferred shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of Attorney General, this fifth day of July, 1946.

15636-o

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

"Michaud Tire Service Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1946, incorporating: Maurice Michaud, architect, Edgar Michaud, manufacturer, both of the city of Quebec, and Clément Michaud, manager, of Giffard, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, manufacture, transform, repair and deal generally in automobiles, tires, tubes, automobile accessories, gasoline, oil and any other product directly or indirectly connected with the company's purposes;

To carry on, under all forms, for all purposes and in any manner, the rubber business and industry, whether natural or synthetic rubber, and all by-products thereof;

Especially, to acquire, in whole or in part, the business actually carried on, at Quebec, by Mr. Maurice Michaud, under the firm name of "Michaud Tire Service Reg'd.;"

The corporate name of the company is "Michaud Tire Service Ltd."

The capital stock of the company will be \$49,900, divided into 200 common shares of \$100 each and 299 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1946.

15637

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

"Muretta Apartments Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, (Q.R.S. 1941) bearing date the fourth day of July, 1946, incorporating: Éli Michael Berger, Alan Bernard Gold, Murray Lapin, advocates, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a land company, and in connection therewith to acquire by purchase, lease, grant, concession, or otherwise, and to generally deal in lands and real estate of all and every kind and description, and to carry on business as real estate agents, experts, valuers, realty brokers, contractors and builders, and do a general real estate agency business, including the undertaking of investigations, valuation, sales, exchanges and the like, and negotiable leases and all other forms of contract in respect of real estate, under the name of "Muretta Apartments Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera divisé en 1,000 actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et en 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins de \$12,000.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15638 L. DÉSILETS.

The amount of the capital stock of the company is to be divided into 1,000 shares having no nominal or par value, and 700 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and the amount with which the company will commence its operations will not be less than \$12,000.00.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15638-0 Deputy Attorney General.

**"Oberman Investment Corp."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, C.R., Michael C. Herman, avocats, et Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, détenir ou accepter pour valeur des actions, titres, débeatures, bons, obligations et valeurs et tous autres instruments négociables et valeurs de corporations publiques et privés, gouvernements ou municipalités, et pendant la propriété d'iceux, exercer tous les droits et privilèges de propriétaire, comprenant le droit de voter sur iceux; acquérir, détenir ou accepter pour valeur des propriétés mobilières et immobilières, et pendant la propriété d'iceux, exercer tous les droits et privilèges du propriétaire, sous le nom de "Oberman Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15639 L. DÉSILETS.

**"Oberman Investment Corp."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1946, incorporating: Louis H. Rohrlick, K.C., Michael C. Herman, advocates, and Libby Turner, secretary, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, hold or accept for value shares, stocks, debentures, bonds, obligations and securities and any other negotiable instruments, and securities of public and private corporations, governments or municipalities, and while owners thereof to exercise all rights and privileges of ownership including the right to vote thereon; to acquire, hold or accept for value moveable and immoveable property and while owners thereof to exercise all rights and privileges of ownership, under the name of "Oberman Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15639-0 Deputy Attorney General.

**"Packard Montreal Motor Company Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Richard Harold Pattison, gérant, Matthew Cochrane Holt, et Laurence George MacGregor, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs, machinerie et instruments aratoires, chars, bateaux, vaisseaux aériens et autres véhicules, leurs pièces et accessoires et articles semblables;

Acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et toutes sortes de machinerie, instruments, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciment, solutions et dispositifs, soit incidents à la construction d'automobiles ou autrement, et de toutes choses susceptibles d'être utilisées avec iceux, ou à l'entretien et le travail d'iceux respectivement, sous le nom de "Packard Montreal Motor Company Limited"

**"Packard Montreal Motor Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-fourth day of July, 1946, incorporating: Richard Harold Pattison, manager, Matthew Cochrane Holt, and Laurence George MacGregor, advocates, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell and deal in automobiles, trucks, tractors, farm machinery and implements, cars, boats, flying machines and other vehicles, their parts and accessories and kindred articles;

To buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith, or the maintenance and working thereof respectively, under the name of "Packard Montreal Motor Company Limited."

Le capital autorisé de la compagnie consistera en cinq mille (5,000) actions sans valeur nominale ou au pair.

Le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt-cinq mille dollars (\$25,000).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Westmount, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15640

L. DESILETS.

The authorized capital of the company shall consist of Five Thousand (5,000) shares without nominal or par value.

The amount of capital with which the company will commence its operations will be Twenty-Five Thousand Dollars (\$25,000.00).

The head office of the Company will be in the city of Westmount, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1946.

L. DESILETS,

15640-o

Deputy Attorney General.

**"Panorama Hotel Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, Mortimer Weinfeld, avocats, et Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de tenanciers d'hôtels, restaurants, cafés, tavernes, kiosques de rafraichissements et d'aubergistes, pourvoyeurs licenciés, le droit de vendre le vin, la bière et les spiritueux, sujet aux lois actuellement en vigueur, tabac, marchands, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres liqueurs douces, pourvoyeurs, fournisseurs d'amusements publics en général, propriétaires d'automobiles, cabriolets, taxis et voitures, propriétaires d'écuries, agents d'immeubles, courtiers, voituriers et entreposeurs, sous le nom de "Panorama Hotel Limited".

Le capital-actions autorisé de la compagnie sera divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins de \$500.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15641

L. DESILETS.

**"Panorama Hotel Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1946, incorporating: Samuel David Rudenko, Mortimer Weinfeld, advocates, and Sarah Miller, stenographer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, cafe, tavern, refreshment booth and lodging house keepers, licensed victuallers, the right to sell wine, beer and spirits subject to the laws actually in force, tobacco, merchants, importers and manufacturers, of aerated, mineral and artificial waters and other soft drinks, purveyors, caterers for public amusements generally, automobile, coach, cab and carriage proprietors, livery stable keepers, real estate agents, brokers, carriers and warehousemen, under the name of "Panorama Hotel Limited".

The authorized capital stock of the company is to be divided into 100 shares without nominal or par value, and the amount of capital with which the company will carry on business will be not less than \$500.00.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1946.

L. DESILETS,

15641-o

Deputy Attorney General.

**"Patenaude Taxi Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et unième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Sergius Messier, propriétaire de taxis, Raymond Messier, gérant de publicité, et Arthur Denys, agent, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'omnibus, de taxis, le transport de passagers, le transport des marchandises, et tout autre commerce semblable par automobile, bateau ou camion;

Faire le commerce de gros et de détail, échanger ou transiger les véhicules, les automobiles, gasoline, les engins à vapeur ou à l'électricité, les camions, voitures de taxis, omnibus et tous les autres véhicules mus par aucune traction;

Faire le commerce de remorquage sous toutes ses formes, sous le nom de "Patenaude Taxi Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

**"Patenaude Taxi Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1946, incorporating: Sergius Messier, taxi-owner, Raymond Messier, publicity manager, and Arthur Denys, agent, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the omnibus, taxi business, the transportation of passengers, transportation of merchandise, and any other similar business by automobile, boat or truck;

To carry on business wholesale and retail, exchange, trade in vehicles, automobiles, gasoline, steam or electric engines, trucks, taxi-cabs, omnibuses and any other vehicles, propelled by any traction whatsoever;

To carry on the towing business, under all the forms thereof, under the name of "Patenaude Taxi Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 2007, rue Ontario est, cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et unième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15642-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at 2007 Ontario street, East, city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15642 Deputy Attorney General.

**"Queenlee Trading Company Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1946, constituant en corporation: Fred Packer, manufacturier, Celia Cehen et June Kirlin, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de courtiers à commission, agents de manufacturiers, acheteurs d'exportation et d'importation de toutes sortes de vêtements, textiles, marchandises sèches, habits et accessoires, appareils de maison, nouveautés et tous articles faits de métal, aluminium, verre, plastique, bois ou caoutchouc; négociier, manufacturer, produire, posséder, acheter, importer ou autrement acquérir, détenir, vendre, exporter ou autrement disposer ou faire le commerce comme grossistes et détaillants ou l'un ou l'autre, le négoce ou le commerce d'habits, textiles, marchandises sèches, vêtements et accessoires, appareils de maison, nouveautés et tous articles faits de métal, aluminium, verre, plastique, bois ou caoutchouc, sous le nom de "Queenlee Trading Company Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15643 L. DÉSILETS.

**"Queenlee Trading Company Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1946, incorporating: Fred Packer, manufacturer, Celia Cohen and June Kirlin, stenographers, spinsters, all of the city and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of Commission Brokers, manufacturers agents, export and import buyers of all kinds of clothing, textiles, dry goods, wearing apparel and accessories, household appliances, novelties and all articles made out of metal, aluminium, glass, plastic, wood or rubber; to trade, manufacture, produce, possess, buy, import or otherwise acquire, hold, sell, export or otherwise dispose of or deal as wholesaler and retailer or either, in or with clothing, textiles, dry goods, wearing apparel and accessories, household appliances, novelties and all articles made out of metal, aluminium, glass, plastic, wood or rubber, under the name of "Queenlee Trading Company Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100.00 each, and 1,000 common shares of a par value of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,  
15643-o Deputy Attorney General.

**"Robertson Theatres Inc."**

Avis, est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huitième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Mario Forest, Stephen Forbes, avocats, et Réjeanne Lachance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Construire des théâtres de vues animées, salles de concerts, salles de danse et toutes bâtisses et locaux convenables à ces fins; gérer et administrer lesdits théâtres et autres bâtisses ainsi érigées; exercer le commerce comme propriétaires et gérants de théâtres et cinémas, et, en particulier, organiser la production, la représentation et l'exécution d'opéras, vaudeville, vues animées, opérètes, burlesques, ballets, pantomimes et autres concerts et autres représentations musicales et dramatiques, sous le nom de "Robertson Theatres Inc.", avec un capital total de \$39,900, divisé en 399 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rawdon, district de Joliette.

**"Robertson Theatres Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the eighth day of July, 1946, incorporating: Mario Forest, Stephen Forbes, advocates, and Réjeanne Lachance, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec for the following purposes:

To build moving-picture theatres, concert-halls, dance halls, and any buildings and works suitable for such purposes: to manage and administer the said theatres and other buildings when erected; to carry on business as theatre and cinema owner and manager, and, in particular, to provide for the reproduction, performance and execution of operas, vaudeville, moving pictures, operettes, burlesques, ballets, pantomimes, and other concerts and other musical and dramatic performances, under the name of "Robertson Theatres Inc.", with a total capital stock of \$39,900.00, divided into 399 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Rawdon, in the district of Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15644 L. DÉSILETS,

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15644-o Deputy Attorney General.

**"Smartclad Garment Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, Clarence Reuben Gross, avocats, et Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre des vêtements de toutes sortes et descriptions pour hommes et dames, en gros et en détail, et entreprendre la fabrication, l'achat et la vente et d'aucun et tous tissus y nécessaires, sous le nom de "Smartclad Garment Ltd.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15645 L. DÉSILETS.

**"Smartclad Garment Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1946, incorporating: Samuel David Rudenko, Clarence Reuben Gross, advocates, and Sarah Miller, stenographer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy and sell men's and ladies' clothing of all kinds and description, both wholesale and retail, and the manufacture, purchase and sale of any and all materials ancillary thereto, under the name of "Smartclad Garment Ltd.", with a total capital stock of \$25,000.00, divided into 1,000 common shares of \$10.00 each, and 1,500 preferred shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15645-o Deputy Attorney General.

**"Sports & Leather Products Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Harvey Kagna, marchand, Gualbert Hamel, comptable, et Ida Kagna, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Harvey Kagna et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soieries, toiles, articles en cuir et produits en cuir, articles pour le ski et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de vêtements de sport pour hommes, dames et enfants, bourses, portefeuilles, supports de skis, appareils de sport et articles nécessaires à la marche, sous le nom de "Sports & Leather Products Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15646 L. DÉSILETS.

**"Sports & Leather Products Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1946, incorporating: Harvey Kagna, merchant, Gualbert Hamel, accountant, and Ida Kagna, housewife contractually separate as to property from Harvey Kagna and duly authorized by him for these presents, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, leather goods and leather products, ski goods and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of men's, ladies' and children's sportswear, purses, wallets, ski holders, sports appliances, and hiking kits, under the name of "Sports & Leather Products Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15646-o Deputy Attorney General.

**"Stoney Point Housing Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de juin

**"Stoney Point Housing Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1946, incorporating: Jean Forbes,

1946, constituant en corporation: Jean Forbes, veuve, secrétaire, Cecil J. Gagnier, secrétaire, et R. Maxwell H. DuBoycce, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, échange, cession ou autre titre légal, et détenir et avoir la jouissance de propriétés mobilières et immobilières de toute sorte et description et de tous droits et privilèges y relatifs ou s'y rapportant, et développer et améliorer et disposer toutes ces propriétés en rues, ruelles, carrés, lots ou autrement, et ériger, améliorer, réparer et entretenir des maisons, maisons d'appartements et de bureaux et autres structures sur ces propriétés ainsi acquises, et vendre, hypothéquer, louer, prendre à bail, transférer, échanger, disposer et autrement faire le commerce de terrains, bâtisses et immeubles et les constructions dessus érigées, et disposer de toutes rues, carrés ou ruelles se trouvant sur ces propriétés en faveur de toutes personnes ou municipalités à tels termes et conditions que la compagnie jugera convenables;

Exercer le commerce d'agents d'immeubles et d'assurances, constructeurs et entrepreneurs, et faire le commerce général d'une agence d'immeubles; sujet à la Loi des assurances de Québec, sous le nom de "Stoney Point Housing Limited", avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Lachine, district de Montréal.

Daté au bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15647

L. DESILETS.

widow, secretary, Cecil J. Gagnier, secretary, and R. Maxwell H. DeBoycce, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, cession or other legal title, and to hold and enjoy moveable and immoveable property of every kind and description, and all rights and privileges pertaining to or connected therewith, and to develop and improve and lay out any such property in streets, lanes, squares, lots, or otherwise, and to erect, improve, repair and maintain houses, apartments and office buildings and other structures on said property so acquired, and to sell, hypothecate, lease, rent, convey, exchange, dispose of and otherwise deal with lands, real estate and immoveables, and the buildings thereon erected, and dispose of any streets, squares or lanes on such property in favour of any persons or municipalities, on such terms and conditions as the company may think fit;

To carry on the business of real estate and insurance agents, builders and contractors, and do a general real estate agency business; subject to the Quebec Insurance Act, under the name of "Stoney Point Housing Limited", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 5,000 common shares of the par value of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Lachine, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1946.

L. DESILETS,

15647-o

Deputy Attorney General.

"Summit Holdings Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Harold William Bainbridge, propriétaire d'hôtel, Joseph Emmette, commis de banque, et Jean-Jacques Cloutier, garçon de tables, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie;

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir des terrains ou bâtisses, ériger sur ces terrains tel que susdit ou sur aucun d'eux, un hôtel ou hôtels, maisons, cottages et toutes autres bâtisses ou locaux nécessaires, et utiliser, convertir, adopter et entretenir tous ou aucun de ces terrains, bâtisses et lieux, à et pour les fins du commerce d'hôtellerie et d'auberges, avec leurs dépendances usuelles et nécessaires, sous le nom de "Summit Holdings Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 10,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15648

L. DESILETS.

"Summit Holdings Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1946, incorporating: Harold William Bainbridge, hotel owner, Joseph Emmette, bank clerk, and Jean-Jacques Cloutier, waiter, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of hotel;

To purchase, take on lease or otherwise acquire lands or buildings, to erect on such lands as aforesaid, or any of them, a hotel or hotels, houses, cottages and any other necessary buildings and works, and to use, convert, adopt and maintain all or any such lands, buildings and premises, to and for the purposes of hotels and inns, with their usual and necessary adjuncts, under the name of "Summit Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 10,000 shares of \$5.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DESILETS,

15648-o

Deputy Attorney General.

"The Transit Dry Kiln Lumber Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres

"The Transit Dry Kiln Lumber Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day

patentes en date du huitième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Reginald D. Tormey, avocat, Jean-Noël Boulay, comptable, et Claude Leroux, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Posséder et exploiter des établissements de séchage au four pour desservir l'industrie du bois dans le buts de sécher, finir et préparer, en général, le bois de charpente et de construction pour utilisation immédiate sous la forme la plus appropriée, sous le nom de "The Transit Dry Kiln Lumber Company Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 3,000 actions sans valeur nominale ou au pair et en 500 actions privilégiées de cent dollars chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$20,000.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15649 L. DÉSILETS.

"Thomson Realities Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Royal Ernest Carl Werry, C.R., Joseph Helal, C.R., avocats, et Jeanne d'Arc Dumont, sténographe, (célibataire), tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer un commerce d'immeubles dans toutes ses spécialités, acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des immeubles, vendre, louer, échanger ou autrement faire le commerce et disposer d'immeubles, propriétés ou d'aucune partie d'icelles, et développer, améliorer et disposer d'aucune de ces propriétés en lots à bâtir rues, ruelles, carrés ou autrement;

Ériger des résidences et autres bâtisses sur ces immeubles ou sur aucune partie d'iceux, sous le nom de "Thomson Realities Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Fixer les conditions de transferts des actionnaires de la compagnie et spécialement réserver à la compagnie, par son bureau de direction, le droit d'accepter ou de refuser ces transferts, et ce dans le but de contrôler le statut de ses actionnaires; ces actionnaires sont, par les présentes, limités en nombre à vingt (20);

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15650 L. DÉSILETS.

"Thurso Lumber & Planing Mills Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Herbert William Jackson, gérant, Alexander Gordon Yeoman, William Patrick Creagh, stagiaires, Clifford George Meek et Ernest William Mockridge, teneurs de livres, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

of July, 1946, incorporating: Reginald D. Tormey, advocate, Jean-Noël Boulay, accountant, and Claude Leroux, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To own and operate dry kilning establishments throughout the lumber industry for the purpose of dry kilning, finishing and generally preparing timber and lumber for immediate use in their most appropriate form, under the name of "The Transit Dry Kiln Lumber Company Limited."

The capital stock of the company is divided into 3,000 shares having no nominal or par value, and into 500 preferred shares of One Hundred Dollars each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$20,000.00.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15649-o Deputy Attorney General.

"Thomson Realities Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1946, incorporating: Royal Ernest Carl Werry, K.C., Joseph Helal, K.C., advocates, and Jeanne d'Arc Dumont, stenographer, (unmarried), all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a real estate business in all branches thereof, acquire by purchase, lease or otherwise, and to own immovables, sell, lease, exchange or otherwise deal in and dispose of immovables, property or any part thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To erect dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof, under the name of "Thomson Realities Limited", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

To fix the conditions of the transfers of the shareholders of the company and especially to reserve to the company, through its Board of Directors, the right to accept or refuse such transfers, and that, with a view of controlling the status of its shareholders; said shareholders are hereby limited to the number of twenty (20);

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15650-o Deputy Attorney General.

"Thurso Lumber & Planing Mills Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1946, incorporating: Herbert William Jackson, manager, Alexander Gordon Yeoman, William Patrick Creagh, law clerks, Clifford George Meek and Ernest William Mockridge, bookkeepers, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Diriger, exercer et entreprendre, soit comme mandants ou agents ou autrement, les commerces, industries et activités de marchands de bois de construction, marchands de bois de charpente et propriétaires de scieries et celui qui consiste à manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de bois de construction et de charpente scié, équarri et coupé et acquérir par achat, location, concession, permis, échange ou autre titre légal et améliorer, développer, gérer, négocier et faire le commerce de bois de charpente, bois, lots à bois, concessions forestières, droits de coupe de bois, bois de charpente, permis, rivières et droits riverains, servitudes, droits de servitude et permis de toutes sortes;

Construire, acquérir, posséder, exploiter, gérer et entretenir des moulins de pulpe, papier, bois et scieries et autres moulins et manufactures d'aucune sorte et usines de rabotage et de préparation, cours à bois, fours pour sécher, hangars de séchage, entrepôts et autres bâtisses, sous le nom de "Thurso Lumber & Planing Mills Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement des directeurs attesté par une résolution passée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie;

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Tout appel au public pour souscrire à toutes actions ou débetures de la compagnie est prohibé.

Le siège social de la compagnie sera à Thurso, district de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, ce trente et unième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15651

L. DÉSILETS.

To conduct, carry on and engage in, either as principals or agents or otherwise, the businesses, trades and activities of lumbermen, timbermen and saw-millers and of manufacturing, buying, selling and dealing in all kinds of sawed, squared and hewed lumber and timber and to acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or other legal title and to improve, develop, manage, deal in and deal with timber, wood, wood lots, timber limits, wood cutting rights, timber, licenses, river and riparian rights, servitudes, easements and licenses of all kinds;

To construct, acquire, own, operate, manage and maintain pulp, paper, lumber and saw mills and other mills and factories of any kind and planing and dressing plants, lumber yards, dry kilns, dry sheds, store houses and other buildings, under the name of "Thurso Lumber & Planing Mills Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of the par value of \$100.00 each.

The shares of the company shall not be transferred without the consent of the Directors evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the company;

The number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited.

The head office of the company will be at Thurso, in the district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15651-o

Deputy Attorney General.

## Arrêtés en Conseil

### ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3439

Québec, le 28 août 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la chasse au castor.

ATTENDU que les conditions du castor sont telles, cette année, qu'il est possible d'en permettre la chasse pour une courte période, dans cette partie de la province située au nord du Saint-Laurent;

Vu l'article 65 du chapitre 153 des Statuts révisés de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:—

QU'IL soit légal de tuer le castor, dans cette partie de la province située au nord du fleuve Saint-Laurent, du 15 novembre au 20 décembre inclusivement (1946), mais aux conditions suivantes, et que, ailleurs dans la province, la chasse en soit défendue en tout temps de l'année:

1° Seuls les trappeurs munis du permis régulier de trappeur sont autorisés à faire cette chasse, et aucun trappeur ne pourra tuer plus de dix castors au cours de la saison;

## Orders in Council

### ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 3439

Quebec, August 28, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the hunting of beaver.

WHEREAS conditions as regards beaver remain the same this year, that it is possible to permit the hunting thereof for a short period, in that part of the Province situate North of the Saint-Lawrence;

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Québec, 1941;

IT IS THEREFORE ordered, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:—

That it be legal to kill beaver, in that part of the Province situate North of the River St. Lawrence, from the 15th of November to the 20th of December inclusively (1946), but on the following conditions, and that elsewhere, in the Province, the hunting thereof be prohibited at all times of the year;

1. Only trappers having a regular license to trap shall be authorized to hunt beaver, and no trapper is allowed to kill more than ten beaver in the course of the season;

2° A moins d'avoir une excuse valable, et dont la preuve lui incombera, aucun trappeur ne pourra avoir de peaux de castors en sa possession après le premier février 1947;

3° Tout commerçant de fourrure, muni de son permis régulier, devra identifier les peaux de castors qu'il achètera, par le numéro de la licence du trappeur;

QUE dans les réserves spécialement affectées au repeuplement du castor et sous le contrôle indirect du gouvernement, ainsi que dans les régions de territoires enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure, il soit loisible au ministre de la Chasse et des Pêcheries d'émettre des permis spéciaux pour modifier la saison de chasse au castor et autres restrictions, lorsque les conditions particulières l'exigeront.

A. MORISSET,  
15659-G Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3437

Québec, le 28 août 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la chasse au castor dans les réserves de l'Abitibi, Rupert House et Nottaway.

ATTENDU que le nombre de castors dans les territoires qui ont été réservés dans différentes parties de la province pour l'élevage des castors à l'état de la nature, a considérablement augmenté;

ATTENDU que dans trois (3) de ces territoires, ceux de l'Abitibi, Rupert House et Nottaway, la chasse au castor est maintenant permise;

ATTENDU qu'il s'avère maintenant nécessaire que le Département de la chasse et de la pêche ait un meilleur contrôle sur cette chasse au castor dans les territoires réservés aux Indiens comme il y a déjà un meilleur contrôle sur les territoires réservés aux blancs, grâce au système appelé "trap line";

Vu l'article 65 des Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 153:

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE dans les dites réserves de l'Abitibi, Rupert House et Nottaway, les règlements suivants soient établis:

1. Seuls les trappeurs indiens munis d'une permission spéciale seront autorisés à trapper le castor. Cette permission sera donnée par un officier désigné par l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries;

2. Tout trappeur sera tenu de faire un inventaire annuel de son terrain de chasse et de faire rapport à l'officier désigné par l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries, le ou avant le 15 août de chaque année;

3. La permission spéciale pour trapper le castor ne pourra être accordée que lorsque le trappeur aura fait au dit officier son rapport concernant le castor;

4. Aucune permission spéciale pour le castor ne devra être accordée à un trappeur à moins que ce dernier ne prouve par son rapport et par celui du dit officier, l'existence sur son terrain de chasse, de cinq (5) cabanes de castor occupées par les castors;

5. Les permissions spéciales pour le castor doivent être accordées sur une base de pas plus d'un castor pour chaque cabane occupée;

2. Without a valid excuse, proof of which must be given by the individual, no trapper may have, in his possession, beaver pelts, after the first of February, 1947;

3. Every fur dealer, having his regular license, must identify beaver pelts which he may buy, by the trapper's license number;

THAT, in the reserves specially set apart for the restocking of beaver and under the indirect control of the Government and also in the regions of registered trap lines for purposes of hunting fur-bearing animals, the Minister of Game and Fisheries may issue special licenses to alter the season for the hunting of beaver and other restrictions, when particular conditions demand the same.

A. MORRISSET,  
15659 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL.

Number 3437

Quebec, August 28, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the hunting of Beaver in the Abitibi, Rupert House and Nottaway Reserves.

WHEREAS the number of beaver, in the territories which have been reserved in the different parts of the Province for the breeding of beaver in its natural state, has considerably increased;

WHEREAS in three (3) of such territories, those of Abitibi, Rupert House and Nottaway, hunting of beaver is now permitted;

WHEREAS it is now proved necessary that the Department of Game and Fisheries should have better control over said beaver hunting in the territories reserved for the Indians same as it exercises a better control over the territories to the White men, thanks to the system called "Trap Lines";

Seeing section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

It is consequently ordained, on the recommendation of the Honourable Minister of Game and Fisheries:

THAT in said Abitibi, Rupert House and Nottaway Reserves, the following regulations be established:

1. Only Indian trappers having a special license shall be authorized to trap beaver. Such permit shall be given by an officer designated by the Honourable the Minister of Game and Fisheries;

2. Every trapper will be obliged to make an annual inventory of his hunting ground and to make a report to the officer designated by the Honourable the Minister of Game and Fisheries on or before the 15th of August of each year;

3. The special license to trap beaver may be granted only when the trapper shall have made to the said officer his report respecting the beaver;

4. No special license for beaver may be granted to a trapper unless the latter proves, by his report, and by that of the said officer, the existence, on his hunting ground of five (5) beaver-lodges occupied by beaver;

5. The special licenses for beaver must be granted on a basis of not more than one beaver per each occupied lodge;

6. Les peaux de castor ainsi trappées ne doivent pas être mises sur le marché avant que des coupons spéciaux y soient attachés par un officier autorisé par l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries;

7. Tout trappeur doit se soumettre à la Loi de la chasse de la Province de Québec en ce qui concerne la méthode à employer pour trapper le castor ou tout autre gibier à fourrure.

15657-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3438

Québec le 28 août 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT les sanctuaires pour l'élevage du castor.

ATTENDU que cinq territoires ont été réservés, dans différentes parties de la province, pour l'élevage des castors à l'état de la nature et que, en vertu des contrats passés soit avec la Compagnie de la Baie d'Hudson, soit avec le département fédéral des Mines et des Ressources, aucun castor ne pourra être trappé dans aucun de ces territoires ou sanctuaires avant que les castors ne se soient multipliés au point d'avoir atteint un nombre minimum de couples, de façon à justifier une récolte annuelle sans que le stock fondamental ne soit diminué;

ATTENDU que par ailleurs il y a lieu de protéger spécialement la martre dans certains des dits territoires réservés;

VU le paragraphe 5 de l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:—

Qu'IL soit défendu de chasser, tuer ou prendre des castors dans les réserves ou sanctuaires établis pour les fins d'élevage à l'état naturel, à l'exception des réserves suivantes où comme conséquence de l'accroissement naturel des castors, il soit permis d'en capturer au cours de la saison du 15 novembre 1946 au 30 avril 1947 inclusivement, un nombre maximum de 2100 dans la réserve de Rupert House, 970 dans la réserve Nottaway à l'exception de la section Waswanipi; et de 840 dans la réserve Abitibi à l'exception de cette partie de ladite réserve située entre les rivières Harricana et Turgeon et la frontière interprovinciale Québec-Ontario;

Qu'IL soit de plus défendu de chasser, tuer ou prendre des martes dans la réserve de Rupert House, ainsi que dans la réserve de Fort George, sauf dans cette dernière sur cette partie sise à l'est de Kanaapscow;

Le tout conformément aux lois, règlements et autres dispositions des contrats spéciaux entre le département de la chasse et des pêcheries et la Compagnie de la Baie d'Hudson et le département des Affaires Indiennes selon le cas, et sous peine de sanctions prévues à l'article 6 de la Loi de chasse (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 153).

15658-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

6. The pelts of the beaver thus trapped must not be put on the market until special coupons be attached thereto by an officer authorized by the Honourable the Minister of Game and Fisheries;

7. Every trapper must comply with the Game Laws of the Province of Quebec in that which concerns the method used to trap beaver or any other fur-bearing game.

15657 A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL.

Number 3438

Quebec, August 28, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING reserves for the raising of beaver.

WHEREAS five territories have been reserved, in different parts of the Province, for the raising of beaver in the natural state and that, in virtue of contracts made either with the Hudson's Bay Company or with the Federal Department of Mines and Resources, no beaver may be trapped in any of the said territories or reserves until beaver has multiplied sufficiently to attain a minimum number of couples, so as to justify an annual production without diminishing the basic stock;

WHEREAS, moreover, it is necessary to provide special protection for marten, in the said reserved territories;

In view of paragraph 5 of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941:

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:—

THAT it be prohibited to hunt, kill or take beaver in the reserves or sanctuaries established for the raising of beaver in the natural state, with the exception of the following reserves where due to the natural increase of beaver, it be permitted to capture, during the season from the 15th of November, 1946, to the 30th of April, 1947 inclusively, a maximum number of 2,100 in the Rupert House Reserve, 970 in the Nottaway reserve, excepting the Waswanipi section; and 840 in the Abitibi Reserve, excepting that part of said Reserve situate between the Harricana and Turgeon Rivers and the Interprovincial Quebec-Ontario frontier;

THAT, moreover, it be prohibited to hunt, kill or take marten in the Rupert House Reserve and also in the Fort George Reserve, save, in the latter, in the part situate East of Kanaapscow;

The whole in conformity with the laws, regulations and the other provisions of the special contracts between the Department and the Hudson's Bay Company and the Department of Indian Affairs, as the case may be, and subject to the penalties provided for in section 6 of the Game laws (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 153).

15658 A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

—  
—  
Numéro 3440

—  
—  
Québec, le 28 août 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la reconnaissance des comtés de Rouyn-Noranda, de Témiscamingue et de Pontiac à l'exception de la Réserve du Grand Lac Victoria comme "Région de terrains enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure.

ATTENDU que les comtés de Rouyn-Noranda, de Témiscamingue et de Pontiac sont considérés comme une des meilleures régions de la province pour l'élevage à l'état naturel du castor et des autres animaux à fourrure;

ATTENDU qu'en vue de la conservation des animaux à fourrure en général et du castor en particulier, il importe d'exercer une étroite surveillance;

ATTENDU que les dits comtés renferment d'immenses étendues de terrain impropre à la culture;

ATTENDU que le système de contrôle par le moyen de l'enregistrement des terrains pour fins de chasse aux animaux à fourrure s'est avéré excellent dans la province et à l'étranger;

Vu l'article 54 des Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 153, tel qu'amendé par 9 George VI, 1945:-

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:-

QUE le territoire compris dans les comtés de Rouyn-Noranda, de Témiscamingue et de Pontiac, à l'exception toutefois de celui de la Réserve du Grand Lac Victoria, soit déclaré "Région de terrains enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure" et que cette région soit sujette aux lois et règlements des dites régions de terrains enregistrés pour de telles fins.

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

15660-0

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

—  
—  
Numéro 3580

—  
—  
Québec, le 6 septembre, 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'Association des Manufacturiers de Gants, section de la province de Québec et la Fédération nationale des Gantiers ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1095, du 28 avril 1943, et amendements, relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 juillet 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL.**

—  
—  
Number 3440

—  
—  
Quebec, August 28, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the recognition of the Counties of Rouyn-Noranda, of Témiscamingue and of Pontiac, with the exception of the "Grand Lac Victoria Reserve", as region of registered trap lines, for purposes of hunting fur-bearing animals.

WHEREAS the counties of Rouyn-Noranda, of Témiscamingue and of Pontiac are considered one of the best regions of the Province for the breeding, in a natural state, of beaver and other fur-bearing animals;

WHEREAS in view of the preservation of fur-bearing animals in general and of beaver in particular, it is important to carry on a strict supervision;

WHEREAS the said counties comprise immense tracts of land unfit for cultivation;

WHEREAS the system of control, by means of the registration of trap lines for purposes of hunting fur-bearing animals, has proved itself excellent both in the Province and abroad;

SEEING section 54 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 153, as amended by 9 George VI, 1945:-

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:-

THAT the territory comprised within the counties of Rouyn-Noranda, of Témiscamingue and of Pontiac, with the exception however of the "Grand Lac Victoria Reserve", be declared "a Region of registered trap lines for purposes of hunting fur-bearing animals" and that said region be subject to the laws and regulations of said regions of territories registered for the said purposes.

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

15660

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL.**

—  
—  
Number 3580

—  
—  
Quebec, September 6, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the fine glove industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Canadian Glove Manufacturers Association, Quebec Division, and "La Fédération nationale des Gantiers" have submitted to the Minister of Labour a request for the purpose of amending the decree number 1095, of April 28, 1943, and amendments, relating to the fine glove industry in the Province of Québec;

WHEREAS the said request has been published in the issue of July 27, 1946, of the *Quebec Official Gazette*;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

ATTENDU que le Conseil régional du Travail a approuvé les modifications proposées dans ladite requête, par décision rendue à sa séance du 23 juillet 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 1095, soit modifié de la façon suivante:

La section 2 de l'article VIII dudit décret, numéro 1095, est modifiée de la façon suivante:

1° L'item numéro 230 est modifié pour se lire comme suit:

"230. Peau de chèvre, peau de cheval, 4 pouces et moins . . . . . 1.30 1.40"

2° Le nouvel item suivant, numéro 265-A, est ajouté:

"265-A. Gants doublés pour dames, coupe au couteau, peau de cheval . . . . . 1.00 1.10"

A. MORISSET,  
15667-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3579

Québec, le 6 septembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation de certaines modifications au décret numéro 2678 du 12 juillet 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville, à la suite d'une décision rendue par le Conseil régional du Travail, en date du 3 juillet 1946;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la Gazette officielle de Québec, édition du 20 juillet 1946;

ATTENDU que le comité paritaire chargé de surveiller l'application dudit décret a été dûment consulté et que les modifications proposées ont été soumises à son appréciation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2678, soit modifié de la façon suivante:

1° Les paragraphes "a" et "b" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

| Métiers:                                    | Salaires horaires |         |
|---|-------------------|---------|
|   | Zone I            | Zone II |
| Briqueleur, plâtrier et maçon . . . . .     | \$ 0.95           | \$ 0.75 |
| Tailleur de pierre (sur chantier) . . . . . | 0.95              | 0.75    |
| Charpentier-menuisier . . . . .             | 0.80              | 0.60    |
| Limeur de scies . . . . .                   | 0.80              | 0.60    |
| Peintre, tapissier et vitrier . . . . .     | 0.75              | 0.65    |
| Blanchisseur à la chaux . . . . .           | 0.50              | 0.45    |
| Lettreur pour fins commerciales . . . . .   | 0.80              | 0.70    |
| Sableur de planchers . . . . .              | 0.70              | 0.55    |

WHEREAS the Regional Labour Board has approved the amendments contained in the said request by a decision taken at its meeting of July 23, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1095, be amended as follows:

Part 2 of section VIII of the said decree, number 1095, is amended as follows:

1o. Item number 230 is amended to read as follows:

"230. Goatskin, horse hide, 4 inches and less . . . . . 1.30 1.40"

2o. The following new item, number 265-A, is added:

"265-A. Ladies lined gloves, knife cut; horse hide . . . . . 1.00 1.10"

A. MORISSET,  
15667-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3579

Quebec, September 6, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments to the decree number 2678, of July 12, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville, as a result of a decision taken by the Regional Labour Board dated July 3, 1946;

WHEREAS the said notice has been published in the Québec Official Gazette, issue of July 26, 1946;

WHEREAS the Parity Committee entrusted with the administration of the said decree has been duly consulted and the amendments proposed have been submitted to its consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2678, be amended as follows:

1. Subsections "a" and "b" of section IV are replaced by the following:

"a) The following minimum wage rates shall be paid for each one of the trades mentioned hereafter:

| Trades                                      | Hourly rates |         |
|---|--------------|---------|
|   | Zone I       | Zone II |
| Bricklayer, plasterer and mason . . . . .   | \$ 0.95      | \$ 0.75 |
| Stone cutter on the job . . . . .           | 0.95         | 0.75    |
| Carpenter-joiner . . . . .                  | 0.80         | 0.60    |
| Saw filer . . . . .                         | 0.80         | 0.60    |
| Painter, paper hanger and glazier . . . . . | 0.75         | 0.65    |
| Whitewasher . . . . .                       | 0.60         | 0.45    |
| Commercial letterer . . . . .               | 0.80         | 0.70    |
| Floor sander . . . . .                      | 0.70         | 0.55    |

|   |        |        |  |        |        |
|---|--------|--------|--|--------|--------|
| <b>Electriciens:</b>  |        |        | <b>Electrician:</b>  |        |        |
| Compagnon .....   | 0.75   | 0.65   | Journeyman .....   | 0.75   | 0.65   |
| Compagnon junior .....  | 0.65   | 0.55   | Junior journeyman .....  | 0.65   | 0.55   |
| <b>Mécanicien en tuyauterie, plombier et poseur d'appareils de chauffage:</b>   |        |        | <b>Pipe-mechanic, plumber, and steamfitter:</b>  |        |        |
| Compagnon .....   | 0.75   | 0.60   | Journeyman .....   | 0.75   | 0.60   |
| Compagnon junior .....  | 0.60   | 0.45   | Junior journeyman .....  | 0.60   | 0.45   |
| Ferblantier-couvreur .....  | 0.70   | 0.55   | Tinsmith-roofer .....  | 0.70   | 0.55   |
| Poseur de blocs de ciment ou de gypse .....   | 0.95   | 0.70   | Cement or gypsum block layer .....   | 0.95   | 0.70   |
| Poseur de pierre artificielle .....   | 0.95   | 0.70   | Artificial stone layer .....   | 0.95   | 0.70   |
| Finisseur de ciment .....   | 0.75   | 0.60   | Cement finisher .....  | 0.75   | 0.60   |
| Poseur de lattes (bois ou métal)  | 0.70   | 0.55   | Lather (wood and metal) .....  | 0.70   | 0.55   |
| Journalier (ouvrier non-qualifié) .....   | 0.55   | 0.45   | Labourer (unqualified workman) .....   | 0.55   | 0.45   |
| Porteur d'oiseau .....  | 0.60   | 0.50   | Ho. carrier .....  | 0.60   | 0.50   |
| Aide plâtrier, maçon et briqueteur .....  | 0.60   | 0.50   | Helper to plasterers, mason and brick-layer .....  | 0.60   | 0.50   |
| Préposé au malaxeur .....   | 0.65   | 0.50   | Mixer operator .....   | 0.65   | 0.50   |
| Préposé aux pelles à vapeur, à gasoline ou à l'électricité .....  | 0.80   | 0.65   | Steam, gasoline or electric shovel operator .....  | 0.80   | 0.65   |
| Calfat et jointoyeur (tireur de joints) .....   | 0.80   | 0.70   | Caulker and joint pointer .....  | 0.80   | 0.70   |
| Poseur de marbre .....  | 0.80   | 0.70   | Marble setter .....  | 0.80   | 0.70   |
| Brasseur de mortier ou de célanite .....  | 0.60   | 0.50   | Motar or celanite mixer .....  | 0.60   | 0.50   |
| Foreur .....  | 0.60   | 0.50   | Driller .....  | 0.60   | 0.50   |
| Mécanicien (millwright) .....   | 0.65   | 0.55   | Millwright .....   | 0.65   | 0.55   |
| Poseur de terrazo et tuile .....  | 0.90   | 0.75   | Tile and terrazzo layer .....  | 0.90   | 0.75   |
| Préposé au compresseur .....  | 0.60   | 0.50   | Compressor operator .....  | 0.60   | 0.50   |
| Démolisseur (toutes catégories)   | 0.55   | 0.45   | Demolisher (all categories) .....  | 0.55   | 0.45   |
| Chauffeur de camion et d'automobile .....   | 0.60   | 0.50   | Truck and automobile driver .....  | 0.60   | 0.50   |
| Conducteur de chevaux .....   | 0.55   | 0.45   | Horse driver .....   | 0.55   | 0.45   |
| Mécanicien de machine fixe ou portative sur les lieux du chantier .....   | 0.65   | 0.55   | Stationary or portable engineman, on the construction job .....                                    | 0.65   | 0.55   |
| Chauffeurs, sur les lieux du chantier .....   | 0.60   | 0.50   | Firemen, on the construction job .....   | 0.60   | 0.50   |
| Poseur de paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres, divisions en acier .....  | 0.75   | 0.60   | Erector of screens (wood of metal) sashes, windows, steel partitions .....                         | 0.75   | 0.60   |
| Poseur de "weatherstrips" .....   | 0.75   | 0.60   | Weatherstripper .....  | 0.75   | 0.60   |
| Forgeron (construction) .....   | 0.70   | 0.60   | Blacksmith (construction) .....  | 0.70   | 0.60   |
| Préposé aux grues .....   | 0.70   | 0.60   | Crane operator .....   | 0.70   | 0.60   |
| Poseur de gicleurs .....  | 1.15   | 1.15   | Sprinklers fitter .....  | 1.15   | 1.15   |
| Poseur de plancher en mastic .....  | 0.85   | 0.85   | Mastic floor layer .....   | 0.85   | 0.85   |
| Finisseur de plancher en mastic .....   | 0.70   | 0.70   | Mastic floor finisher .....  | 0.70   | 0.70   |
| Poseur de linoleum, de mureleum ou de caoutchouc, tuiles et feuilles, cirer et polisseur et poseur de tuile en asphalte ..... | 0.70   | 0.70   | Linoleum, mureleum or rubber layer, tile or sheet, waxer and polisher and asphalt tile layer ..... | 0.70   | 0.70   |
| Aides et apprentis .....  | 0.50   | 0.40   | Helpers and apprentices .....  | 0.50   | 0.40   |
| Creuseur de caisson .....   | 0.90   | 0.90   | "Caisson" digger .....   | 0.90   | 0.90   |
| Poseur d'armature en fer .....  | 0.85   | 0.85   | Reinforcing steel erector .....  | 0.85   | 0.85   |
| Gardien à la semaine (12 heures par jour) .....   | 0.45   | 0.40   | Watchman (by the week: 12 hours per day) .....   | 0.45   | 0.40   |
| Vérificateur du matériel et pointeur (à la semaine) .....   | 22.00  | 22.00  | Material checker and time keeper (by the week) .....   | 22.00  | 22.00  |
| <b>Hommes préposés à la construction et à l'entretien des lignes électriques et téléphoniques:</b>                            |        |        | <b>Construction and maintenance men on electrical and phone lines:</b>                             |        |        |
| au mois .....   | 110.00 | 110.00 | per month .....  | 110.00 | 110.00 |
| à l'heure .....   | 0.65   | 0.60   | per hour .....   | 0.65   | 0.60   |

Les taux minima de cette dernière catégorie de salariés doivent être augmentés de 10%, d'accord avec la décision rendue par le Conseil régional du Travail en date du 23 octobre 1945, confirmée par le Conseil National du Travail, en date du 27 avril 1946, ordonnant à "The Southern Canada Power Company" de payer ladite augmentation de 10% à compter de la première période de paye commençant le ou après le 4 juin 1945.

The minimum rates of the latter category of employees shall be increased by 10%, pursuant to the decision taken by the Regional Labour Board on October 23, 1945, confirmed by the National Labour Board on April 27, 1946, ordering the Southern Canada Power Company to pay the said 10% increase from the first pay period beginning on or after June 4, 1946.

*Note:* Pour les municipalités de Saint-Hilaire, Saint-Hilaire Est et Parc Otterbun, les taux de salaires minima, pour chacun des métiers ci-haut mentionnés sont de cinq (\$0.05) cents de moins de l'heure que ceux de la Zone I.

b) Le creusage des caves ne peut être exécuté à forfait par les salariés; ceux-ci doivent recevoir les taux horaires suivants: \$0.55 dans la Zone I et \$0.45 dans la Zone II. Toutefois, il est loisible à un salarié possédant une carte d'entrepreneur "creuseur de cave" du Comité paritaire des métiers de la construction d'entreprendre ce genre de travail à forfait.

2° Le paragraphe "f" de l'article IV est radié.

3° L'alinéa suivant est ajouté à l'article VI:

"Toutefois, il peut y avoir un apprenti pour chaque compagnon électricien, plombier, ferblantier, mécanicien en tuyauterie et un (1) apprenti pour chaque trois (3) compagnons charpentier-menuisier, peintre, maçon, plâtrier et briqueleur ou fraction de ce nombre."

4° L'article VII est remplacé par le suivant:

"VII. Salaires des apprentis: Le salaire minimum suivant doit être payé aux apprentis dans tous les métiers énumérés à l'article IV, exception faite des journaliers:

|                      | Zone I  | Zone II |
|----------------------|---------|---------|
| 1ère année . . . . . | \$ 0.35 | \$ 0.30 |
| 2ème année . . . . . | 0.40    | 0.35    |
| 3ème année . . . . . | 0.45    | 0.40    |
| 4ème année . . . . . | 0.55    | 0.45"   |

5° Les mots suivants sont ajoutés au paragraphe "c" de l'article X:

"Tout travail ainsi exécuté doit cependant être rémunéré au taux de salaire et demi."

6° Le paragraphe "a" de l'article XVII est remplacé par le suivant:

"a) Zone I. Le salaire des hommes de métier ne doit pas être inférieur à \$28.00 par semaine; celui des salariés non-qualifiés (journaliers) à \$23.00 par semaine.

Zone II. Le salaire des hommes de métier ne doit pas être inférieur à \$25.00 par semaine; celui des salariés non-qualifiés (journaliers) à \$20.00 par semaine."

7° Le paragraphe "c" suivant est ajouté à l'article XVII:

"c) Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux employeurs et aux salariés qui sont ou seront assujettis à une convention collective de travail particulière ou à une convention collective de travail rendue obligatoire en vertu de la Loi de la convention collective.

A. MORISSET,

15691-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3583

Québec, le 6 septembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie du fer et du bronze ornemental dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE le décret numéro 3500 du 1er septembre 1945, relatif à l'industrie du fer et du bronze ornemental dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 8 octobre 1946.

A. MORISSET,

15711-o Greffier du Conseil Exécutif.

*Note:* For the municipalities of Saint Hilaire, Saint Hilaire East and Parc Otterburn, the minimum wages rates, or each one of the trades mentioned hereinabove, shall be five (\$0.05) cents less per hour than those of Zone I.

b) No cellar digging shall be done by the job by wage-earners; the latter shall receive the following hourly wages: \$0.55 in Zone I and \$0.45 in Zone II. However, an employee to whom the Parity Committee of the Building trades has issued a contractor's card for cellar digging may contract for this kind of work by the job."

2. Subsection "f" of section IV is deleted.

3. The following paragraph is added to section VI:

"However, there may be one apprentice to each journeyman electrician, plumber, tinsmith, pipe mechanic and one (1) apprentice to each three (3) journeymen carpenters-joiners, painters, masons, plasterers and bricklayers or fraction thereof."

4. Section VII is replaced by the following:

"VII. Wages of the apprentices: The following minimum wages shall be paid to the apprentices in all the trades mentioned in section IV, with the exception of labourers:

|                    | Zone I  | Zone II |
|--------------------|---------|---------|
| 1st year . . . . . | \$ 0.35 | \$ 0.30 |
| 2nd year . . . . . | 0.40    | 0.35    |
| 3rd year . . . . . | 0.45    | 0.40    |
| 4th year . . . . . | 0.55    | 0.45"   |

5. The following words are added to subsection "c" of section X:

"All work so performed shall however be paid at the rate of time and one half."

6. Subsection "a" of section XVII is replaced by the following:

"a) Zone I. The wages of tradesmen shall not be less than \$28.00 per week; that of unqualified employees (labourers), \$23.00 per week.

Zone II. The wages of tradesmen shall not be less than \$25.00 per week; that of unqualified employees (labourers), \$20.00 per week."

7. The following subsection "c" is added to section XVII:

"c) The provisions of the present section shall not apply to the employers and the employees who are or will be governed by a private collective labour agreement or by a collective labour agreement rendered obligatory under the Collective Agreement Act.

A. MORISSET,

15691-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3583

Quebec, September 6, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the duration of the decree relating to the ornamental iron and bronze industry in the district of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 3500, of September 1st, 1946, relating to the ornamental iron and bronze industry in the district of Montreal, be extended until October 8, 1946.

A. MORISSET,

15711-o Clerk of the Executive Council

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 3581

Québec, le 6 septembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

**CONCERNANT** une modification au décret relatif à l'industrie du gant de travail dans la province de Québec,

**ATTENDU** que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), l'Association des Manufacturiers de Gants, section de la province de Québec, et la Fédération nationale des Gantiers, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1096, du 28 avril 1943, et amendements, relatif à l'industrie du gant de travail dans la province de Québec;

**ATTENDU** que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 juillet 1946:

**ATTENDU** qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

**ATTENDU** que le Conseil régional du Travail a approuvé la modification proposée dans ladite requête, par décision rendue à sa séance du 23 juillet 1946;

**IL EST ORDONNÉ**, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 1096, soit modifié de la façon suivante:

La nouvelle opération suivante, désignée par le numéro 417-A, est ajoutée à l'article VIII: "417-A. Les pagodes taillées dans les côtés de cuir fendu de couleur rouge, bleue, verte, maron et brune, ainsi que dans les têtes, les flancs ou dans les croupes, excepté le cuir fendu employé régulièrement pour tailler les pagodes, sont payées \$0.04 de plus par douzaine de paires que le prix ci-haut mentionné."

A. MORISSET,

15668-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 3581

Quebec, September 6 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

**CONCERNING** an amendment of the decree relating to the working glove industry in the Province of Quebec.

**WHEREAS**, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Canadian Glove Manufacturers Association, Quebec Division, and "La Fédération nationale des Gantiers" have submitted to the Minister of Labour a request for the purpose of amending the decree number 1096, of April 28, 1943, and amendments, relating to the working glove industry in the province of Québec;

**WHEREAS** the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 27, 1946;

**WHEREAS** no objection has been made against its approval;

**WHEREAS** the Regional Labour Board has approved the amendment contained in the said request by a decision taken at its meeting of July 23, 1946;

**IT IS ORDAINED**, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the said decree, number 1096, be amended as follows:

The following new operation, designated by number 417-A, is added to section VIII:

"417-A. When cuffs are cut from split leather sides, whether red, blue, green, maroon or brown, as well as from the heads, flanks or rumps, except leather splits regularly employed in cuffs cutting, the prices hereabove mentioned will be increased by \$0.04 per dozen of pairs."

A. MORISSET,

15668-o Clerk of the Executive Council.

**Actions en séparation de biens**

**Actions for separation as to property**

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 246,831. Alice Amedei, des cité et district de Montréal, épouse de Robert Micheli, cordonnier, des mêmes lieux, demanderesse, vs Robert Micheli, susdit, défendeur.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 246,831. Alice Amedei, of the city and district of Montreal, wife of Robert Micheli, shoemaker, of the same place, plaintiff; vs Robert Micheli, aforesaid, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 août 1946.

An action for separation as to property has been instituted in this case on August 30, 1946.

Montréal, le 3 septembre 1946.

Montreal, September 3, 1946.

Les Procureurs de la demanderesse,

CARTIER, BARCELO, RIVARD,

CARTIER, BARCELO, RIVARD,

PELLETIER ET BROUILLET,

15670-o PELLETIER ET BROUILLET.

15670 Attorneys for the Plaintiff.

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, dans la Cour Supérieure, cause N° 12-168. Ursule Bergeron, épouse légalement séparée de biens de Sieur Laurent Lacroix, ménagère domiciliée en la paroisse de Kénogami, district de Chicoutimi, demanderesse, vs Laurent Lacroix, résidant à Kénogami district de Chicoutimi, défendeur.

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, superior court, case no. 12,168. Ursule Bergeron, wife common as to property of Laurent Lacroix, domiciled in the town of Kénogami, district of Chicoutimi, Plaintiff, vs Laurent Lacroix, residing at Kenogami, district of Chicoutimi, defendant.

Une action en séparation de biens a été intentée et elle a été dûment signifiée le 5 septembre 1946 contre le défendeur.

An action in separation as to property was taken and duly served the 5th day of September 1946, against the defendant.

Chicoutimi, 5 septembre 1946.

Chicoutimi, September 5th 1946.

Les Procureurs de la demanderesse,

MCNICOLL & FORTIN,

15671-o MCNICOLL & FORTIN.

15671-o Attorneys for the plaintiff.

AVIS

Dame Marie-Rose Courchesne de Warwick, épouse de Joseph Gourde, rentier de Warwick, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Victoriaville, le 6 septembre 1946.

Le Procureur de la demanderesse,  
15695-o RAYMOND BEAUDET.

Canada, province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, cour Supérieure N° 5467 Dame Léone Desmarais, épouse commune en biens de Aimé Cadorette, des cité et district de Saint-Hyacinthe, dema.nderesse, vs son dit mari, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Saint-Hyacinthe, ce 9 septembre 1946.

Le Procureur de la demanderesse,  
15716-o GÉRARD DESLANDES.

Canada, province de Québec, district de St-Hyacinthe, cour supérieure, N° 5466. Dame Maria Dagenais, épouse commune en biens par contrat de mariage de Jean-Paul Daigneault, pomiculteur, du Village de Rougemont, district de St-Hyacinthe, deman.eresse. vs Jean-Paul Daigneault, pomiculteur, du Village de Rougemont, district de St-Hyacinthe, défendeur.

Dame Maria Dagenais, épouse de Jean-Paul Daigneault, pomiculteur, du Village de Rougemont, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

St-Hyacinthe, ce 4 septembre, 1946.

Les Procureurs de la deman.eresse,  
15696-o LAFONTAINE & LAFONTAINE

NOTICE

Dame Marie Rose Courchesne from Warwick, wife of Joseph Gourde, stockholder from Warwick has sued her husband in separation as to property.

Victoriaville, September the 6th, 1946.

15695-o RAYMOND BEAUDET,  
Sollicitor for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of St-Hyacinthe, Superior Court, No. 5467. Dame Leone Desmarais, wife common as to property of Aimé Cadorette, of Saint-Hyacinthe, said district, plaintiff, vs her said husband, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

St-Hyacinthe, September 9th, 1946.

15716-o GÉRARD DESLANDES,  
Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of St-Hyacinthe, Superior Court, No. 5466. Dame Maria Dagenais, wife common as property of Jean Paul Daigneault, applegrower, of the Village of Rougemont, of the District of St-Hyacinthe, plaintiff, vs Jean Paul Daigneault, apple-grower, of the Village of Rougemont, of the district of St-Hyacinthe, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on September 4th, 1946.

St-Hyacinthe, September 5th, 1946.

15696-o LAFONTAINE & LAFONTAINE,  
Attorneys for Plaintiff.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Léon", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Léon, comté de Frontenac.

15682-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Romain, Frontenac", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Romain, comté de Frontenac.

15683-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Léon" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Léon, county of Frontenac.

15682 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Romain, Frontenac" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Romain, county of Frontenac.

15683 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Province de Québec, District de Montréal

Province of Quebec, District of Montreal

VILLE DE MONT ROYAL

TOWN OF MOUNT ROYAL

Il est par les présentes donné avis que toutes les obligations non remboursées de la ville Mont Royal émises en vertu du règlement municipal N° 145, lesquelles obligations sont datées du 1er mai 1944 et originairement émises pour un capital global de 225,000 dollars devenant dues annuellement par séries jusqu'au 1er mai 1964, et portant intérêt au taux de 2½, 3, 3½ pour cent par année, seront remboursées par anticipation le 1er novembre 1946 date à laquelle le paiement de l'intérêt devient dû. Les obligations seront remboursées au pair plus l'intérêt couru jusqu'à cette date, le tout en conformité du règlement N° 145. Le principal et l'intérêt des dites obligations sont payables au bureau de la "Banque Royale du Canada", 360 ouest rue St-Jacques, Montréal, P.Q. sur remise des obligations avec le coupon d'intérêt daté du 1er novembre et tous les coupons subséquents y attachés. Les dites obligations cesseront de porter intérêt le et à compter du 1er novembre 1946.

Donné à Mont Royal, ce 5ième jour de septembre, 1946.

Vraie copie certifiée,  
(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,  
D.-W. LOUGH.

15685-o

Notice is hereby given that all the outstanding Bonds of the Town of Mount Royal issued in virtue of the Town's By-law No. 145, the said Bonds being dated May 1st, 1944, originally issued in an aggregate principal amount of \$225,000.00, maturing serially in annual payments up to and including May 1st, 1964, an bearing interest at the rate of 2½, 3, 3½ per centum per annum, have been called for redemption and payment on November 1st, 1946, being the next interest payment date thereon, at par plus accrued interest to the said redemption and payment date, the whole in accordance with the provisions of the said By-law and the said Bonds. The principal amount of and interest on the said Bonds is payable at the office of the Royal Bank of Canada, 360 St. James Street West, Montreal, P.Q. upon surrender of the said Bonds with the interest coupon dated November 1st, 1946 and all subsequent interest coupons attached. Interest on the said Bonds shall cease from and after November 1st, 1946.

Given at Mount Royal, this 5th day of September, 1946.

Certified true copy,  
(Seal)

D.-W. LOUGH,  
Secretary-Treasurer.

15685-o

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Caron Malartic Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) a été, le 29ième jour d'août 1946, autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec ses actions, titres, certificats d'actions, débetures et autres valeurs.

Le bureau principal dans la Province est à 4317 rue Wellingtona, dans la cité de Verdun, district de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir toute assignation dans les poursuites intentées contre elle, est M. Claude L. McCoy, de la cité de Verdun, district de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 6ième jour de septembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI,

15661

Notice is hereby given that "Caron Malartic Gold Mines Limited" (No Personal Liability) has been, on the 29th day of August, 1946, authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stock, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at 4317 Wellington street, in the City of Verdun, District of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it, is Mr. Claude L. McCoy, of the City of Verdun, District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

15661-o

"AIRLINE LIMOUSINE LIMITED"

"AIRLINE LIMOUSINES LIMITED"

Règlement II

By-Law II

(augmentant le nombre des directeurs de trois à cinq)

(increasing the number of directors from three to five)

DIRECTEURS

DIRECTORS

"(1) Le bureau de direction consistera en cinq (5) membres qui seront élus, sauf comme autrement pourvu ci-après, à l'assemblée générale annuelle des actionnaires. Chaque directeur sera, pendant le temps de ses fonctions, le détenteur enregistré d'au moins une action du capital-actions de la compagnie et n'aura pas d'arrérages relativement à tous appels sur icelle."

"(1) The Board of Directors shall consist of five (5) members who shall be elected, save as hereinafter otherwise provided, at the Annual General Meeting of Shareholders. Each director shall, during his tenure of office, be the registered holder of at least one share of the stock of the company and shall not be in arrears in respect of any calls thereon."

Copie conforme du règlement II tel qu'il apparaît au livre des minutes de la compagnie.

True copy of By-Law II as appears from the Book of Minutes of the Company.

(Sceau).  
15672 (Signés) BUMBRAY & CARROLL.

(Seal)  
15672-o (Sgd.) BUMBRAY & CARROLL.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 6 septembre 1946, ap-

Notice is given that upon recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on September 6,

prouvé les règlements comprenant les articles 1 à 29 inclusivement de "La Ligue des Citoyens-Locataires de la Ville de Farnham", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 21 août 1946, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, ch. 276), telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 9 septembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15673-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Disraéli", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Disraéli, comté de Wolfe.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15675-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de La Rédemption", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 mai 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à La Rédemption, comté de Matapédia.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15676-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Spring Hill", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Spring Hill, comté de Frontenac.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15677-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bernard", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 27 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Bernard, comté de Dorchester.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15678-0 JEAN BRUCHÉSI.

1946, approved the by-laws, including articles 1 to 29 inclusively of "La Ligue des Citoyens-Locataires de la Ville de Farnham" as adopted at the general meeting held on August 21, 1946, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, ch. 276) as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, September 9, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
15673 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Disraéli" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Disraéli, county of Wolfe.

JEAN BRUCHÉSI,  
15675 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de La Rédemption", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on May 15, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at La Rédemption, county of Matapédia.

JEAN BRUCHÉSI,  
15676 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Spring Hill" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 15, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Spring Hill, county of Frontenac.

JEAN BRUCHÉSI,  
15677 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bernard", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Bernard, county of Dorchester.

JEAN BRUCHÉSI,  
15678 Under Secretary of the Province.

**"LA LIGUE DES CITOYENS-LOCATAIRES  
DE LA VILLE DE FARNHAM"**

Extrait des règlements de "La Ligue des Citoyens-Locataires de la Ville de Farnham", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 21 août 1946 et approuvés par le Secrétaire de la Province le 6 septembre 1946, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à sept:

"**Chapitre III Conseil ou Bureau de Direction Composition Article 10.** Un Bureau de direction composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire-trésorier et de quatre directeurs sera chargé de gérer les affaires de la corporation."

Le Secrétaire provisoire,  
G.-A. CHEVALIER.  
15674-0

**"LA LIGUE DES CITOYENS-LOCATAIRES  
DE LA VILLE DE FARNHAM"**

Excerpt from the by-laws of "La Ligue des Citoyens-Locataires de la Ville de Farnham", as adopted at the general meeting held August 21, 1946, and approved by the Provincial Secretary on September 6, 1946, respecting the increase of the number of directors from three to seven:

"**Chapter III Council or Board of Directors Composition Article 10.** A Board of Directors composed of a president, a vice-president, a secretary-treasurer and four directors shall be in charge of the management of the affairs of the corporation."

G.-A. CHEVALIER,  
Provisory Secretary.  
15674

Avis public est par les présentes donné par le soussigné que le conseil de la municipalité du village de l'Abord-à-Plouffe s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'ordonner l'émission des lettres patentes en vue de changer la constitution de ladite municipalité de village en municipalité de ville conformément à la Loi des cités et villes.

a) Le nom de la municipalité projetée est celui de "Ville de l'Abord-à-Plouffe".

b) La municipalité du village de l'Abord-à-Plouffe, dans le comté de Laval, est formée des lots énumérés ci-après, comme provenant du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Martin, savoir:

1° Les numéros de 46 à 65 inclus, de 74 à 93 inclus, et cette partie du numéro 94 limitée au nord-ouest par la concession dite "Côte Sud";

2° Les numéros de 95 à 114 inclus, de 123 à 158, de 161 à 198 inclus et de 201 à 205 inclus;

3° Les numéros 207, 212 et cette partie de chacun des numéros 208 et 211 limitée au nord-ouest par la sus-nommée "Côte Sud";

4° L'Île aux Chats (ou Île Paton) désignée au même cadastre en premier lieu mentionné sous le numéro 678.

c) La population de la municipalité de l'Abord-à-Plouffe est de 2,657 Ames (Recensement de 1946).

d) Il est par ces présentes déclaré que ladite municipalité du village de l'Abord-à-Plouffe sera érigée en ville sous l'empire de la Loi des cités et villes.

Le Secrétaire-trésorier,  
PHILIPPE DUPÈRE.  
15602-36-4-0

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bruno-Rapide-Danseur", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 7 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Bruno-Rapide-Danseur, comté Abitibi-Ouest.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.  
15679-0

Public notice is hereby given by the undersigned that the Council of the municipality of the village of "l'Abord-à-Plouffe", will apply to the Lieutenant-Governor in Council, requesting him to order the issue of letters patent with a view to hanging the constitution of the said village municipality into a town municipality in conformity with the Cities and Towns Act.

a) The name of the proposed municipality is "Town of l'Abord-à-Plouffe".

b) The municipality of the village of l'Abord-à-Plouffe, in the county of Laval, is formed of the lots hereinafter enumerated as indicated in the official cadastre for the parish of Saint-Martin, to wit:

1. Numbers 46 to 65 inclusively, from 74 to 93 inclusively, and that part of number 94 bounded on the Northwest by the concession called "Côte Sud";

2. Numbers 95 to 114 inclusively, from 123 to 158, from 161 to 198 inclusively, and from 201 to 205 inclusively;

3. Numbers 207, 212 and that part of each of numbers 208 and 211 bounded on the Northwest by the aforesaid "Côte Sud";

4. L'Île aux Chats (or Paton Island) designated on said cadastre firstly mentioned under number 678.

c) The population of the municipality of l'Abord-à-Plouffe is of 2657 souls (Census of 1946).

d) It is hereby declared that the said village municipality of l'Abord-à-Plouffe shall be erected into a town under authority of the Cities and Towns Act.

PHILIPPE DUPÈRE,  
Secretary-Treasurer.  
15602-36-4

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bruno-Rapide-Danseur", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 7, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Bruno-Rapide-Danseur, county of Abitibi-West.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.  
15679

## AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Cécile-de-Masham", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Cécile-de-Masham, comté de Gatineau.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15680-o JEAN BRUCHÉSI.

## AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Félix-de-Kingsy", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 29 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Félix-de-Kingsy, comté de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15681-o JEAN BRUCHÉSI.

## AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique et National des Travailleurs du bois de Joliette", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Joliette, comté de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15686-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Forestier de Laferté", en date du 8 août 1946, dont le siège social est situé à Laferté, comté d'Abitibi-Ouest, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,  
le 6 septembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15688-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Rivière-à-Pierre", en date du 7 août 1946, dont le siège social est situé à Rivière-à-Pierre, comté de Portneuf, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,  
le 9 septembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15692-o JEAN BRUCHÉSI.

## NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Cécile-de-Masham", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 3, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ste-Cécile-de-Masham, county of Gatineau.

15680 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

## NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Félix-de-Kingsy" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 29, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Félix-de-Kingsy, county of Drummond.

15681 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

## NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique et National des Travailleurs du Bois de Joliette" for the study defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 4, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Joliette, county of Joliette.

15686 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Forestier de Laferté" under date the 8th day of August, 1946, whereof the head office is at Laferté, county of Abitibi-West, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th of September, 1946.

15688 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Rivière-à-Pierre", under date the seventh day of August, 1946, whereof the head office is at Rivière-à-Pierre, county of Portneuf, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of September, 1946.

15692 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Employés Extérieurs de la Cité de Lévis", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 20 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à 19, rue Caron, Québec, district de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15687-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Hubert-de-Spaulding", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 mai 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Hubert-de-Spaulding, comté de Frontenac.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15693-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National du Gant de Thetford Mines", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 3 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Thetford Mines, comté de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15694-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Magasin Coopératif de Lacoste", en date du 20 août 1946, dont le siège social est situé à Lacoste, comté de Labelle, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 30 août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15684-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Alphonse-de-Winslow", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 22 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Alphonse-de-Winslow, comté de Frontenac.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15717-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Employés Extérieurs de la cité de Lévis" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 20, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at 19 Caron street, Quebec, district of Quebec.

JEAN BRUCHÉSI,  
15687 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Hubert-de-Spaulding", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on May 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Hubert-de-Spaulding, county of Frontenac.

JEAN BRUCHÉSI,  
15693 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National du Gant de Thetford Mines" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 3, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Thetford Mines, county of Mégantic.

JEAN BRUCHÉSI,  
15694 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Magasin Coopératif de Lacoste" under date the 20th day of August, 1946, whereof the head office is at Lacoste, county of Labelle, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th of August, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
15684 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Alphonse-de-Winslow" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 22, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Alphonse-de-Winslow, county of Frontenac.

JEAN BRUCHÉSI,  
15717 Under Secretary of the Province.

## AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Claude", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 7 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Claude, comté de Richmond.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15718-0 JEAN BRUCHÉSI.

## NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Claude", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 7, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Claude, county of Richmond.

15718 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

## Charte — Abandon de

## AVIS DE DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Sunray Petroleum Corporation", constituée en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 3 septembre 1946.

Le Procureur de Sunray Petroleum  
Corporation,  
15689-0 FERNAND GUERTIN.

## Charter — Surrender of

## NOTICE OF REQUEST TO SURRENDER CHARTER

Notice is hereby given that "Sunray Petroleum Corporation", incorporated under the first part of the Quebec Companies' Act, will apply for the surrender of its charter.

Montreal, September 3rd, 1946.

FERNAND GUERTIN,  
Attorney for Sunray Petroleum  
Corporation.  
15689-0

Compagnies autorisées à faire  
des affaires

Avis, est par les présentes, donné que la compagnie "The Liquidometer Corporation", une corporation incorporée en vertu de la Loi générale d'incorporation de l'État de Delaware, un des États Unis d'Amérique, a été autorisée à exercer ses affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités présentement en vigueur dans cette Province.

Son agent principal dans la province de Québec, aux fins de recevoir toute assignation dans toutes poursuites ou procédures intentées contre la dite compagnie dans les limites de la dite Province, est M. W. H. Laidley, 2000 Edifice Aldred, 507 Place d'Armes, de la cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation est établi au s/d M. W. H. Laidley, 2000 Edifice Aldred, 507 Place d'Armes, cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 6ième jour de septembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15662 JEAN BRUCHÉSI.

Companies Licensed to do  
Business

Notice is hereby given that the "Liquidometer Corporation", a corporation incorporated in virtue of the General Corporation Law of the State of Delaware, one of the United States of America, has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities now in force in this Province.

Its chief agent in the Province of Quebec for the purpose of receiving services in any suits or proceeding against the said Company within said Province, is Mr. W. H. Laidley, 2000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, of the City of Montreal.

The principal office of the Corporation is established at c/o Mr. W. H. Laidley, 2000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.  
15662-0

## Département de l'Instruction publique

N° 15-45 Québec, le 3 septembre 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 28 août 1946 d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de Lac au Cerf dans le comté de Labelle, le territoire ci-dessous décrit, dans le canton de Dudley, qui comprendra les lots sui-

## Department of Education

No. 15-45 Québec, September 3, 1946

His Honour the Lieutenant-Governor in Council had been pleased, by Order in Council bearing date August 28, 1946, to erect into a separate school municipality under the name of "Lac du Cerf" in the county of Labelle, the territory hereinunder described, in the township of Dudley,

vants, tous inclusivement, savoir:-

"25 à 28 du rang VI, 26 à 37 du rang VII, 15 à 27 et 40 à 51 du rang VIII, 28 à 41 du rang IX, qui seraient détachés de la municipalité scolaire de Notre-Dame de Pontmain, dans le comté de Labelle;

Les lots suivants, tous inclusivement, dans le même canton, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire, savoir: - 24 du rang VI, 15 à 25 et 38 à 42 du rang VII".

15663-o Pour le Surintendant,  
B.-O. FILTEAU.

N° 764-42

Québec, 10 septembre 1946.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du Canton de Duparquet en celui de Rapide-Danseur, dans le comté de l'Abitibi-Ouest et d'annexer à ladite municipalité les lots suivants, tous inclusivement, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire:

Les lots du canton d'Hébécourt: 32 à 58 du rang VII, 32 à 64 du rang VIII, 32 à 65 du rang IX, 54 à 63 du rang X; les lots suivants du canton de Duparquet: 2 à 7 des rangs VIII et IX.

15702-37-2-o Le Surintendant,  
VICTOR DORÉ.

N° 336-46

Québec, le 10 septembre 1946.

Demande est faite d'unir les municipalités scolaires de Mansfield-Sud et de Mansfield et d'ériger leur territoire en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Mansfield", dans le comté de Pontiac.

15703-37-2-o Le Surintendant,  
VICTOR DORÉ.

N° 547-43

Québec, 10 septembre 1946.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Saint-Thomas, comté de Missisquoi, à celle de Clarenceville, même comté. Cette annexion s'appliquera aux contribuables protestants seulement.

15704-37-2-o VICTOR DORÉ,  
Le Surintendant,

"Je donne avis de l'érection de la commission scolaire centrale protestante pour le comté de Compton par l'arrêté en conseil No 3595 en date du 6 septembre 1946, conformément à la Loi 8 Geo. VI, chapitre 15, division 1, article 6.

Cette commission sera connue comme étant la commission scolaire protestante centrale du comté de Compton. Les commissions scolaires locales comprises dans le territoire seront:

Les commissaires d'écoles protestantes de Bulwer; Les commissaires d'écoles protestantes de Bury; Les commissaires d'écoles protestantes de paroisse Compton; Les commissaires d'écoles protestantes du village Compton; Les commissaires d'écoles protestantes de Cookshire; Les commissaires d'écoles protestantes d'East Angus; Les commissaires d'écoles protestantes d'Island Brook; Les commissaires d'écoles protestantes de Lingwick; Les commissaires d'écoles protestantes du village Swayerville; Les commissaires d'écoles protestantes de Scotstown; Les commissaires

which shall comprise the following lots, all inclusively, to wit:-

"25 to 28 of range VI, 26 to 37 of range VII, 15 to 27 and 40 to 51 of range VIII, 28 to 41 of range IX, which shall be detached from the school municipality of Notre-Dame de Pontmain, in the county of Labelle;

The following lots, all inclusively, in the same township, which are not yet organized as to schools, to wit: 24 of range VI, 15 to 25 and 38 to 42 of range VII."

15663 B.-O. FILTEAU,  
For the Superintendent.

No. 764-42

Quebec, September 10, 1946.

Application is made to change the name of the school municipality of the Township of Duparquet to that of Rapide-Danseur, in the county of Abitibi-West and to annex to the said municipality the following lots, all inclusively, which have not as yet been organized as regards schools:

Lots of the township Hébécourt: 32 to 58 of range VII, 32 to 64 of range VIII, 32 to 65 of range IX, 54 to 63 of range X; the following lots of the township of Duparquet: 2 to 7 of ranges VIII and IX.

15702-37-2 VICTOR DORÉ,  
Superintendent.

No. 336-46

Quebec, September 10, 1946.

Application is made to unite the school municipalities of Mansfield-South and Mansfield and to erect their territory into a separate school municipality, for Protestants only, under the name of "The Protestant School Municipality of Mansfield", in the county of Pontiac.

15703-37-2 VICTOR DORÉ,  
Superintendent.

No. 548-43

Quebec, September 10, 1946.

Application is made to annex the school municipality of Saint-Thomas, county of Missisquoi, to that of Clarenceville, same county. This annexation to apply to Protestant taxpayers only.

15704-37-2 VICTOR DORÉ,  
Superintendent.

"I give notice of the refection of the Protestant Central School Board for the County of Compton by Order-in-Council No. 3595, dated September 6th, 1946, in accordance with the Act 8 Geo. VI, Chapter 15, Division 1, Section 6.

This Board shall be known as the Compton County Protestant Central School Board. The local boards comprised in the territory shall be:

The Protestant School Commissioners of Bulwer; The Protestant School Commissioners of Bury; The Protestant School Commissioners of Compton Parish; The Protestant School Commissioners of Compton Village; The Protestant School Commissioners of Cookshire; The Protestant School Commissioners of East Angus; The Protestant School Commissioners of Island Brook; The Protestant School Commissioners of Lingwick; The Protestant School Commissioners of Sawayerville Village; The Protestant School Commissioners of Scotstown; The Protestant School

d'écoles protestantes de Waterville; Les commissaires d'écoles protestantes de Westbury; Les commissaires d'écoles protestantes du Dudswell (Co. Wolfe); Les commissaires d'écoles protestantes de Marbleton (Co. Wolfe); Les commissaires d'écoles protestantes d'Agnès et Mégantic (Co. Frontenac).

Les commissions scolaires suivantes seront exclues de ce territoire:

Les commissaires d'écoles protestantes de Clifton East; Les commissaires d'écoles protestantes d'Eaton; Les Syndics d'écoles protestantes de Hereford.

Les membres de la commission centrale seront nommés comme suit:

Un membre sera élu par les délégués des commissaires d'écoles protestantes des municipalités scolaires de Scotstown et Lingwick.

Un membre sera élu par les délégués des commissaires d'écoles protestantes des municipalités scolaires de Cookshire, East Angus, Westbury, Dudswell et Marbleton.

Un membre sera élu par les délégués des commissaires d'écoles protestantes des municipalités scolaires de Waterville, village Compton, canton Compton et Bulwer.

Un membre sera élu par les délégués des commissaires d'écoles protestantes des municipalités scolaires d'Island Brook et Bury.

Un membre sera élu par les délégués des commissaires d'écoles protestantes des municipalités scolaires du village Sawyerville et Agnès et Mégantic.

Québec, 11 septembre 1946.

Le Surintendant,  
VICTOR DORÉ.

15724

Commissioners of Waterville; The Protestant School Commissioners of Westbury; The Protestant School Commissioners of Dudswell (Wolfe Co.); The Protestant School Commissioners of Marbleton (Wolfe Co.); The Protestant School Commissioners of Agnes and Megantic (Frontenac Co.)

The following boards shall be excluded from this territory:

The Protestant School Commissioners of Clifton East; The Protestant School Commissioners of Eaton; The Protestant School Trustees of Hereford.

The members of the Central School Board shall be appointed as follows:

One member shall be elected by delegates of the Protestant boards of school commissioners of the school municipalities of Scotstown and Lingwick.

One member shall be elected by delegates of the Protestant boards of school commissioners of the school municipalities of Cookshire, East Angus, Westbury, Dudswell and Marbleton.

One member shall be elected by delegates of the Protestant boards of school commissioners of the school municipalities of Waterville, Compton Village, Compton Township and Bulwer.

One member shall be elected by delegates of the Protestant boards of school commissioners of the school municipalities of Island Brook and Bury.

One member shall be elected by delegates of the Protestant boards of school commissioners of the school municipalities of Sawyerville Village and Agnes and Megantic."

Quebec, September 11, 1946.

VICTOR DORÉ  
Superintendent.

15724-o

## Département des Terres et Forêts

### AVIS

Cadastre officiel du canton de Grantham, rang III (maintenant partie de la ville de St-Joseph de Grantham)  
Division d'enregistrement de Drummond.

Avis est par la présente donné que les lots 153-93 à 153-101, 153-122 à 153-135 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 août 1946.

Ministère des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

15664-o

## Department of Lands and Forests

### NOTICE

Official cadastre of the Township of Grantham, Range III (Now part of the town of St-Joseph de Grantham)  
Registration Division of Drummond.

Notice is hereby given that lots 153-93 to 153-101, 153-122 to 153-135 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 15th, 1946.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy-Minister.

15664-o

## Département du travail

### AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le droit de prélèvement du Comité conjoint des matériaux de construction, établi en exécution du décret numéro 3173 du 16 août 1944 et amendements, et chargé de surveiller l'application du décret numéro 3500 du 1er septembre 1945, relatif à l'industrie du fer et du bronze ornemental dans la région de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro

## Department of Labour

### NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Building Materials Joint Committee, formed under decree number 3173, of August 16, 1944, and amendments, and entrusted with the administration of the decree number 3500, of September 1st, 1945, relating to the ornamental iron and bronze industry in the district of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council number 4433, of October 18, 1945,

4433 du 18 octobre 1945, a été prolongé jusqu'au 8 octobre 1946, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 3577 du 6 septembre 1946.

has been extended until October 8, 1946, with the same rate and conditions, by Order in Council number 3577, of September 6, 1946.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 14 septembre 1946. 15712-o

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 14, 1946. 15712-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint des Métiers de la Construction de Montréal lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3002, du 31 juillet 1946, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal. On demande:

Que le premier alinéa du paragraphe "c" de l'article II soit remplacé par le suivant:

"c.— En dehors de l'île de Montréal, le présent décret ne régit que les travaux de construction dont le coût, salaires et matériaux compris, s'élève à \$25,000.00 ou plus."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre au Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 14 septembre 1946. 15697-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Syndicat des Ouvriers du Bâtiment de Joliette lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1407, du 3 avril 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption. On demande:

1° Que l'article III soit remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-contre:

| Métiers   | Salaires horaires |         |
|---|-------------------|---------|
|   | Zone I            | Zone II |
| Plâtriers .....                                 | 0.85              | 0.85    |
| Apprentis, 1ère année .....                     | 0.45              | 0.45    |
| 2ème année .....                                | 0.55              | 0.55    |
| Briqueleurs .....                               | 0.85              | 0.85    |
| Apprentis, 1ère année .....                     | 0.50              | 0.50    |
| 2ème année .....                                | 0.60              | 0.60    |
| Maçon et tailleurs de pierre sur chantier ..... | 0.85              | 0.85    |
| Apprentis, 1ère année .....                     | 0.50              | 0.50    |
| 2ème année .....                                | 0.55              | 0.55    |
| 3ème année .....                                | 0.65              | 0.65    |
| Charpentiers-menuisiers .....                   | 0.85              | 0.75    |
| Apprentis, 1ère année .....                     | 0.40              | 0.35    |
| 2ème année .....                                | 0.45              | 0.40    |
| 3ème année .....                                | 0.55              | 0.50    |

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Building Trades Joint Committee of Montreal has submitted to him a request for the purpose of amending the decree number 3002, of July 31, 1946, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal. It is requested:

That the first paragraph of subsection "c" of section II be replaced by the following:

"c. Outside the Island of Montreal, the present decree applies only to construction operations amounting to \$25,000.00 or more, including wages and material."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 14, 1946. 15697-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that "Le Syndicat des Ouvriers du Bâtiment de Joliette" has submitted to him a request to amend the decree number 1407, of April 3, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and l'Assomption. It is requested:

1o. That section III be replaced by the following:

"III. *Rates of wages:* The following shall be the minimum wage rates of: each trade hereinafter mentioned:

| Trades:                                 | Hourly rates |         |
|---|--------------|---------|
|   | Zone I       | Zone II |
| Plasterers .....                        | 0.85         | 0.85    |
| Apprentices, 1st year .....             | 0.45         | 0.45    |
| 2nd year .....                          | 0.55         | 0.55    |
| Bricklayers .....                       | 0.85         | 0.85    |
| Apprentices, 1st year .....             | 0.50         | 0.50    |
| 2nd year .....                          | 0.60         | 0.60    |
| Masons and stone cutters on field ..... | 0.85         | 0.85    |
| Apprentices, 1st year .....             | 0.50         | 0.50    |
| 2nd year .....                          | 0.55         | 0.55    |
| 3rd year .....                          | 0.65         | 0.65    |
| Carpenter-joiners .....                 | 0.85         | 0.75    |
| Apprentices, 1st year .....             | 0.40         | 0.35    |
| 2nd year .....                          | 0.45         | 0.40    |
| 3rd year .....                          | 0.55         | 0.50    |

|   |      |      |  |      |      |
|---|------|------|--|------|------|
| 4ème année . . . . .  | 0.65 | 0.60 | 4th year . . . . .   | 0.65 | 0.60 |
| Peintre-doreur . . . . .  | 0.85 | 0.75 | Painter-gilder . . . . .   | 0.85 | 0.75 |
| Peintres . . . . .  | 0.70 | 0.60 | Painters . . . . .   | 0.70 | 0.60 |
| Apprentis, 1ère année . . . . .   | 0.40 | 0.35 | Apprentices, 1st year . . . . .  | 0.40 | 0.35 |
| 2ème année . . . . .  | 0.45 | 0.40 | 2nd year . . . . .   | 0.45 | 0.40 |
| 3ème année . . . . .  | 0.50 | 0.45 | 3rd year . . . . .   | 0.50 | 0.45 |
| 4ème année . . . . .  | 0.60 | 0.55 | 4th year . . . . .   | 0.60 | 0.55 |
| Lettreurs pour fins commerciales  | 0.95 | 0.95 | Commercial letterers . . . . .   | 0.95 | 0.95 |
| Apprentis, 1ère année . . . . .   | 0.45 | 0.45 | Apprentices, 1st year . . . . .  | 0.45 | 0.45 |
| 3ème année . . . . .  | 0.50 | 0.50 | 2nd year . . . . .   | 0.50 | 0.50 |
| 3ème année . . . . .  | 0.65 | 0.65 | 3rd year . . . . .   | 0.65 | 0.65 |
| 4ème année . . . . .  | 0.75 | 0.75 | 4th year . . . . .   | 0.75 | 0.75 |
| Finisseurs de ciment . . . . .  | 0.80 | 0.75 | Cement finishers . . . . .   | 0.80 | 0.75 |
| Electriciens . . . . .  | 0.85 | 0.80 | Electricians . . . . .   | 0.85 | 0.80 |
| Apprentis, 1ère année . . . . .   | 0.35 | 0.30 | Apprentices, 1st year . . . . .  | 0.35 | 0.30 |
| 2ème année . . . . .  | 0.40 | 0.35 | 2nd year . . . . .   | 0.40 | 0.35 |
| 3ème année . . . . .  | 0.50 | 0.45 | 3rd year . . . . .   | 0.50 | 0.45 |
| 4ème année . . . . .  | 0.60 | 0.55 | 4th year . . . . .   | 0.60 | 0.55 |
| Porteurs de briques, mortier, terra-cotta et blocs . . . . .                        | 0.65 | 0.60 | Brick, mortar, terra-cotta and block carriers . . . . .                            | 0.65 | 0.60 |
| Brasseurs de célanite . . . . .   | 0.65 | 0.60 | Celanite mixers . . . . .  | 0.65 | 0.60 |
| Brasseurs de mortier . . . . .  | 0.65 | 0.60 | Mortar mixers . . . . .  | 0.65 | 0.60 |
| Journaliers (ouvriers non-qualifiés)  | 0.55 | 0.50 | Common labourers . . . . .   | 0.55 | 0.50 |
| Latteurs de bois . . . . .  | 0.70 | 0.65 | Lathers (wood) . . . . .   | 0.70 | 0.65 |
| Latteurs—lattes métalliques . . . . .   | 0.80 | 0.80 | Lathers (metal) . . . . .  | 0.80 | 0.80 |
| Travailleurs en fer d'armature . . . . .  | 0.80 | 0.80 | Iron brace workers . . . . .   | 0.80 | 0.80 |
| Poseurs de paravents (bois et métal), châssis, divisions, portes en acier . . . . . | 0.85 | 0.85 | Screen (wood and metal), sash, window, partition and steel door erectors . . . . . | 0.85 | 0.85 |
| Poseurs de "weather-strips" . . . . .   | 0.85 | 0.85 | Weatherstrippers . . . . .   | 0.85 | 0.85 |
| Poseurs de marbre . . . . .   | 0.85 | 0.85 | Marble setters . . . . .   | 0.85 | 0.85 |
| Poseurs de tuile et terrazzo . . . . .  | 0.85 | 0.85 | Tile and terrazzo layers . . . . .   | 0.85 | 0.85 |
| Foreurs . . . . .   | 0.75 | 0.75 | Drillers . . . . .   | 0.75 | 0.75 |
| Préposés aux pelles à vapeur, à gazoline ou à l'électricité . . . . .               | 0.85 | 0.85 | Steam, gasoline or electric steam shovel operators . . . . .                       | 0.85 | 0.85 |
| Préposés aux compresseurs . . . . .   | 0.75 | 0.65 | Compressor men . . . . .   | 0.75 | 0.65 |
| Chauffeurs (construction) . . . . .   | 0.75 | 0.65 | Firemen (construction) . . . . .   | 0.75 | 0.65 |
| Mécaniciens de machine fixe ou portative . . . . .                                  | 0.85 | 0.75 | Stationary or portable engine-men . . . . .  | 0.85 | 0.75 |
| Planteurs de pieux, bois ou béton . . . . .   | 0.80 | 0.70 | Pile workers, wood or concrete . . . . .   | 0.80 | 0.70 |
| Limeurs de scie . . . . .   | 0.85 | 0.75 | Saw filers . . . . .   | 0.85 | 0.75 |
| Calfats . . . . .   | 0.65 | 0.60 | Caulkers . . . . .   | 0.65 | 0.60 |
| Ferblantiers-couvreurs . . . . .  | 0.85 | 0.75 | Tinsmith-roofers . . . . .   | 0.85 | 0.75 |
| Apprentis, 1ère année . . . . .   | 0.35 | 0.30 | Apprentices, 1st year . . . . .  | 0.35 | 0.30 |
| 2ème année . . . . .  | 0.45 | 0.35 | 2nd year . . . . .   | 0.45 | 0.35 |
| 3ème année . . . . .  | 0.55 | 0.50 | 3rd year . . . . .   | 0.55 | 0.50 |
| Plombiers et poseurs d'appareils de chauffage . . . . .                             | 0.85 | 0.75 | Plumbers and steam fitters . . . . .   | 0.85 | 0.75 |
| Apprentis, 1ère année . . . . .   | 0.35 | 0.30 | Apprentices, 1st year . . . . .  | 0.35 | 0.30 |
| 2ème année . . . . .  | 0.45 | 0.35 | 2nd year . . . . .   | 0.45 | 0.35 |
| 3ème année . . . . .  | 0.55 | 0.45 | 3rd year . . . . .   | 0.55 | 0.45 |

Les contremaîtres préposés à la surveillance d'une équipe d'hommes seront rémunérés au taux de dix (\$0.10) sous par heure de plus que le salaire établi pour leur métier, quand il y aura quatre (4) hommes ou plus."

2° Que les taux de salaires pour les compagnons et les journaliers, mentionnés aux paragraphes "b" et "c" de l'article XI, soient remplacés par les suivants:

|                                      | Par semaine |
|--------------------------------------|-------------|
| "Compagnons . . . . .                | \$25.00     |
| Journaliers (ouvriers non-qualifiés) | 20.00"      |

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.  
Ministère du Travail,  
Québec, ce 14 septembre 1946. 15666-o

Foremen supervising a shift of men shall be paid ten (\$0.10) cents more per hour than the wages fixed for their trade when there are four (4) men or more."

2o. That the rates of wages for journeymen and labourers, mentioned in subsections "b" and "c" of section XI, be replaced by the following:

|                                      | Per week |
|--------------------------------------|----------|
| "Journeymen . . . . .                | \$25.00  |
| Labourers (common workers) . . . . . | 20.00"   |

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.  
Department of Labour,  
Québec, September 14, 1946. 15666-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 3087, du 7 août 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3428, du 28 août 1946, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice that the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships, formed under decree number 3087, of August 7, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 3428, of August 28, 1946, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans le *Gazette officielle de Québec* au 10 août 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* until August 10, 1947, and apply in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret, doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires fixes, bonis et pourcentage payés à leurs salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the regular wages, and of the bonuses and percentages paid to their employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans ledit décret pour le commis le moins rémunéré, soit \$21,85 par semaine.

b) The artisans governed by decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the lowest wage rate established for clerks, namely \$21.85 per week.

c) Tous les salariés assujettis au décret, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur salaire fixe, boni et pourcentage.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their regular wages, bonuses and percentages.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité Paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles ceux-ci doivent indiquer les heures de travail, les sommes payées aux salariés en salaire fixe, boni et pourcentage au cours de la semaine, en mentionner la date, ainsi que les sommes versées au Comité paritaire.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the latter shall indicate the hours of work, the sums paid to the employees in regular wages, bonuses and percentage in the course of the week, the date of the week and the sums sent to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité Paritaire régulièrement à tous les mois, à la date ci-après indiquée.

The professional employer shall see that these reports be filled out and sent to the Parity Committee, regularly, every month, at the date hereafter indicated.

Le prélèvement ci-haut mentionné est dû et échu le dix (10) de chaque mois, pour la période couvrant le mois de calendrier précédent et doit être payé par l'employeur professionnel ou l'artisan au Comité Paritaire à son siège social, sans mise en demeure ou préalable.

The levy hereabove mentioned is due on the tenth (10th) day of each month, for the period covering the preceding calendar month and shall be paid by the professional employer or the artisan to the Parity Committee, at its corporate seat, without previous notification.

L'employeur professionnel est obligé de percevoir à la fin de chaque semaine, le prélèvement imposé aux salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers, et les sommes ainsi retenues par l'employeur professionnel sont payables par lui sans mise en demeure au préalable au Comité Paritaire, à son siège social à la même date que celle où ledit employeur professionnel doit payer au Comité paritaire son propre prélèvement, suivant le paragraphe précédent.

The professional employer shall collect at the end of each week the assessments laid upon the employees by means of a deduction on the wages of the latter, and the sums so collected by the professional employer are payable by him, without previous notification, to the Parity Committee, at its corporate seat, at the same date as that on which the said professional employer must pay to the Parity Committee his own assessments, according to the preceding paragraph.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee, this Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec la loi de la convention collective, le Comité Paritaire, doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Mi-

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its

nistre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1946, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1947.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité Paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est, pour la période se terminant le 10 août 1947.

COMITÉ PARITAIRE  
DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DES CANTONS  
DE L'EST, SHERBROOKE, QUE.

Etat des recettes et des déboursées probables pour la période se terminant le 10 août 1947.

|  |            |
|--|------------|
| <i>Recettes</i>  |            |
| Cotisations (½ de 1%)                                  |            |
| Employeurs professionnels .....                        | \$2,500.00 |
| Salariés .....   | 2,500.00   |
|  | <hr/>      |
|  | \$5,000.00 |
| <i>Déboursés</i>                                       |            |
| Salaire du Commis .                                    | \$1,040.00 |
| Salaire de l'Inspecteur et du Gér.-<br>Séc.-Très. .... | 2,700.00   |
| Loyer du bureau, Téléphone, Électri-<br>cité .....     | 370.00     |
| Vérification des livres .....                          | 75.00      |
| Papeterie et timbres .....                             | 60.00      |
| Ameublement et accessoires .....                       | 300.00     |
| Dépenses de voyages .....                              | 350.00     |
| Imprévu, Divers .....                                  | 105.00     |
|  | <hr/>      |
|  | \$5,000.00 |

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 14 septembre 1946. 15698-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de la Juridiction de St-Hyacinthe lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2683, du 9 octobre 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe. On demande:

Que les heures de travail pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames de la zone I, mentionnées au paragraphe "a" de l'article IV, soient remplacées par les suivantes:

"Les lundi, mardi et jeudi: excepté durant les mois de mai, juin et décembre. .... de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.

durant les mois de mai  
juin et décembre. . . de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.  
Le mercredi . . . . . de 9.00 a.m. à midi  
Les vendredi et veille  
des fêtes chômées. . . de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.  
Le samedi . . . . . de 9.00 a.m. à 6.00 p.m."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 14 septembre 1946. 15719-0

financial activities on the following dates: December 31, 1946, March 31, June 30 and September 30, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships for the period ending August 10, 1947.

JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY  
OF THE EASTERN TOWNSHIPS

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending August 10, 1947.

|   |            |
|---|------------|
| <i>Receipts:</i>  |            |
| Assessments (½ of 1%)   |            |
| Professional employers .....  | \$2,500.00 |
| Employees .....   | 2,500.00   |
|   | <hr/>      |
|   | \$5,000.00 |
| <i>Disbursements:</i>   |            |
| Clerk's salary .....  | \$1,040.00 |
| Salary of the Inspector and of the<br>Managing Secretary-Treasurer .... | 2,700.00   |
| Office rent, telephone, electricity. ....                               | 370.00     |
| Audition .....  | 75.00      |
| Stationery and stamps .....   | 60.00      |
| Furniture and equipment .....   | 300.00     |
| Travelling expenses .....   | 350.00     |
| Unforeseen expenses and miscella-<br>neous .....                        | 105.00     |
|   | <hr/>      |
|   | \$5,000.00 |

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 14, 1946. 15698-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the Barbers' and Hairdressers, Parity Committee, jurisdiction of St. Hyacinthe, has submitted to him a request to amend the decree number 2683, of October 9, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the district of St. Hyacinthe. It is requested:

That the hours of work for ladies male and female hairdressers of zone I, mentioned in subsection "a" of section IV, be replaced by the following:

"On Monday, Tuesday: except and Thursday: except during the months of May, June and December. .... from 9.00 a.m. to 7.00 p.m.  
During the months of May, June and December. .... from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.  
On Wednesday from 9.00 a.m. to 12.00 (noon)  
On Friday and holiday eves. .... from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.  
On Saturday .... from 9.00 a.m. to 6.00 p.m."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 14, 1946. 15719-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête à l'effet de modifier la convention collective de travail relative à la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'île de Montréal et un rayon de 15 milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 3174, du 16 août 1944, lui a été présentée par les parties contractantes à ladite convention. On demande:

The honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that a request to amend the collective labour agreement relating to the fabrication of sheet metal products in the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 3174, of August 16, 1944, has been submitted to him by the contracting parties to the said agreement. It is requested:

Que l'article VI soit remplacé par le suivant:  
"VI. Salaires: Les taux minima de salaire suivants s'appliquent aux catégories de salariés ci-après énumérées. Aucune des dispositions de ce décret ne peut avoir pour effet de réduire les taux horaires des salariés actuellement en vigueur.

That section VI be replaced by the following:

VI. Wages: The following minimum wage rates shall apply to the respective classes of employment hereunder specified. Nothing contained in this decree shall have the effect of reducing any employee's hourly rate now in force.

| <i>Classification</i>   | <i>Taux horaires</i> |
|---|----------------------|
| a) <i>Compagnons:</i>   |                      |
| Mécaniciens en métal en feuille . . . . .   | \$1.00               |
| Sous-contremaître . . . . .   | 1.12                 |
| Chef d'équipe (ayant juridiction sur quatre compagnons mécaniciens ou plus) . . . . .   | 1.07                 |
| Soudeurs, Classe "A" . . . . .  | 1.07                 |
| Soudeurs, Classe "B" . . . . .  | 0.96                 |
| Soudeurs, Classe "C" . . . . .  | 0.85                 |
| Soudeurs en série:  |                      |
| premier semestre . . . . .  | 0.63                 |
| deuxième semestre . . . . .   | 0.68                 |
| troisième semestre . . . . .  | 0.74                 |
| quatrième semestre . . . . .  | 0.79                 |
| Subséquemment, ils sont éligibles à la Classe "C", à \$0.85 de l'heure, s'ils possèdent la compétence requise.  |                      |
| Machinistes . . . . .   | 0.85                 |
| Outilleurs . . . . .  | 1.01                 |
| Peintres . . . . .  | 0.94                 |
| b) Forgerons . . . . .  | 0.96                 |
| c) Préposés au fonctionnement des machines . . . . .  | 0.79                 |
| d) Assembleurs et ouvriers spécialisés . . . . .  | 0.85                 |
| e) Ouvriers de la production . . . . .  | 0.63                 |
| f) Aides . . . . .  | 0.57                 |
| Les aides qui ont atteint le taux de \$0.63 l'heure peuvent être employés régulièrement comme "ouvriers de la production", si l'employeur peut le faire.  |                      |
| g) Les apprentis et les garçons de moins de vingt et un (21) ans commencent au taux de \$0.41 l'heure et reçoivent une augmentation de \$0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu.  |                      |
| h) <i>Divers:</i>   |                      |
| Inspecteurs, conducteurs de camion, magasiniers, préposés à l'expédition et à la réception des marchandises . . . . .   | 0.63                 |
| i) <i>Salariées:</i>  |                      |
| inexpérimentées . . . . .   | 0.43                 |
| après le premier semestre . . . . .   | 0.52                 |
| et les augmentations subséquentes seront basées sur la compétence jusqu'à concurrence des taux prescrits par le Conseil Régional du Travail en temps de guerre de Québec, pour les salariés du sexe féminin, lesquelles peuvent être employées sous la classification "aides ou ouvriers de la production". |                      |
| j) Les salariés faisant partie des équipes de nuit doivent recevoir \$0.05 l'heure de plus que les taux ci-haut.  |                      |
| Les taux horaires maxima suivants, pour les classifications ci-après énumérées, sont par les présentes approuvés et autorisés:  |                      |
| Soudeurs . . . . .  | \$1.07               |

| <i>Classification:</i>  | <i>Hourly rates</i> |
|---|---------------------|
| a) <i>Journeymen:</i>   |                     |
| Sheet Metal Mechanic . . . . .  | \$1.00              |
| Sub-Foreman . . . . .   | 1.12                |
| Leading-Hand (in charge of four or more journeymen mechanics) . . . . .   | 1.07                |
| Welders — Class "A" . . . . .   | 1.07                |
| Welders — Class "B" . . . . .   | 0.96                |
| Welders — Class "C" . . . . .   | 0.85                |
| Production Welders:   |                     |
| First six months . . . . .  | 0.63                |
| Second six months . . . . .   | 0.68                |
| Third six months . . . . .  | 0.74                |
| Fourth six months . . . . .   | 0.79                |
| They then become eligible for Class "C", at \$0.85 per hour, if they qualify.   |                     |
| Machinists . . . . .  | 0.85                |
| Toolmakers . . . . .  | 1.01                |
| Painters . . . . .  | 0.94                |
| b) Blacksmiths . . . . .  | 0.96                |
| c) Machine Operators . . . . .  | 0.79                |
| d) Assemblers and specialists . . . . .   | 0.85                |
| e) Production workers . . . . .   | 0.63                |
| f) Helpers . . . . .  | 0.57                |
| Helpers who have attained a wage of \$0.63 an hour may be employed regularly as Production Workers, if the employer can arrange accordingly.  |                     |
| g) Apprentices and boys under 21 to start at \$0.41 an hour with increase of \$0.05 an hour every six months of continuous service.   |                     |
| h) <i>Miscellaneous:</i>  |                     |
| Routine inspectors, truck drivers, store keepers, shipping and receiving . . . . .  | \$0.63              |
| i) <i>Female workers:</i>   |                     |
| Unskilled . . . . .   | 0.43                |
| After six months . . . . .  | 0.52                |
| And thereafter, increases shall be granted and based on ability within the limit prescribed by the Regional War Labour Board for Quebec for female workers who may be employed under classification of "helpers or production-workers". |                     |
| j) Employees working on night shifts shall be paid five cents (\$0.05) an hour in excess of the above rates.  |                     |
| The following maximum rates per hour in the undernoted classifications are hereby approved and authorized:  |                     |
| Welders . . . . .   | \$1.07              |

|  |       |
|--|-------|
| Machinistes . . . . .  | 1.07  |
| Outils . . . . .   | 1.12  |
| Forgers . . . . .  | 1.07  |
| Préposés au fonctionnement des machines  | 0.96  |
| Ouvriers de la production . . . . .  | 0.74  |
| Inspecteurs, conducteurs de camion<br>magasiniers, préposés à l'expédition<br>et à la réception des marchandises . . . . . | 0.85  |
| Aides . . . . .  | 0.74" |

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 14 septembre 1946. 15725-0

|  |       |
|--|-------|
| Machinists . . . . .   | 1.07  |
| Tool-makers . . . . .  | 1.12  |
| Blacksmiths . . . . .  | 1.07  |
| Machine Operators . . . . .  | 0.96  |
| Production workers . . . . .   | 0.74  |
| Routine inspectors, truck drivers,<br>store keepers, shipping and re-<br>ceiving . . . . . | 0.85  |
| Helpers . . . . .  | 0.74" |

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 14, 1946. 15725-0

### Erratum

Dans l'avis de rachat de la cité de Montréal, inséré dans l'édition N° 35, de *La Gazette Officielle de Québec*, tome 78, en date du 31 août 1946, sur la première ligne du dernier paragraphe de la page 2336, dernier chiffre à droite, ce chiffre se lit comme étant 94196 alors qu'il aurait dû se lire 04196.

### Erratum

In the notice of redemption of the City of Montreal, published in the edition No. 35 of the *Quebec Official Gazette*, volume 78, dated August 31, 1946, in the first line of the last paragraph on page 2336, last figure to the right, which reads 94196 should really be 04196.

## Examens du Barreau — Bar Examinations

### BARREAU DE BEDFORD — BAR OF BEDFORD,

CANDIDATE POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens d'octobre 1946 — Examinations of October, 1946

| Nom<br>Name         | Prénom<br>Surname | Age | Résidence<br>Residence | Collège<br>College   |
|---------------------|-------------------|-----|------------------------|----------------------|
| Trépanier . . . . . | Lise . . . . .    | 20  | Farnham . . . . .      | Collège Jésus-Marie. |

Granby, le 29 août 1946. — Granby, August 29, 1946.

Le Secrétaire du Barreau de Bedford,  
DORIS ROBERT,  
Secretary of the Bar of Bedford.

15585-36-2-o

## Lettres patentes

"Abattoirs Dunham Limitée"  
"Dunham Abattoirs Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour d'août 1946, constituant en corporation: Paul-Henri Bouffard, avocat, Gisèle Poisson, sténographe, et Charlotte Atkinson, employée, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce, en gros et en détail, d'animaux morts ou vivants;

Faire le commerce, en gros et en détail, de la charcuterie, des légumes, de toutes espèces de moulées, du blé, de l'avoine, du foin et de tous autres produits qui peuvent entrer, directement ou indirectement, dans l'alimentation des personnes ou des animaux, sous le nom de "Abattoirs Dunham Limitée" — "Dunham Abattoirs Limited", avec un capital total de \$50,000.00, divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

## Letters Patent

"Abattoirs Dunham Limitée"  
"Dunham Abattoirs Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1946, incorporating: Paul-Henri Bouffard, advocate, Gisèle Poisson, stenographer, and Charlotte Atkinson, employee, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in slaughtered or livestock;

To deal, wholesale and retail in pork, vegetables, all kinds of meal, wheat, oats, hay and any other products which may enter, directly or indirectly, into the feeding of humans or animals, under the name of "Abattoir Dunham Limitée" — "Dunham Abattoirs Limited", with a total capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Dunham, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et unième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15708-o L. DÉSILETS.

**"Vogue Accessories Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'août 1946, constituant en corporation: Seymour Elkin, notaire, de la cité de Westmount, Ralph C. Tees, officier d'une compagnie de fiducie, de la cité de Montréal, et Stanley Stanger, officier d'une compagnie de fiducie, de la ville de Hampstead, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme manufacturiers, producteurs, grossistes, détaillants, importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs et marchands qui s'occupent des articles, objets et marchandises suivants: tous genres de ceintures en cuir, plastiques, tissus, cuir synthétique et tout autre matière quelconque; accessoires de fumeurs tels que des étuis à cigarettes, fume-cigarettes, sacs à tabac, articles de sport, jeux, jouets, nouveautés, ornements et spécialités utiles ou d'ornementation, soit estampés, poinçonnés, pressés ou fabriqués autrement, bibelots et menus objets, sous le nom de "Vogue Accessories Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15709 L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Dunham, district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1946.

L. DÉSILETS,  
15708 Deputy Attorney General.

**"Vogue Accessories Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1946, incorporating: Seymour Elkin, notary, of the city of Westmount, Ralph C. Tees, trust company officer, of the city of Montreal, and Stanley Stanger, trust company officer, of the Town of Hampstead, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, producers, wholesalers, retailers, importers, exporters, purchasers, vendors and dealers commercially concerned with the following goods, ware and merchandise; all types of belts of leather, plastic, fabric, synthetic leather and any other material whatsoever; smokers' accessories such as cigarette cases, cigarette holders, tobacco pouches, sporting goods, games, toys, novelties, ornaments and specialties, useful or ornamental whether stamped, punched, pressed or otherwise fabricated, trinkets and smallwares, under the name of "Vogue Accessories Limited", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 1,000 shares of \$10.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,  
15709-o Deputy Attorney General.

**Nominations**

N° 234-el

Québec, le 3 septembre 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 août 1946, de nommer monsieur Viateur Carrière au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Bois-Franc dans le comté de Gatineau.

Pour le Surintendant de l'Instruction Publique,  
B.-O. FILTEAU.

N° 1693-el

Québec, le 3 septembre 1946

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 août 1946 de nommer monsieur Paul-Emile Gauthier, de St-Luc, Cté Matane, commissaire pour cette même municipalité.

Pour le Surintendant de l'Instruction publique  
B.-O. FILTEAU.

N° 1774-el

Québec, le 3 septembre 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 août 1946, de nommer M.M. J.-Bte Sylvestre et Charlemagne Sylvestre, au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Viateur dans le comté de Berthier.

Pour le Surintendant de l'Instruction publique  
B.-O. FILTEAU.

**Appointments**

No. 234-el

Québec, September 3, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 28, 1946, to appoint Mr. Viateur Carrière, School Commissioner for the school municipality of Bois-Franc in the county of Gatineau.

B.-O. FILTEAU,  
For the Superintendent of Education.

No. 1693-el.

Quebec, September 3, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 28, 1946, to appoint Mr. Paul-Emile Gauthier, of St-Luc, Co. Matane, Commissioner for the said municipality.

B.-O. FILTEAU,  
For the Superintendent of Education.

No. 1774-el.

Quebec, September 3, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, dated August 28, 1946, to appoint Messrs. J.-Bte Sylvestre and Charlemagne Sylvestre, School Commissioners, for the school municipality of St-Viateur, in the county of Berthier.

B.-O. FILTEAU,  
For the Superintendent of Education.

Québec, le 3 septembre 1946

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel, en date du 28 août 1946, de nommer M. le Dr Arthur Caux et M. Armand Bédard, commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de St-Flavien dans le comté de Lotbinière.

Pour le Surintendant de l'Instruction publique,  
15665-o B.-O. FILTEAU.

N° 633-el

Québec, le 9 septembre, 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 6 septembre 1946, de nommer M. Armand Croteau, au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Flavien, dans le comté de Lotbinière.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
VICTOR DORÉ.

N° 1060-el

Québec, le 9 septembre 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 6 septembre 1946, de nommer M. Auguste Côté, au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Léry, dans le comté de Châteauguay.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
VICTOR DORÉ.

N° 1303-el

Québec, le 9 septembre 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 6 septembre, 1946, de nommer M. Odilon Rodrigue, menuisier, et M. Frédéric Busque au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Notre-Dame de la Providence, dans le comté de Beauce.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
VICTOR DORÉ.

N° 1360-el

Québec, le 9 septembre 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 6 septembre 1946, de nommer M. Jean-Marc Saint-Denis, au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Papineauville, dans le comté de Papineau.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
15669-o VICTOR DORÉ.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le Grand Sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, 28 août 1946.

M. Jacques Miquelon, de Malartic, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 28 décembre 1944.

M. René Lippé, avocat, de la cité de Montréal: recorder de la ville de Montréal-Est, à compter du 15 janvier 1945.

Québec, 21 août 1946.

M. Joseph-Henri Bolduc, inspecteur et commis au ministère de la Colonisation, de Chicoutimi: aide-ingénieur au même ministère, à compter du 1er juillet 1946.

15726-o

Quebec, September 3, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated August 28, 1946, to appoint Dr Arthur Caux and Mr. Armand Bédard, School Commissioners for the school municipality of the village of St-Flavien, in the county of Lotbinière.

B.-O. FILTEAU,  
15665 For the Superintendent of Education.

No. 633-el

Quebec, September 9, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 6, 1946, to appoint Mr. Armand Croteau, school commissioner for the school municipality of the parish of Saint-Flavien, in the county of Lotbinière.

VICTOR DORÉ,  
Superintendent of Education.

No. 1060-el

Quebec, September 9, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 6, 1946, to appoint Mr. Auguste Côté, school commissioner for the school municipality of the Town of Léry, in the county of Châteauguay.

VICTOR DORÉ,  
Superintendent of Education.

No. 1303-el

Quebec, September 9, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated September 6, 1946, to appoint Mr. Odilon Rodrigue, joiner, and Mr. Frédéric Busque, school commissioners for the school municipality of Notre-Dame de la Providence, county of Beauce.

VICTOR DORÉ,  
Superintendent of Education.

No. 1360-el

Quebec, September 9, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 6, 1946, to appoint Mr. Jean-Marc Saint-Denis, school commissioner for the school municipality of Papineauville, in the county of Papineau.

VICTOR DORÉ,  
Superintendent of Education.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Quebec, August 28, 1946.

Mr. Jacques Miquelon, of Malartic, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, December 28, 1944.

Mr. René Lippé, advocate, of the city of Montreal: Recorder for the Town of Montreal-East, as from the 15th of January, 1945.

Quebec, August 21, 1946.

Mr. Joseph-Henri Bolduc, inspector and clerk in the Department of Colonization, of Chicoutimi: assistant engineer in the same Department, as from the 1st of July, 1946.

15726

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.  
A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

*L'Assistant-procureur général* { **A**TTENDU que l'article 29 de la Loi 10 George VI, chapitre 22, intitulée "Loi constituant le département du bien-être social et de la jeunesse", décrète que ladite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au Lieutenant-gouverneur en Conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a lieu maintenant de fixer la date de l'entrée en vigueur de ladite loi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret portant le numéro 3597, en date du 11 septembre 1946, et conformément aux dispositions de l'article 29 de la Loi 10 George VI, chapitre 22 (Loi constituant le département du bien-être social et de la jeunesse), Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons que la Loi 10 George VI, chapitre 22, entrera en vigueur mercredi le 18 septembre 1946.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce onzième jour de septembre, en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.  
Par ordre.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15713-0 JEAN BRUCHÉSI.

Canada,  
Province of  
Quebec,  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, KING Defender of the Faith, Emperor of India.  
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

*L. DÉSILETS, Deputy Attorney General.* { **W**HEREAS section 29 of the Act 10 George VI, chapter 22, intituled "An Act to constitute the Department of Social Welfare and of Youth", enacts that the said Act shall come into force on such date as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix by proclamation;

WHEREAS it is now expedient to fix the date of the coming into force of the said Act;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an order bearing No 3597, dated the 11th of September, 1946, and in conformity with the provisions of section 29 of the Act 10 George VI, chapter 22 (An Act to constitute the Department of Social Welfare and of Youth), We have enacted and ordered and do hereby enact and order that the Act 10 George VI, chapter 22, shall come into force on Wednesday the 18th of September, 1946.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Quebec, this Eleventh day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.  
By command,

JEAN BRUCHÉSI,  
15713 Under Secretary of the Province.

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.  
A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

*L'Assistant-procureur général* { **A**TTENDU que le conseil de la Ville de LAUZON a demandé que la juridiction de la Cour des jeunes délinquants de Québec soit étendue au territoire compris dans les limites de la Ville de Lauzon;

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.  
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

*L. DÉSILETS Deputy Attorney General.* { **W**HEREAS the Council of the Town of Lauzon has requested that the jurisdiction of the Juvenile Delinquents' Court of Quebec be extended to the territory comprised within the limits of the Town of Lauzon;

ATTENDU que la Ville de Lauzon a accepté de payer les frais de transport des enfants et les frais de déplacement, (frais de transport et de pension), des officiers de probation chargés de faire, dans certains cas, les enquêtes prévues par la Loi des jeunes délinquants, 1929, (19-20 George V, chapitre 46);

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à la demande de la Ville de Lauzon;

ATTENDU qu'en vertu d'une proclamation du Gouverneur général émise conformément aux dispositions de l'article 44 de la Loi des jeunes délinquants, 1929, (19-20 George V, chapitre 46), ladite Loi a été déclarée exécutoire dans la Ville de Lauzon;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif et conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi instituant la Cour des jeunes délinquants de Québec (4 Geo. VI, chap. 53), Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que, à compter du 14 septembre 1946 la juridiction de la Cour des jeunes délinquants de Québec soit étendue à la Ville de Lauzon;

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce dixième jour de septembre, en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15710-o JEAN BRUCHÉSI,

WHEREAS the Town of Lauzon, has agreed to pay the costs of transportation of the children and the travelling expenses, (costs of transportation and board), of the probation officers charged with making, in certain cases, inquiries provided by the Juvenile Delinquents' Act, 1929, (19-20 George V, chapter 46);

WHEREAS it is expedient to grant the request made by the Town of Lauzon;

WHEREAS, in virtue of a proclamation of the Governor General issued in conformity with the provisions of section 44 of the Juvenile Delinquents' Act, 1929, (19-20 George V, chapter 46), the said Act was decreed executory in the Town of Lauzon;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council and in conformity with the provisions of section 13 of the Act establishing the Juvenile Delinquents' Court of Quebec (4 Geo. VI, chap. 53), We have enacted and ordered and do hereby enact and order that, from and after the 14th of September, 1946, the jurisdiction of the Juvenile Delinquents' Court of Quebec be extended to the Town of Lauzon;

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this tenth day of September, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,  
15710 Under Secretary of the Province.

## Sièges sociaux

District de Montréal, Province de Québec

VOGUE ACCESSORIES LIMITED

Avis est par les présentes, donné que la compagnie "Vogue Accessories Limited", un corps incorporé, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du vingtième jour d'août 1946, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son siège social à 614 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce troisième jour de septembre, dix-neuf cent quarante-six.

Le Secrétaire,  
15701 RALPH C. TEES.

La compagnie Abattoirs Dunham Limitée donne, par les présentes, avis qu'elle a établi son bureau-chef à Dunham, dans le comté de Missisquoi.

Le Secrétaire-trésorier,  
15707-o J.-ROLAND THIBODEAU.

## Head offices

District of Montreal, Province of Quebec.

VOGUE ACCESSORIES LIMITED

Notice is hereby given that "Vogue Accessories Limited", a body corporate, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated the twentieth day of August, 1946, and having its head office in the City of Montreal, has established its head office at 614 St. James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this third day of September, nineteen hundred and forty-six.

15701.—(Seal) RALPH C. TEES,  
Secretary.

The company Dunham Abattoirs Limited does hereby give notice that it has established its head office at Dunham, in the county of Missisquoi.

J.-ROLAND THIBODEAU,  
15707 Secretary Treasurer.

Soumission

Tender

AVIS RELATIF A LA VENTE

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL.

\$3,000,000 — Obligations en série

Avis est par les présentes donné que des soumissions sous enveloppe scellée, portant l'indication "Soumission pour obligations", adressées à la Commission Métropolitaine de Montréal, seront reçues par cette dernière à son bureau, 10 rue St-Jacques Ouest, Montréal, jusqu'à midi (heure avancée) le 18 septembre 1946, pour l'achat de \$3,000,000 d'obligations en série que ladite Commission se propose d'émettre.

Les obligations seront datées du 1er mai 1946, seront émises en coupures de \$1,000.00 chacune avec coupons d'intérêts payables le 1er mai et le 1er novembre de chaque année, pourront être enregistrées quant au principal et seront remboursables comme suit:

\$1,000,000 le 1er novembre 1957  
 \$1,000,000 le 1er novembre 1958  
 \$1,000,000 le 1er novembre 1959

Les obligations pourront être remboursées avant échéance à leur valeur nominale et l'intérêt couru à toute date d'échéance d'intérêt, mais non avant le 1er mai 1951.

Le principal et l'intérêt seront payables en monnaie légale du Canada au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale à Montréal et à Québec et au bureau principal de la Banque de Montréal, à Montréal à Québec, et Toronto, au choix du porteur.

Tout soumissionnaire devra stipuler dans sa soumission le taux d'intérêt que les obligations devront porter, lequel taux devra être un multiple ou des multiples de un-huitième de 1%, pourvu que ce taux n'excède pas 3% par an sur toute l'émission et que le prix offert ne soit pas moindre que 98% du montant en principal de l'emprunt.

Toute soumission devra être pour l'émission totale.

Le prix offert devra comprendre l'intérêt couru au taux stipulé, depuis le 1er mai 1946 à la date de la livraison des obligations contre paiement.

Toute soumission doit être accompagnée d'un chèque tiré sur une banque à charte faisant affaires à Montréal et certifié par cette banque, égal à 1% du montant en principal du présent emprunt.

Le chèque déposé par un soumissionnaire dont l'offre aura été rejetée, lui sera remis sans retard, et le chèque de celui dont l'offre aura été acceptée sera retenu par la Commission et appliqué en paiement partiel du prix d'achat des obligations, ou servira à garantir la Commission pour tout dommage au cas où ce soumissionnaire ne donnerait pas suite à son offre.

La Commission n'est pas obligée d'accepter aucune des soumissions.

Toute soumission devra être faite sur des formules fournies par la Commission que toute personne qui désire soumissionner pourra se procurer au bureau de la Commission, 10 rue St-Jacques Ouest, Montréal.

Tout soumissionnaire pourra aussi se procurer au bureau de la Commission le prospectus et obtenir tous autres renseignements dont il pourra avoir besoin.

Les municipalités auxquelles s'étend l'action de la Commission, savoir: les cités de Westmount,

NOTICE OF SALE

THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION

\$3,000,000 — Serial Debentures

Notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for bonds", addressed to the Montreal Metropolitan Commission shall be received by the latter at its office, 10 St. James Street West, Montreal, until September 18th 1946, at twelve o'clock noon, (daylight saving time), for the purchase of \$3,000,000 of serial bonds to be issued by the said Commission.

The bonds shall be issued in denominations of \$1,000 each, with interest coupons payable on the first of May and the first of November of each year, may be registered as to principal, shall be dated May 1st 1946 and shall mature as follows:

\$1,000,000 1st November 1957  
 \$1,000,000 1st November 1958  
 \$1,000,000 1st November 1959

The bonds may be redeemed before their maturity at their nominal value and accrued interest at any interest maturity date, but not before May 1st 1951.

The principal and the interest shall be payable in lawful money of Canada at the principal office of Banque Canadienne Nationale in Montreal and Quebec and at the principal office of the Bank of Montreal, in Montreal, Quebec and Toronto, at the holder's option.

Bidders are requested to stipulate in their tender the rate of interest the debentures are to bear in a multiple or multiples of one-eighth of 1%, provided the rate of interest shall not exceed 3% per annum on the whole issue and that the price offered shall not be less than 98% of the principal amount of the loan.

All tenders must be for the total amount of the issue.

The price offered must include the accrued interest at the rate stipulated from the 1st of May 1946 to the date of the delivery of the bonds against payment.

Each tender must be accompanied by a cheque drawn on a chartered bank doing business in Montreal and accepted by it, equal to 1% of the principal amount of the loan.

The cheques deposited by the tenderers whose tenders have been rejected, shall be returned to them without delay, and that of the successful tenderer will be retained by the Commission to be applied in part payment of the purchase price of the bonds or to secure the Commission against any loss resulting from the failure of the tenderer to comply with the terms of his tender.

The Commission does not bind itself to accept any of the tenders.

Each tender must be made on forms furnished by the Commission. Such forms may be obtained at the office of the Commission, 10 St. James Street West, Montreal. The prospectus and any other details concerning the present issue may also be obtained at the office of the Commission.

The municipalities subject to the control of the Commission, that is: the cities of West-

Outremont, Verdun et Lachine, et les villes de Montréal-Ouest, Hampstead, Lasalle, Saint-Pierre Saint-Laurent, Mont-Royal, Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles, Montréal-Nord et Ville Saint-Michel, y compris la cité de Montréal, sont conjointement et solidairement responsables du présent emprunt.

Les soumissions seront ouvertes en séance publique de la Commission qui aura lieu le 18 septembre 1946, à midi, (heure avancée), au bureau de cette dernière, 10 rue St-Jacques Ouest, Montréal.

Le Secrétaire-trésorier,  
15514-35-3-0 E. BRISEBOIS.

mount, Outremont, Verdun and Lachine, and the towns of Montreal-West, Hampstead, Lasalle, Saint-Pierre, Saint-Laurent, Mount-Royal, Montreal-East, Pointe-aux-Trembles, Montreal-North and Town of Saint-Michel, including the city of Montreal, are jointly and severally responsible for the present loan.

The tenders shall be opened at a public meeting of the Commission to be held on September 18th 1946 at twelve o'clock noon, (daylight saving time), at the office of the Commission, 10 St. James Street West, Montreal.

E. BRISEBOIS,  
15514-35-3-0 Secretary-Treasurer.

CORPORATION SCOLAIRE DU  
VILLAGE DE LA PROVIDENCE, Co. ST-HYACINTHE

*Soumissions pour obligations*

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à 5 heures de l'après-midi le 30 septembre 1946, pour l'achat de \$120,000.00 d'obligations à être émises en vertu d'une résolution des commissaires du 1er août 1946. Ces obligations seront datées du 1er octobre 1946, remboursables en séries en trente ans.

L'intérêt sur ces obligations sera de 3%. Le capital et les intérêts seront payables aux succursales de la Banque Canadienne Nationale à St-Hyacinthe, Québec et Montréal.

Les obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de trente jours ni plus de soixante jours publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt, ce dépôt ne portant pas intérêt.

La Corporation se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

La Providence, Co. St-Hyacinthe, le 10 septembre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,  
15699-0 S. PELLETIER.

Canada, Province de Québec

CITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE

*Soumissions pour obligations*

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi, le septième jour du mois d'octobre 1946 pour l'achat d'une émission de \$70,000.00 d'obligations de la cité du Cap-de-la-Madeleine, datées du premier août 1946 et remboursables par séries de août 1947 à août 1966. Les soumissions pourront être faites pour des obligations portant intérêts, au choix, à 2½%, à 2¾% ou à 3%, payables semi-annuellement les 1er février et 1er août au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale au Cap-de-la-Madeleine et aux bureaux de la même banque aux Trois-Rivières, à Québec et à Montréal, au choix du porteur. Le taux offert pourra être le même pour toute l'émission ou il pourra varier suivant les échéances. Les obligations seront de la dénomination de \$100.00 ou de multiples de \$100.00.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté de 1% du montant de l'émission.

CORPORATION SCOLAIRE DU  
VILLAGE DE LA PROVIDENCE Co. ST-HYACINTHE

*Tenders for Bonds*

Public notice is hereby given that tenders sealed and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, September 30th, 1946, for the purchase of bonds to the amount of \$120,000.00 to be issued in execution of a resolution of the school commissioners passed August 1st, 1946. The said bonds to be dated October 1st, 1946, redeemable serially in thirty years.

These bonds shall bear interest at the rate of 3%. Capital and interest shall be payable at the branches of the Banque Canadienne Nationale in St. Hyacinthe, Montreal and Quebec city.

The bonds may be redeemed by anticipation at par upon previous notice of not less than thirty days nor more than sixty days published in the *Quebec Official Gazette*.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan. This deposit shall not bear interest.

The corporation does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Providence, County of St-Hyacinthe, September 10th, 1946.

S. PELLETIER,  
15699-0 Secretary-Treasurer.

Canada, Province of Quebec

CITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE

*Tenders for Bonds*

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, Monday, the seventh day of the month of October, 1946, for the purchase of an issue of \$70,000 of bonds of the city of Cap-de-la-Madeleine, dated from the 1st of August, 1946, and redeemable serially from August 1947 to August 1966. Tenders may be made for bonds bearing interest, optionally, at 2½%, 2¾% or 3%, payable semi-annually the 1st of February and 1st of August at the head office of the Banque Canadienne Nationale at Cap-de-la-Madeleine and at the offices of the same bank in Trois-Rivières, Quebec and Montreal, at the option of the bearer. The rate offered may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. Bonds will be in denominations of \$100 or the multiples of \$100.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the issue.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Ces obligations pourront être enregistrées quant au capital; elles seront livrées dans le plus bref délai possible.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de 30 jours ni plus de 60 jours publié dans la *Gazette officielle de Québec* (R.S.Q. 1941, chapitre 212).

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue le septième jour du mois d'octobre 1946 à 7 heures P.M., à la salle municipale.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine, ce dixième jour du mois de septembre 1946.

1572C-o Le Greffier,  
F. BEAUMIER, C.C.S.

CITÉ DE SAINT-HYACINTHE

Avis public est donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations", pour l'achat soit: 1° d'une tranche de \$350,000.00 des obligations émises en vertu du règlement N° 635 de la cité de Saint-Hyacinthe, soit: 2° de la totalité des obligations de ce règlement N° 635, au montant de \$930,000.00, datées du 1er septembre 1946 et remboursables en vingt (20) ans par fractions annuelles de capital, (coupures de \$1,000.00), seront reçues par le sous-signé, jusqu'à lundi, 7 octobre prochain 1946, à 5 heures P.M.

Les intérêts sont payables semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année, et la fraction de capital, le 1er septembre. Intérêts et capital payables aux bureaux de la Banque Canadienne Nationale, à Saint-Hyacinthe, Montréal ou Québec. Ces obligations peuvent être enregistrées quant au capital.

Objet de l'emprunt: travaux de voirie, d'aqueduc et électricité, achat de matériel pour la protection contre l'incendie.

Taux de l'intérêt: deux et demi (2½%) pour cent.

Le règlement comprend une clause de rachat.

Tableau des échéances:

|      | Tranche de<br>\$350,000.00 | Emission totale<br>de \$930,000.00 |
|------|----------------------------|------------------------------------|
| 1947 | 1,000.00                   | 1,000.00                           |
| 1948 | 5,000.00                   | 15,000.00                          |
| 1949 | 7,000.00                   | 15,000.00                          |
| 1950 | 9,000.00                   | 20,000.00                          |
| 1951 | 9,000.00                   | 20,000.00                          |
| 1952 | 9,000.00                   | 20,000.00                          |
| 1953 | 9,000.00                   | 20,000.00                          |
| 1954 | 10,000.00                  | 25,000.00                          |
| 1955 | 16,000.00                  | 42,000.00                          |
| 1956 | 16,000.00                  | 42,000.00                          |
| 1957 | 16,000.00                  | 42,000.00                          |
| 1958 | 19,000.00                  | 52,000.00                          |
| 1959 | 19,000.00                  | 52,000.00                          |
| 1960 | 24,000.00                  | 65,000.00                          |
| 1961 | 26,000.00                  | 70,000.00                          |
| 1962 | 27,000.00                  | 76,000.00                          |
| 1963 | 28,000.00                  | 78,000.00                          |
| 1964 | 29,000.00                  | 80,000.00                          |
| 1965 | 34,000.00                  | 95,000.00                          |
| 1966 | 37,000.00                  | 100,000.00                         |
|      | <b>350,000.00</b>          | <b>930,000.00</b>                  |

Every tender must specify whether accrued interest is included or not in the price of the tender.

The bonds may be registered as to capital; they will be delivered within the shortest possible delay.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par upon previous notice of not less than 30 days nor more than 60 days published in the *Quebec Official Gazette* (R.S.Q., 1941, chapter 212).

Tenders will be opened and considered at a meeting of the municipal council to be held on the seventh day of the month of October, 1946 at 7 o'clock P.M., in the municipal hall.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine, this tenth day of the month of September, 1946.

15720 F. BEAUMIER, C.S.C.,  
Clerk.

CITY OF SAINT-HYACINTHE

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "tenders for bonds", for the purchase either: 1. of an amount of \$350,000 of bonds issued under By-law No. 635 of the city of Saint-Hyacinthe, or 2. of all the bonds of the said By-law No. 635, to the amount of \$930,000, dated from the 1st of September, 1946 and redeemable in twenty (20) years in annual fractions of the capital, (denominations of \$1,000), will be received by the undersigned, up to Monday, October 7 next, 1946, at 5 o'clock P.M.

Interest will be payable semi-annually the 1st of March and 1st of September of each year, and the fraction of the capital, the 1st of September. Interest and capital payable at the offices of the Banque Canadienne Nationale, at Saint-Hyacinthe, Montreal or Quebec. The said bonds may be registered as to capital.

Object of the loan: road works, waterworks and electricity, purchase of material for fire protection.

Rate of interest: two and one half per cent (2½%).

The By-law includes a redemption clause.

Table of maturities:

|      | Amount of<br>\$350,000.00 | Total issue of<br>\$930,000.00 |
|------|---------------------------|--------------------------------|
| 1947 | 1,000.00                  | 1,000.00                       |
| 1948 | 5,000.00                  | 15,000.00                      |
| 1949 | 7,000.00                  | 15,000.00                      |
| 1950 | 9,000.00                  | 20,000.00                      |
| 1951 | 9,000.00                  | 20,000.00                      |
| 1952 | 9,000.00                  | 20,000.00                      |
| 1953 | 9,000.00                  | 20,000.00                      |
| 1954 | 10,000.00                 | 25,000.00                      |
| 1955 | 16,000.00                 | 42,000.00                      |
| 1956 | 16,000.00                 | 42,000.00                      |
| 1957 | 16,000.00                 | 42,000.00                      |
| 1958 | 19,000.00                 | 52,000.00                      |
| 1959 | 19,000.00                 | 52,000.00                      |
| 1960 | 24,000.00                 | 65,000.00                      |
| 1961 | 26,000.00                 | 70,000.00                      |
| 1962 | 27,000.00                 | 76,000.00                      |
| 1963 | 28,000.00                 | 78,000.00                      |
| 1964 | 29,000.00                 | 80,000.00                      |
| 1965 | 34,000.00                 | 95,000.00                      |
| 1966 | 37,000.00                 | 100,000.00                     |
|      | <b>350,000.00</b>         | <b>930,000.00</b>              |

La livraison des obligations se fera à Saint-Hyacinthe au bureau local de l'une des cinq

Delivery of the bonds will be made at Saint-Hyacinthe, at the local office of one of the five

banques opérant en la cité, au choix de l'adjudicataire, entre le 7 et le 20 octobre 1946.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque certifié, égal à un pour cent (1%) du montant de la soumission, le dépôt ne portant pas d'intérêt.

Toutes les soumissions devront comprendre les intérêts accrus, et celles contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées ne seront pas considérées.

La municipalité ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Hyacinthe, le 12 septembre 1946.

Le Greffier,  
M. A. DAVID.  
15690-o

banks operating in the city, at the option of the purchaser, between the 7th and 20th of October, 1946.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to one per cent (1%) of the amount of the tender, this deposit shall bear no interest.

All tenders must include accrued interest, and those containing conditions other than as above enumerated, will not be considered.

The municipality does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Saint-Hyacinthe, September 12, 1946.  
M. A. DAVID,  
Clerk.  
15690

### Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure N° 240262;

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, district de Montréal, rendu le 8 février 1946, dans la présente cause où dame Jeanne Benjamin, bourgeoise, épouse contractuellement séparée de biens d'Octave Gagnon, gérant, ce dernier pour assister son épouse aux fins des présentes, tous deux de la cité de Verdun, district de Montréal, est demanderesse, — et Mlles Alice Benjamin, Gilberte Benjamin, Marcelle Benjamin, toutes trois filles majeures, usant de leurs droits, et dame Yvette Benjamin, épouse de Georges Nizan, ce dernier personnellement et pour assister son épouse aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs, il a été ordonné de vendre par licitation les immeubles suivants, savoir:

“ Un terrain situé partie dans le quartier sainte Anne et partie dans le quartier saint Gabriel, de la cité de Montréal, composé:

a) du lot numéro neuf cent trente deux (932) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte Anne, et

b) du lot numéro trois mille soixante et dix-neuf (3079) des plan et livre de renvoi officiels de la Municipalité de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelega, formant ensemble d'après les titres de ladite propriété un terrain de quarante-deux pieds et sept pouces et demi de largeur par quatre vingt-cinq pieds et trois pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front au nord-ouest par la rue Centre, en arrière, partie par le lot neuf cent trente et un dudit quartier Sainte Anne et partie par le lot trois mille soixante et dix-sept des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Montréal, du côté sud-ouest, partie par le lot numéro neuf cent trente-trois dudit quartier Sainte-Anne et partie par le lot numéro trois mille soixante-et-dix-huit des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et du côté nord-est, par la rue Jardin; avec les bâtisses dessus construites et portant les numéros civiques 1940, 1944 et 1946 de ladite rue Centre, et le numéro civique 1168 de la dite rue Jardin, en la cité de Montréal.”

Les dits immeubles pour être vendus en bloc comme formant une seule et même exploitation.

Lesdits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur,

### Sale by Licitaton

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 240262;

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Montreal, district of Montreal, and rendered on the eight day of February 1946 in the present cause where Dame Jeanne Benjamin, housekeeper, wife separate as to property of Octave Gagnon, manager, by contract of marriage, the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, both of the City of Verdun, district of Montreal, is Plaintiff, — and Misses Alice Benjamin, Gilberte Benjamin, Marcelle Benjamin, all three of them spinsters of age, availing themselves of their rights, and Dame Yvette Benjamin, wife of Georges Nizan, the latter personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, all of them of the City and district of Montreal, are defendants, the Sale by Licitaton of the immovables hereinafter described has been ordered, viz:

“One emplacement situated part in the Ward of Saint Ann and part in the Ward of Saint Gabriel, in the city of Montreal, composed of:

a) lot number nine hundred and thirty-two (932) on the official plan and in the book of reference of Saint Ann Ward, and

b) lot number three thousand seventy-nine (3079) on the official plan and in the book of reference for the Municipality of the Parish of Montreal, in the County of Hochealga, forming together, according to the titles of the said property an emplacement of forty-two feet and seven inches and one half in width, by eighty-five feet and three inches in depth, English measure and more or less, bounded in front on the North-West by Centre street, in the rear, in part by lot nine hundred and thirty-one of the said Saint Ann Ward and in part by lot three thousand and seventy-seven on the official plan and in the book of reference for the said Parish of Montreal, on the South-West, in part by lot nine hundred and thirty-three of the said Saint Ann Ward, and in part by lot three thousand and seventy-eight on the official plan and in the book of reference for the Parish of Montreal, on the North-East, by Jardin Street; with all the buildings thereon erected and bearing the civic numbers 1940, 1944 and 1946 of the said Centre Street, and the civic number 1168 of the said Jardin Street, in the City of Montreal.”

The above described immovables to be sold “en bloc” as constituting one and the same concern.

The said immovables shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on

le 16 octobre 1946, mercredi, à dix heures et demie de l'avant-midi (heure de Montréal) en la salle d'audience numéro 31, ou à telle autre chambre où les intéressés pourront être référés, au Palais de Justice (ancien) en la cité de Montréal, le tout sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposés au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal; et toute opposition à fin contraire, à fin de charge ou à fin d'annuler, relative aux dits immeubles ne peut être reçue plus tard que le douzième jour avant celui fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver ou réclamation sur les deniers provenant de la licitation doit être produite au greffe du tribunal dans les six jours qui suivent l'adjudication, suivant la loi, sous peine de forclusion.

Un dépôt de \$2,500. devra être fait par chaque enchérisseur avant que son offre soit reçue, entre les mains de l'officier chargé de la vente.

Montréal, 9 septembre 1946.

L'Avocat de la demanderesse,  
**ROGER DESMARAIS, C.R.**

20, est rue Saint Jacques,  
 Montréal,

Tél. Harbour 2838

15705-37-2-0

the 16th of October 1946, Wednesday, at 10.30 o'clock in the forenoon (Montreal known time) in Court Room No 31, or in such other Room as the interested parties may be referred to, at (old) Court House in the City of Montreal; the whole subject to the clauses, charges and conditions mentioned in the List of Charges filed at the Prothonotary's Office of the Superior Court of the district of Montreal; and all oppositions to secure charges, to withdraw or to annul, in respect of said immovables, shall not be received after the twelfth day previous to the day fixed as above for the sale and adjudication; and all oppositions or claims for payment out of the proceeds of the said licitation must be filed in the office of the Court within six days after the adjudication, according to law, under pain of foreclosure.

A deposit of \$2,500. must be made by each bidder before his bid be received, in the hands of the officer entrusted with the sale.

Montreal, September 9, 1946.

**ROGER DESMARAIS, C.R.,**  
 Attorney for Plaintiff.

20 St. James St. East,  
 Montréal,

Tel. Harbour 2838

15705-37-2-0

Canada, Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure, N° 4625. Dame Lucias Carignan & vir, demandeurs, vs Donat Carignan & al, défendeurs, et Metropolitan Life Insurance Co., mise en cause.

Canada, Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court, No. 4625. Dame Lucias Carignan & vir, Plaintiffs, vs Donat Carignan & al, Defendants, & Metropolitan Life Insurance Co., Assigned in the cause.

**AVIS PUBLIC**

**PUBLIC NOTICE**

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Arthabaska dans le district d'Arthabaska, le 9 septembre 1946, dans une cause dans laquelle Dame Lucias Carignan, ménagère, domiciliée à Ste-Victoire, district d'Arthabaska, épouse commune en biens de Rosaire Allard, cultivateur des mêmes lieux, et le dit Rosaire Allard sont demandeurs, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit savoir:

Public notice is hereby given that in pursuance of a judgment of the Superior Court sitting to Arthabaska, in the district of Arthabaska, September the 9th, 1946, in a case in which Dame Lucias Carignan, housewife of Ste-Victoire, district of Arthabaska, wife common as to goods of Rosaire Allard, farmer of the same places, and the said Rosaire Allard are plaintiffs, commanding the sale by auction of a real estate designed as follows, namely:-

Un immeuble situé à Victoriaville, comté d'Arthabaska, étant le lot N° 497 (quatre-cent-quatre-vingt-dix-sept), au cadastre de cette partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Ste-Victoire, à distraire les parties vendues à la Société d'Agriculture du Comté d'Arthabaska, à la ville de Victoriaville pour son réservoir, et aux autres acquéreurs et cessionnaires, cédés, en vertu de quelques titres et conventions que ce soit, (497 à distraire), et un autre petit lopin de terre borné au sud par le chemin de fer Canadien National, et au nord et à l'ouest par Arcadius Fortier, et à l'ouest par Albert Lafleur ou représentants, connu, ce dernier lopin de terre au dit cadastre, comme étant partie du lot N° quatre-cent-soixante-et-dix (P. 470), les dits immeubles sujets à toutes les servitudes les affectant;

A real estate situated in Victoriaville, county of Arthabaska being the lot No. 497 (four hundred ninety-seven), at the register of this part of the Canton of Arthabaska, forming the Ste-Victoire parish, to subtract the sold parts to La Société d'Agriculture du comté d'Arthabaska, to the town of Victoriaville, for their tank, and to the others purchasers and assignees, ceded, by any titles and conventions, (497) to subtract), and an other little bit of ground confined at the South by the railroad of the Canadian National, and at the North and the East by Arcadius Fortier, and the West by Albert Lafleur as representatives, known, this last bit of ground at the said register, as being part of the lot No. four hundred seventy (P. 470), the said real estates exposed to all the servitudes setting apart;

Cet immeuble est décrit à un plan en date du 24 août 1946, signé par l'ingénieur J. P. Marcotte, et produit au Greffe dans le dossier de cette cause; le plan ci-dessus décrit divise l'immeuble en six parties numérotées de un à six, et, pour les fins de la licitation, les six parties décrites au plan seront vendues séparément.

This real estate is described to a scheme dated August the 24th, 1946, signed by the engineer J. P. Marcotte, and filed to the Prothonotary's Office in the record of this court; in the scheme above described, the real estate is divided in six parts numbered from one to six, and at the sale by auction, the six parts will be sold separately.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 15 octobre 1946 à 11 heures a.m., au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure pour le district d'Arthabaska au Palais de Justice d'Arthabaska, sujet aux charges, clauses et con-

The real estate above designed will be put up to auction and sold to the highest and last bidder, October the 15th, 1946, at 11 hours a.m., at the Prothonotary's Office at the Superior Court for the district of Arthabaska in the Court House at Arthabaska, subject to the charges, clauses and

ditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de la dite Cour.

Les enchères pourront être faites par écrit au Greffe de la Cour Supérieure du district d'Arthabaska jusqu'au 10 octobre 1946 inclusivement.

Tout enchérisseur de l'une quelconque des six parties de l'immeuble ci-dessus décrit devra accompagner son offre d'une consignation de \$200.00 en monnaie légale ou par chèque accepté.

Toute opposition à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Victoriaville, le 10 septembre 1946.

Le Procureur des demandeurs,  
15706-37-2-0 RAYMOND BEAUDET.

conditions marquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de la dite Cour.

The bidders will have to file their auction in writing at the Prothonotary's Office, of the Superior Court in the district of Arthabaska, until October the 10th, 1946, inclusively.

Every bidder of any of the six parts of the real estate above described, will must lay down with auction a consignment of \$200.00 in legal tenders or by accepted check.

All opposition "à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire" to the said sale by auction, will have to be filed to the Prothonotary's Office of the Superior Court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale by auction, and all opposition "à fin de conserver" will have to be filed in the six days after the auction; and, in default by the parties to file the said oppositions in the delay prescribed by the present, they will have never the right to do it.

Victoriaville, September the 10th, 1946.

RAYMOND BEAUDET,  
15706-37-2-0 Solicitor for Plaintiffs.

## VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

### JOLIETTE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour supérieure

District de Joliette { DAME veuve LAURA PIQUET-TE, demanderesse vs ELOI N° 8265 { PRIMEAU & al, défendeurs.

Un emplacement situé dans la paroisse de Ste-Julienne, comté de Montcalm, district de Joliette, faisant partie du lot numéro deux cent cinq (p. 205) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse de Ste-Julienne, de forme irrégulière, mesurant cent-dix-huit pieds de front sur le chemin du Gouvernement et cent pieds à l'arrière, du côté nord-ouest, mesurant cent-vingt-sept pieds et du côté sud-ouest, cent-quatre-vingt pieds, mesure anglaise, avec bâtisses; borné en front par le chemin du Gouvernement et des trois autres côtés par le résidu dudit lot no 205.

Pour être vendu à la porte de l'église de ladite paroisse de Ste-Julienne, le 17 OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Député-shérif,  
Bureau du shérif, ROLAND PÉRREAULT.  
Joliette, 11 sept. 1946. 15721-37-2-0  
(Première insertion, 14 septembre 1946)

### QUÉBEC

*Fieri Facias*  
Cour de Magistrat

Québec, à savoir: { ALBERT POULIOT N° 105-905 { de la Cité de Québec, contre GEORGES MONTMINY, demeurant au No 184, rue Lafayette, Québec, à savoir:

La subdivision N° 38 (trente-huit) du lot N° 2301 (deux mille trois cent un) du cadastre officiel, pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant un lot de terre situé au coin des rues La-

## SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### JOLIETTE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court

District of Joliette { DAME widow LAURA PIQUET-TE, plaintiff; vs ELOI PRIMEAU & al, defendants.

An emplacement situate in the parish of Ste-Julienne, county of Montcalm, district of Joliette, forming part of lot number two hundred and five (Pt. 205) on the official cadastral plan and in the book of reference for said parish of Ste-Julienne, of irregular figure, measuring one hundred and eighteen feet in front on the Government road, and one hundred feet in rear, on the Northwest side, measuring one hundred and twenty-seven feet and on the Southwest side one hundred and eighty-feet, English measure — with buildings; bounded in front by the Government road, and on the three other sides by the residus of said lot No. 205.

To be sold at the church door of said parish of Ste-Julienne, on the SEVENTEENTH of OCTOBER, next, at TEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PÉRREAULT,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Joliette, September 11, 1946. 15721-37-2  
(First insertion, September 14, 1946)

### QUEBEC

*Fieri Facias*  
Magistrate's Court

Quebec, to wit: { ALBERT POULIOT, of the No. 105-905 { city of Québec; against GEORGES MONTMINY, residing at No. 184 Lafayette street, Québec, to wit:

Subdivision No. 38 (thirty-eight) of lot No. 2301 (two thousand three hundred and one) of the official cadastre for the parish of St. Sauveur de Québec, being a lot of land situate at the cor-

fayette et Napoléon, mesurant 35 pieds de front sur 83 pieds de profondeur, et ayant une superficie de 2905 pieds, sans garantie de mesures précises; bornée en front à la rue Lafayette, en arrière à un terrain appartenant au dit Georges Montminy, d'un côté vers le nord à la subdivision 37 du dit lot N° 2301 et de l'autre côté au sud par la rue Napoléon, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin (heure avancée).

Le Député-shérif,  
JOS.-ALBERT DÉLAGE.

Bureau du Shérif,  
Québec, 29 août 1946. 15502-35-2-o  
[Première insertion: 31 août 1946]  
[Seconde insertion: 14 septembre 1946]

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Terris*

Canada, Province de Québec, Cour Supérieure  
Rimouski, { JOSEPH RIOUX, de la  
District de Rimouski, { ville de Trois-Pistoles,  
N° 9459 { district de Kamouraska,  
demandeur; vs MALCOM COURBRON, de  
Biencourt, district de Rimouski.

Le lot N° 45, rang 7, et le lot N° 9, rang 6, du Canton Biencourt, district de Rimouski, avec bâtisses et dépendances ci-dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de Biencourt, le QUINZE OCTOBRE 1946, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le Shérif,  
10 septembre 1946. CHARLES GARON.  
[Première insertion, 14 septembre 1946] 15723-37-2-o

*Fieri Facias de Terris*

Canada, Province de Québec, Cour Supérieure  
Rimouski, { JOSEPH RIOUX, de la  
District de Rimouski, { ville de Trois-Pistoles  
N° 9236 { district de Kamouraska,  
demandeur; vs OMER LARRIVÉE, de St-Guy, district de Rimouski.

Le lot N° 30, Rang 3, Canton Bédard, avec bâtisses et dépendances ci-dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Guy de Rimouski, le QUINZE OCTOBRE 1946, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le Shérif,  
10 septembre 1946. CHARLES GARON.  
[Première insertion, 14 septembre 1946] 15722-37-2-o

**Arrêtés en Conseil**

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3582

Québec, le 6 septembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif au métier d'horloger dans l'Île de Montréal, l'Île Jésus et le comté de Terrebonne.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts

ner of Lafayette and Napoleon streets, measuring 35 feet in front by 83 feet in depth, and containing an area of 2905 feet, without guarantee as to exact measurement; bounded in front by Lafayette street, in rear by a lot of land belonging to said Georges Montminy, on one side, on the North by subdivision 37 of said lot No. 2301, and on the other side, on the South by Napoleon street — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the FOURTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

JOS. ALBERT DÉLAGE,  
Deputy Sheriff.  
Sheriff's Office  
Québec, August 29, 1946 15502-35-2  
[First insertion: August 31, 1946.]  
[Second insertion: September 14, 1946.]

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Terris*

Canada, Province of Quebec, Superior Court  
Rimouski, { JOSEPH RIOUX, of the  
District of Rimouski { town of Trois-Pistoles  
No. 9459 { district of Kamouraska,  
plaintiff; vs MALCOM COURBRON, of Bien-  
court, district of Rimouski.

Lot No. 45, range 7, and lot No. 9, range 6, of the Township Biencourt, district of Rimouski, with buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of Biencourt, on the FIFTEENTH of OCTOBER, 1946, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES GARON,  
Sheriff.  
Sheriff's Office,  
September 10, 1946. 15723-37-2  
[First insertion, September 14, 1946]

*Fieri Facias de Terris*

Canada, Province of Quebec, Superior Court  
Rimouski, { JOSEPH RIOUX, of the  
District of Rimouski, { town of Trois-Pistoles  
No. 9236 { district of Kamouraska,  
plaintiff; vs OMER LARRIVÉE, of St-Guy,  
district of Rimouski.

Lt No. 30, Range 3, Township Bédard, with buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of St-Guy de Rimouski, on the FIFTEENTH of OCTOBER, 1946, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,  
Sheriff.  
Sheriff's Office,  
September 10, 1946. 15722-37-2  
[First insertion, September 14, 1946]

**Orders in Council**

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3582

Québec, September 6, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the clockmaking trade in the Island of Montreal, Jesus Island and the county of Terrebonne.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of

refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'horlogerie a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender le décret numéro 2816, du 4 octobre 1943, et amendements, relatif au métier d'horloger dans l'île de Montréal, l'île Jésus et le comté de Terrebonne;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 juillet 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2816, soit modifié de la façon suivante:

1° Les paragraphes "a" et "d" de l'article V sont modifiés pour se lire comme suit:

"a) Pour chaque semaine de cinquante-quatre (54) heures de travail, les horlogers-seniors doivent recevoir au moins \$35.00 et les horlogers-juniors au moins \$25.00."

"d) Le taux de salaire minimum des horlogers-seniors-surnuméraires est de \$0.80 de l'heure et celui des horlogers-juniors-surnuméraires est de \$0.65 de l'heure."

2° Le paragraphe "g" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"g) *Taux de salaires minima*: Les taux minima de salaire hebdomadaire des apprentis-horlogers, pour cinquante-quatre (54) heures de travail sont les suivants:

|                       |         |
|-----------------------|---------|
| 1er semestre .....    | \$ 8.00 |
| 2ème semestre .....   | 9.00    |
| 3ième semestre .....  | 10.00   |
| 4ième semestre .....  | 11.00   |
| 5ième semestre .....  | 12.00   |
| 6ième semestre .....  | 13.00   |
| 7ième semestre .....  | 14.00   |
| 8ième semestre .....  | 16.00   |
| 9ième semestre .....  | 18.00   |
| 10ième semestre ..... | 20.00   |

A. MORISSET,

15715-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3578

Québec, le 6 sept. 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1658, du 17 mai 1944 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 juillet 1946;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee of Horology has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 2816, of October 4, 1943, and amendments, relating to the clockmaking trade in the Island of Montreal, Jesus Island and the county of Terrebonne;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 20, 1946;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2816, be amended as follows:

1. Subsections "a" and "d" of section V are amended to read as follows:

"a) For each week of fifty-four (54) hours of work, senior-clockmakers shall receive a minimum of \$35.00, and junior-clockmakers, a minimum of \$25.00."

"d) The minimum rate of wages for supernumerary-senior-clockmakers shall be \$0.80 per hour and that of supernumerary-junior-clockmakers, \$0.65 per hour."

2. Subsection "g" of section VII be replaced by the following:

"g) *Minimum rates of wages*: The weekly minimum rates of wages of the apprentice-clockmaker, for fifty-four (54) hours of work, shall be the following:

|                       |         |
|-----------------------|---------|
| 1st six months .....  | \$ 8.00 |
| 2nd six months .....  | 9.00    |
| 3rd six months .....  | 10.00   |
| 4th six months .....  | 11.00   |
| 5th six months .....  | 12.00   |
| 6th six months .....  | 13.00   |
| 7th six months .....  | 14.00   |
| 8th six months .....  | 16.00   |
| 9th six months .....  | 18.00   |
| 10th six months ..... | 20.00   |

A. MORISSET,

15715-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3578

Quebec, September 6, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the food products retail trade in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food products retail trade in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 1658, of May 17, 1944, and amendments, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree:

WHEREAS the said request has been published in the issue of July 6, 1946, of the *Quebec Official Gazette*;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE ledit décret, numéro 1658, soit modifié de la façon suivante:

1° Les mots "doivent se terminer à 7.00 p.m.", mentionnés au deuxième alinéa du paragraphe "b" de l'article III, sont remplacés par les suivants: "doivent se terminer à 6.00 p.m."

2° Les mots "le jour de la Confédération" sont ajoutés après les mots "la Saint-Jean-Baptiste" mentionnés au paragraphe "d" de l'article III.

3° Le deuxième alinéa du paragraphe "b" de l'article V est remplacé par le suivant:

"Toutefois, le salarié doit fournir jusqu'à concurrence de quinze minutes de travail pour l'évacuation et la mise en ordre du magasin après l'heure de la fermeture du soir; cette prescription ne devant s'appliquer que dans les limites de la zone I.

Dans les limites de la zone II, l'employeur a le droit d'exiger que ses salariés recevant un salaire supérieur à celui déterminé dans le décret pour leur classification, exécutent du travail en plus de la semaine régulière de 56 heures, calculé au taux de salaire et demi, jusqu'à concurrence du salaire payé hebdomadairement lors de l'entrée en vigueur du décret."

4° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "j" de l'article V:

"Toutefois, dans les limites de la zone I, le livreur marié doit recevoir, au minimum, le salaire du commis de la classe B, nonobstant le nombre de salariés à l'emploi de l'employeur."

5° Les mots suivants sont ajoutés à l'alinéa 3 du paragraphe "k" de l'article V:

"Toutefois, la présente stipulation ne s'appliquera pas aux salariés gagnant \$30.00 et plus, et travaillant pour un employeur de la zone I,

6° L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. *Vacances payées*: a. Tout salarié régulier, travaillant pour un employeur de la zone I, qui, au 30 juin de chaque année, a à son crédit une année de service pour le compte du même employeur ou dans le même établissement, a droit à une semaine de vacances payées, au taux de son salaire régulier. Ces vacances doivent lui être données par l'employeur du 1er mai au 30 septembre de la même année.

b. Le salarié qui n'a pas bénéficié des vacances de la manière prévue ci-haut, a le droit de réclamer, lorsque le délai pour les lui donner est expiré, l'équivalent en argent pour la période de vacances auxquelles il a droit.

c. Le salaire pour la semaine de vacances dues au salarié doit lui être payé avant son départ pour ses vacances.

d. Dans le cas de la zone II, les mêmes stipulations s'appliquent si ce n'est que le salarié doit avoir complété deux années de service pour le même employeur ou dans le même établissement pour avoir droit à une semaine de vacances payées, laquelle doit lui être donnée de la manière ci-haut décrite."

A. MORISSET,

15714-o Greffier du Conseil Exécutif.

THAT the said decree, number 1658, be amended as follows:

1. The words "shall terminate at 7.00 p.m.", mentioned in the second paragraph of subsection "b" of section III, are replaced by the following: "shall terminate at 6.00 p.m."

2. The words "Dominion Day" are added after the words "St. Jean-Baptiste Day" mentioned in subsection "d" of section III.

3. The second paragraph of subsection "b" of section V is replaced by the following: "However, the employee shall work a maximum of fifteen minutes for the evacuation and cleaning of the store after closing time in the evening; this clause shall only apply within the limits of zone I.

In zone II, the employer may put to work those of his employees receiving more than the wages determined in the decree for their classification after the expiration of the fifty-six (56) hour week, such overtime work to be computed on the basis of time and one half, to the extent of the wages paid weekly at the time of the coming into force of the decree."

4. The following paragraph is added to subsection "j" of section V:

"However, within the limits of zone I, the married delivery man, shall receive, at least, the wages of the clerk of class B, notwithstanding the number of employees of the employer."

5. The following words are added to paragraph 3 of subsection "k" of section V:

"However, the present clause shall not apply to the employees earning \$30.00 and more, and working for an employer of zone I."

6. Section VI is replaced by the following:

"VI. *Vacation with pay*: a) Every regular employee, working for an employer of zone I, who, on June 30 of each year, has completed one year of service for the same employer or in the same establishment, is entitled to a vacation of one week with pay, based on his regular wages. Such vacation shall be given to him by the employer between May 1st and September 30 of the same year.

b. The employee who did not benefit by the vacation as above described may claim, after the expiration of the said delay, the equivalent in cash for the period of vacation to which he is entitled.

c) The wages owed to the employee for the vacation week shall be given to him before he leaves for his vacation.

d) As for zone II, the same provisions apply except that the employee must have completed two years of service for the same employer or in the same establishment to be entitled to a week's vacation with pay which shall be given to him in the manner above described."

A. MORISSET,

15714-o Clerk of the Executive Council.

## Commission du Salaire Minimum

### AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que l'ordonnance numéro 3 révisée, de la Commission du salaire minimum, dont le texte suit, adoptée par ladite Commission en date du 12 août 1946, et concernant des congés annuels payés, a été

## Minimum Wage Commission

### NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following Ordinance number 3, revised, of the Minimum Wage Commission, adopted by the said Commission on August 12, 1946, and concerning annual vacations with pay, has been approved

approuvée par l'arrêté en conseil numéro 3575 du 6 septembre 1946.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 3, révisée

Congés annuels payés

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance N° 3 révisée, ce qui suit, savoir:

1° *Application*: La présente ordonnance régit les employeurs exploitant un établissement industriel ou commercial, et leurs salariés.

2° *Etablissement industriel et commercial*: Les termes "établissement industriel" et "établissement commercial" ont respectivement le sens que leur donne l'article 6 de l'ordonnance N° 4, 1942, de la Commission.

3° *Exceptions*: La présente ordonnance ne s'applique pas

a) aux salariés régis par décret rendu en exécution de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, c. 163);

b) aux domestiques de maison;

c) aux salariés travaillant à des exploitations agricoles;

d) aux salariés occupés à des travaux de construction d'immeubles;

e) aux salariés des corporations municipales, des corporations scolaires ou d'autres corporations publiques;

f) aux salariés soustraits à l'application d'une ordonnance de la Commission;

g) aux concierges de maisons de rapport;

h) aux salariés régis par l'ordonnance N° 39, 1942, de la Commission (opérations forestières);

i) aux salariés bénéficiant de congés annuels payés aux termes d'une autre ordonnance de la Commission.

4° *Territoire d'application*: Le territoire d'application de la présente ordonnance est la province de Québec.

5° *Droit au congé*: Tout salarié régi par la présente ordonnance, a droit

a) après un an de service continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept jours; et

b) s'il n'a pas un an de service continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de service continu pour son employeur.

6° *Période de service continu donnant droit au congé*: Pour chaque congé annuel payé, la période de service continu pour un employeur donnant droit à tel congé, s'établit du premier mai d'une année au trente avril de l'année subséquente.

7° *Droit au congé pour 1946*: Le droit au congé pour l'année 1946, naît à la date de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et sa durée s'établit d'après la durée de service au 1er mai 1946.

8° *Services continus*: La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 3 Revised

Annual Vacation with pay

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance No. 3 revised, the following, to wit:

1. *Application*: The present Ordinance applies to employers operating an industrial or commercial establishment, and to such employers' employees.

2. *Industrial and commercial establishment*: The terms "industrial establishment" and "commercial establishment" respectively have the meaning given to them by section 6 of Ordinance No. 4, 1942, of the Commission.

3. *Exceptions*: The present Ordinance does not apply to

a) employees governed by a decree enacted under the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, c. 163);

b) household servants;

c) employees working at agricultural exploitations;

d) employees engaged in the construction of buildings;

e) employees of municipal corporations, school corporations or of other public corporations;

f) employees exempted from the application of an ordinance of the Commission;

g) apartment houses' janitors;

h) employees governed by Ordinance No. 39, 1942, of the Commission (forest operations);

i) employees entitled by some other ordinance of the Commission, to an annual vacation with pay.

4. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present Ordinance is the Province of Québec.

5. *Right to a vacation*: Any employee governed by the present Ordinance is entitled

a) after one year's continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of seven days; and

b) if he has not yet completed a year's service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of as many half-days as the number of calendar months during which he has been continuously in the employ of his employer.

6. *Period of continuous service which gives right to aforesaid vacation*: For each annual vacation with pay, the period of continuous service in the employ of an employer which gives right to such vacation, begins on the first day of May of one year and ends on the thirtieth day of April of the following year.

7. *Right to 1946 vacation*: The right to a vacation for the year 1946 shall come into existence on the date of the coming into force of the present Ordinance and the duration of such vacation shall be established according to the duration of service as at the 1st of May 1946.

8. *Continuous service*: By "duration of continuous service" is meant the period during which the employee is bound by a labour contract to work for his employer, even if the carrying out of the aforesaid contract has been interrupted without the contract being cancelled.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été réalié, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel, le délai-congé, les absences autorisées, si le travailleur n'a pas occupé, pendant ces journées, un autre emploi rémunéré.

9° *Rémunération*: Le salarié a droit pour son congé, à une rémunération équivalente

a) s'il est engagé et payé à la semaine ou pour une plus longue période, au salaire auquel il aurait droit s'il travaillait pendant les jours de travail de sa période de congé;

b) s'il est payé suivant un autre mode, à deux pour cent (2%) du salaire gagné durant la période de service lui donnant droit à tel congé (1er mai-30 avril).

10° *Avantages additionnels*: Durant le congé de son salarié, l'employeur doit continuer à lui procurer les avantages en nature et autres auxquels il a droit, tels que la contribution à un fonds de pension, la contribution à une police d'assurance-groupe sur la vie, les bénéfices de soins médicaux, etc.

11° *Echéance de la rémunération*: Avant le départ du salarié visé par le paragraphe b de l'article 9, l'employeur doit lui payer sa rémunération pour congé.

12° *Période de prise de congé*: Chaque congé doit être donné dans les douze mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis, i.e. au 1er mai de chaque année.

13° *Période de prise de congé pour 1946*: Le congé auquel a droit un salarié pour sa durée de service au 1er mai 1946 (a, 7), doit être donné avant le 31 décembre 1946, sauf si le salarié a déjà obtenu pour telle période, depuis le 1er janvier 1946, un congé équivalent à celui prescrit par la présente ordonnance ou s'il l'a obtenu depuis le 27 juillet 1946, aux conditions établies par l'ordonnance N° 3 présentement abrogée.

L'employeur, au lieu de lui accorder tel congé pour 1946, peut payer une indemnité compensatrice au moins équivalente à celle prévue à l'article 9.

a) au salarié ayant obtenu depuis le 1er janvier 1946, un congé non payé d'une durée équivalente au congé prescrit par la présente ordonnance, et

b) au salarié qui n'était pas éligible aux avantages d'une politique de congés payés établie pour l'année 1946 et mise à exécution par tel employeur avant le 27 juillet 1946.

14° *Fixation de la période de congé*: Le salarié a le droit de connaître au moins quinze jours à l'avance, la période de son congé.

15° *Résiliation du contrat de travail*: Lors de la résiliation de son contrat de travail, le salarié lui-même a droit à une indemnité

a) représentant la rémunération payable lors de la prise du congé auquel il a un droit acquis, s'il n'a pas pris tel congé, et

b) représentant deux pour cent (2%) du salaire gagné depuis le premier mai précédant la date de son départ.

16° *Congé obligatoire*: Sauf lorsque la présente ordonnance l'autorise, il est interdit à un employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel payé prescrit par la présente ordonnance.

Shall not be considered as interrupting the duration of continuous service, days of absence through illness, if the contract has not been cancelled, as also days on which the establishment remains closed, the annual vacation, the term of notice and authorized absences, provided that during such days the employee did not hold any other remunerated employment.

9. *Remuneration*: For his vacation the employee is entitled to a remuneration equal to

a) the wages to which he would be entitled if he were to work during the working days of his vacation period, if he is engaged and paid by the week or for a longer period;

b) two per cent (2%) of the wages earned during the period of service entitling him to his vacation (May 1st-April 30th), if he is paid on any other basis.

10. *Additional advantages*: During the vacation of his employee, the employer shall continue to procure for him the advantages to which he is entitled, whether in kind or of another nature, such as the contribution to a pension fund, the contribution to a group life-insurance policy, sick benefits, etc.

11. *Date of payment of remuneration*: The vacation pay shall be given by the employer to his employee governed by Section 9, subsection b, before the said employee's departure on vacation.

12. *Period during which vacation is to be taken*: Every vacation shall be given within twelve months from the date on which the right to such vacation is acquired, i.e. the 1st of May of every year.

13. *Period during which the 1946 vacation is to be taken*: The vacation to which an employee is entitled for his period of service as at the 1st of May 1946 (section 7) shall be given before the 31st of December 1946, unless the employee has already obtained for such period since the 1st of January 1946, a vacation equivalent to that prescribed by the present Ordinance, or if he has obtained it since the 27th of July 1946, in conformity with the conditions established by Ordinance No. 3 which is hereby repealed.

Instead of giving him such vacation for 1946, the employer may pay a compensating indemnity equal at least to the one prescribed by section 9,

a) to the employee who has obtained, since the 1st of January 1946, a vacation without pay, the duration of which is equal to that of the vacation prescribed by the present Ordinance, and

b) to the employee who was not entitled to the advantages of a paid vacation scheme system policy established for the year 1946 and carried out by the employer before the 27th of July 1946.

14. *Fixing of date of vacation*: The employee has the right to know the date of his vacation at least fifteen days in advance.

15. *Cancellation of labour contract*: At the time of the cancellation of his labour contract, the employee himself is entitled to an indemnity

a) consisting of the remuneration payable to him at the time of his taking the vacation to which he has a right, if he has not taken such vacation, and

b) consisting of two per cent (2%) of the wages earned after the 1st of May preceding the date of his departure.

16. *Compulsory vacation*: It is forbidden for an employer to replace by a compensating indemnity the annual vacation with pay prescribed by the present Ordinance except when the said present ordinance permits so to do.

17° *Conventions interdites*: Est expressément interdite toute stipulation d'un contrat individuel de travail ou d'une convention

a) à l'effet d'accorder à un salarié un congé annuel payé d'une durée moindre ou à des conditions moins avantageuses que celles fixées par la présente ordonnance, ou

b) à l'effet d'accorder lors de la résiliation du contrat de travail, une indemnité compensatrice moindre que celle fixée par l'article 15 de la présente ordonnance.

18° *Mentions au registre*: L'employeur, en plus des mentions obligatoires en vertu d'une ordonnance ou d'un règlement de la Commission, doit mentionner dans son registre de travail pour chaque salarié,

a) la date de son entrée au service,

b) la durée de son congé annuel payé,

c) la date de son départ en congé,

d) le montant et la date du paiement de l'indemnité versée pour la durée de son congé.

19° *Durée*: La présente ordonnance demeurera en vigueur jusqu'au 1er janvier 1948.

20° *Ordonnance N° 3, abrogée*: L'ordonnance N° 3 de la Commission, datée du 16 juillet 1946, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 17 juillet 1946 par arrêté portant le N° 2843, et publiée le 27 juillet 1946 dans la *Gazette officielle de Québec*, est abrogée.

21° *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance entrera en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité des Trois-Rivières, le douzième jour du mois d'août mil neuf cent quarante-six.

Le Président, (Signé) F.-X. LACOURSIÈRE,  
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT.  
Les Commissaires, " THOS. AUBRY,  
" EUGÈNE DUSSAULT,  
" H.-C. LEBRUN.

(Sceau)

Copie conforme.

Le Secrétaire général,  
J.-E. SIMARD.

15727-0

17. *Forbidden agreements*: Is strictly forbidden, any stipulation of an individual labour contract or of an agreement

a) for the purpose of granting to an employee an annual vacation with pay of a shorter duration or on conditions less advantageous than those fixed by the present ordinance, or

b) for the purpose of granting, at the time of the cancellation of the labour contract, a compensating indemnity inferior to the one prescribed by section 15 of the present ordinance.

18. *Recording of particulars in register*: The employer, besides recording in his register the particulars required by an ordinance or a by-law of the Commission, shall record therein, for each employee,

a) the date of his entrance into the service of the employer,

b) the duration of his annual vacation with pay,

c) the date of his leaving on vacation,

d) the amount and date of payment of the indemnity paid to him for the duration of his vacation.

19. *Duration*: The present Ordinance shall remain in force until the 1st of January 1948.

20. *Ordinance No. 3 repealed*: Ordinance No. 3 of the Commission dated July 16th 1946, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 17th of July 1946 by Order in Council No. 2843 and published on the 27th of July 1946 in the *Quebec Official Gazette*, is repealed.

21. *Coming into force*: The present Ordinance shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and signed in the city of Three-Rivers on the twelfth day of the month of August, in the year one thousand nine hundred and forty-six.

(Signed) F.-X. LACOURSIÈRE, President,  
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President.  
" THOS. AUBRY,  
" EUGÈNE DUSSAULT,  
" H.-C. LEBRUN, Members.

(Seal)

True copy.

J.-E. SIMARD,  
General Secretary.

15727-0

## Index de la Gazette officielle de Québec, N° 37

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

|                                  |      |
|----------------------------------|------|
| Amadei vs Micheli . . . . .      | 2461 |
| Bergeron vs Lacroix . . . . .    | 2461 |
| Courchesne vs Gourde . . . . .   | 2462 |
| Dagenais vs Daigneault . . . . . | 2462 |
| Desmarais vs Cadorette . . . . . | 2462 |

### ARRÊTÉS EN CONSEIL:

|  |      |
|--|------|
| 3437 — Concernant la chasse au castor dans les réserves de l'Abitibi, Rupert House et Nottaway . . . . .                             | 2455 |
| 3438 — Concernant les sanctuaires pour l'élevage du castor . . . . .   | 2456 |
| 3439 — Concernant la chasse au castor . . . . .  | 2454 |
| 3440 — Concernant la reconnaissance des comtés de Rouyn-Noranda, de Témiscamingue et de Pontiac à l'exception de la réserve du Grand |      |

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 37

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

|                                  |      |
|----------------------------------|------|
| Amadei vs Micheli . . . . .      | 2461 |
| Bergeron vs Lacroix . . . . .    | 2461 |
| Courchesne vs Gourde . . . . .   | 2462 |
| Dagenais vs Daigneault . . . . . | 2462 |
| Desmarais vs Cadorette . . . . . | 2462 |

### ORDERS IN COUNCIL:

|   |      |
|---|------|
| 3437 — Concerning the hunting of beaver in the Abitibi, Rupert House and Nottaway reserves . . . . .  | 2455 |
| 3438 — Concerning reserves for the raising of beaver . . . . .  | 2456 |
| 3439 — Concerning the hunting of beaver . . . . .   | 2454 |
| 3440 — Concerning the recognition of the counties of Rouyn-Noranda, of Temiscamingue and of Pontiac, with the exception of the Grand Lac Vic- |      |

Lac Victoria comme région de terrains enrégistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure. . . . . 2457  
 3578 — Commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec. . . . . 2488  
 3579 — Industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville. . . . . 2458  
 3580 — Industrie du gant fin dans la province de Québec. . . . . 2457  
 3581 — Industrie du gant de travail dans la province de Québec. . . . . 2461  
 3582 — Métier d'horloger dans l'île de Montréal, l'île Jésus et le comté de Terrebonne. . . . . 2487  
 3583 — Industrie du fer et du bronze ornemental dans la région de Montréal. . . . . 2460

toria reserve, as region of registered trap lines, for purposes of hunting fur-bearing animals. . . . . 2457  
 3578 — Food products retail trade in the district of Quebec. . . . . 2488  
 3579 — Construction industry in the counties of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville. . . . . 2458  
 3580 — Fine glove industry in the Province of Quebec. . . . . 2457  
 3581 — Working glove industry in the Province of Quebec. . . . . 2461  
 3582 — Clockmaking trade in the Island of Montreal, Jesus Island and the county of Terrebonne. . . . . 2487  
 3583 — Ornamental iron and bronze industry in the district of Montreal. . . . . 2460

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2431

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Airline Limousines Limited (Directeurs). . . . . 2463  
 Caron Malartic Gold Mines Limited (Vente d'actions). . . . . 2463  
 Coopérative d'Électricité de Rivière-à-Pierre (Fondation). . . . . 2466  
 L'Abord-à-Plouffe, village de (Obtention de lettres patentes). . . . . 2465  
 La Ligue des Citoyens-Locataires de la Ville de Farnham (Directeurs). . . . . 2465  
 La Ligue des Citoyens-Locataires de la Ville de Farnham (Règlements). . . . . 2464  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de Disraéli (Formation). . . . . 2464  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de La Rédemption (Formation). . . . . 2464  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de Spring Hill (Formation). . . . . 2464  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Alphonse-de-Winslow (Formation). . . . . 2467  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bernard (Formation). . . . . 2464  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bruno-Rapide-Danseur (Formation). . . . . 2465  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Claude (Formation). . . . . 2468  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Cécile-de-Masham (Formation). . . . . 2466  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Félix-de-Kingsey (Formation). . . . . 2466  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Hubert-de-Spaulding (Formation). . . . . 2467  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Léon (Formation). . . . . 2462  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Romain, Frontenac (Formation). . . . . 2462  
 Le Syndicat des Employés Extérieurs de la Cité de Lévis (Formation). . . . . 2467  
 Magasin Coopératif de Lacoste (Fondation). . . . . 2467  
 Mont-Royal, ville de (Rachat d'obligations). . . . . 2463  
 Syndicat Catholique et National des Travailleurs du Bois de Joliette (Formation). . . . . 2466  
 Syndicat Forestier de Laferté (Fondation). . . . . 2466  
 Syndicat National du Gant de Thetford Mines (Formation). . . . . 2467

Airline Limousines Limited (Directeurs). . . . . 2463  
 Caron Malartic Gold Mines Limited (Sale of shares). . . . . 2463  
 Coopérative d'Électricité de Rivière-à-Pierre (Foundation). . . . . 2466  
 L'Abord-à-Plouffe, village of (Application for letters patent). . . . . 2465  
 La Ligue des Citoyens-Locataires de la Ville de Farnham (Directors). . . . . 2465  
 La Ligue des Citoyens-Locataires de la Ville de Farnham (By-laws). . . . . 2464  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de Disraéli (Formation). . . . . 2464  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de La Rédemption (Formation). . . . . 2464  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de Spring Hill (Formation). . . . . 2464  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Alphonse-de-Winslow (Formation). . . . . 2467  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bernard (Formation). . . . . 2464  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bruno-Rapide-Danseur (Formation). . . . . 2465  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Claude (Formation). . . . . 2468  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Cécile-de-Masham (Formation). . . . . 2466  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Félix-de-Kingsey (Formation). . . . . 2466  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Hubert-de-Spaulding (Formation). . . . . 2467  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Léon (Formation). . . . . 2462  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Romain, Frontenac (Formation). . . . . 2462  
 Le Syndicat des Employés Extérieurs de la Cité de Lévis (Formation). . . . . 2467  
 Magasin Coopératif de Lacoste (Foundation). . . . . 2467  
 Mount Royal, town of (Redemption of bonds). . . . . 2463  
 Syndicat Catholique et National des Travailleurs du Bois de Joliette (Formation). . . . . 2466  
 Syndicat Forestier de Laferté (Foundation). . . . . 2466  
 Syndicat National du Gant de Thetford Mines (Formation). . . . . 2467

CHARTER — ABANDON DE:

CHARTER — SURRENDER OF:

Sunray Petroleum Corporation . . . . . 2468

Sunray Petroleum Corporation . . . . . 2468

## COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

Ordonnance N° 3 révisée (Congés annuels payés)..... 2489

## COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

The Liquidometer Corporation ..... 2468

## DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

## INSTRUCTION PUBLIQUE:

Commission scolaire centrale protestante du comté de Compton..... 2470  
Duparquet, munic. scolaire du canton de ..... 2469  
Lac du Cerf, munic. scolaire de ..... 2468  
Mansfield, munic. scolaire protestante de ..... 2469  
St-Thomas, munic. scolaire de ..... 2469

## TERRES ET FORETS:

Grantham, canton de ..... 2470

## LABOUR:

Building materials joint committee (Extension of levy)..... 2470  
Building trades joint committee of Montreal (Amendment) ..... 2471  
Joint Committee of the automobile industry of the Eastern Townships (Levy) ..... 2473  
Barbers' and hairdressers' parity committee of the jurisdiction of St-Hyacinthe (Amendment) ..... 2474  
Fabrication of sheet metal products in the Island of Montreal (Amendment) ..... 2475  
Le Syndicat des ouvriers du bâtiment de Joliette (Amendment) ..... 2471

## ERRATUM:

Montreal, city of ..... 2476

## BAR EXAMINATIONS:

Bedford: study of law ..... 2476

## LETTRES PATENTES:

Abattoirs Dunham Limitée — Dunham Abattoirs Limited. .... 2476  
A. Clouatre Limited. .... 2433  
Alert Electric Company ..... 2432  
Arena Manufacturing Co. .... 2334  
Blaker Insurance Agencies Inc. .... 2434  
Cachee Holdings Limited ..... 2434  
Chalet Marin Inc. .... 2435  
Charles Hayden Inc. .... 2435  
Chez Stober Inc. .... 2436  
Ciné-Monde Canadien (Papineau) Ltée — Cine World Canadian (Papineau) Corporation. .... 2436  
Club Lavolette de Grand'Mère. .... 2437  
D & D Garage, Limited. .... 2437  
Eagleland Goldfields Limited. .... 2438  
Eastern Commercial Co. Inc. .... 2439  
Ede Limitée — Ede Limited. .... 2439  
Famous Products Corporation. .... 2440  
Feldspar Products Ltd. .... 2440  
General New House Construction Ltd. .... 2441  
Gérard Collin Inc. .... 2441

## MINIMUM WAGE COMMISSION:

Ordinance No. 3 revised (Annual vacation with pay). . . . . 2489

## COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

The Liquidometer Corporation ..... 2468

## DEPARTMENTAL NOTICES:

## EDUCATION:

Compton County Protestant Central School Board. .... 2470  
Duparquet, school munic. of the township of ..... 2469  
Lac du Cerf, school munic. of ..... 2468  
Mansfield, protestant school munic. of ..... 2469  
St-Thomas, school munic. of ..... 2469

## LANDS AND FORESTS:

Grantham, township of ..... 2470

## LABOUR:

Building materials joint committee (Extension of levy)..... 2470  
Building trades joint committee of Montreal (Amendment) ..... 2471  
Joint Committee of the automobile industry of the Eastern Townships (Levy) ..... 2473  
Barbers' and hairdressers' parity committee of the jurisdiction of St-Hyacinthe (Amendment) ..... 2474  
Fabrication of sheet metal products in the Island of Montreal (Amendment) ..... 2475  
Le Syndicat des ouvriers du bâtiment de Joliette (Amendment) ..... 2471

## ERRATUM:

Montreal, city of ..... 2476

## BAR EXAMINATIONS:

Bedford: study of law ..... 2476

## LETTERS PATENT:

Dunham Abattoirs Limited — Abattoirs Dunham Limitée . .... 2476  
A. Clouatre Limited. .... 2433  
Alert Electric Company ..... 2432  
Arena Manufacturing Co. .... 2344  
Blaker Insurance Agencies Inc. .... 2434  
Cachee Holdings Limited ..... 2434  
Chalet Marin Inc. .... 2435  
Charles Hayden Inc. .... 2435  
Chez Stober Inc. .... 2436  
Cine World Canadian (Papineau) Corporation — Ciné-Monde Canadien (Papineau) Ltée ..... 2436  
Club Lavolette de Grand'Mère. .... 2437  
D & D Garage, Limited. .... 2437  
Eagleland Goldfields Limited. .... 2438  
Eastern Commercial Co. Inc. .... 2439  
Ede Limited — Ede Limitée. .... 2439  
Famous Products Corporation. .... 2440  
Feldspar Products Ltd. .... 2440  
General New House Construction Ltd. .... 2441  
Gérard Collin Inc. .... 2441

|                                       |      |                                      |      |
|---------------------------------------|------|--------------------------------------|------|
| Guarantee Sponging Inc. ....          | 2442 | Guarantee Sponging Inc. ....         | 2442 |
| Hargate Quarries Limited. ....        | 2442 | Hargatt Quarries Limited. ....       | 2442 |
| Hotel Chez Maurice Inc. ....          | 2442 | Hotel Chez Maurice Inc. ....         | 2442 |
| Hudson Felt Co. Ltd. ....             | 2443 | Hudson Felt Co. Ltd. ....            | 2443 |
| Industrial Spinning Company Limited   | 2443 | Industrial Spinning Company Limited. | 2443 |
| Joyel Corp. ....                      | 2444 | Joyel Corp. ....                     | 2444 |
| Juddmar Inc. ....                     | 2444 | Juddmar Inc. ....                    | 2444 |
| La Cie Manufacturiere de Bijouterie   |      | Modern Jewellery Manufacturing Com-  |      |
| Moderne Limitée — Modern Jewel-       |      | pany Limited — La Cie Manufactu-     |      |
| lery Manufacturing Company Li-        |      | rnière de Bijouterie Moderne Li-     |      |
| mited. ....                           | 2445 | mitée. ....                          | 2445 |
| La Salle Laboratories Ltd. ....       | 2445 | La Salle Laboratories Ltd. ....      | 2445 |
| Les "Patates Chips" Feuille d'Érable, |      | The Maple Leaf Potato Chips, Incor-  |      |
| Incorporée — The Maple Leaf Po-       |      | porated — Les "Patates Chips"        |      |
| tato Chips, Incorporated. ....        | 2446 | Feuille d'Érable Incorporée. ....    | 2446 |
| Mayov-Pencer Clothes Inc. ....        | 2446 | Mayov-Pencer Clothes Inc. ....       | 2446 |
| Michaud Tiré Service Ltd. ....        | 2447 | Michaud Tire Service Ltd. ....       | 2447 |
| Muretta Apartments Ltd. ....          | 2447 | Muretta Apartments Ltd. ....         | 2447 |
| Oberman Investment Corp. ....         | 2448 | Oberman Investment Corp. ....        | 2448 |
| Packard Montreal Motor Company        |      | Packard Montreal Motor Company       |      |
| Limited. ....                         | 2448 | Limited. ....                        | 2448 |
| Panorama Hotel Limited. ....          | 2449 | Panorama Hotel Limited. ....         | 2449 |
| Patenaude Taxi Limitée. ....          | 2449 | Patenaude Taxi Limitée. ....         | 2449 |
| Queenlee Trading Company Inc. ....    | 2450 | Queenlee Trading Company Inc. ....   | 2450 |
| Robertson Theatres Inc. ....          | 2450 | Robertson Theatres Inc. ....         | 2450 |
| Smartclad Garment Ltd. ....           | 2451 | Smartclad Garment Ltd. ....          | 2451 |
| Sports & Leather Products Ltd. ....   | 2451 | Sports & Leather Products Ltd. ....  | 2451 |
| Stoney Point Housing Limited. ....    | 2451 | Stoney Point Housing Limited. ....   | 2451 |
| Summit Holdings Ltd. ....             | 2452 | Summit Holdings Ltd. ....            | 2452 |
| The Transit Dry Kiln Lumber Com-      |      | The Transit Dry Kiln Lumber Com-     |      |
| pany Limited. ....                    | 2452 | pany Limited. ....                   | 2452 |
| Thomson Realities Limited. ....       | 2453 | Thomson Realities Limited. ....      | 2453 |
| Thurso Lumber & Planing Mills Co.     |      | Thurso Lumber & Planing Mills Co.    |      |
| Ltd. ....                             | 2453 | Ltd. ....                            | 2453 |
| Vogue Accessories Limited. ....       | 2477 | Vogue Accessories Limited. ....      | 2477 |

NOMINATIONS:

|                             |      |
|-----------------------------|------|
| Commissaires d'écoles. .... | 2477 |
| Diverses. ....              | 2478 |

APPOINTMENTS:

|                            |      |
|----------------------------|------|
| School Commissioners. .... | 2487 |
| Miscellaneous. ....        | 2488 |

PROCLAMATIONS:

|  |      |
|--|------|
| Concernant la mise en vigueur de la      |      |
| Loi constituant le département du        |      |
| bien-être social et de la jeunesse. .... | 2479 |
| Concernant l'extension de la juridiction |      |
| de la Cour des jeunes délinquants de     |      |
| Québec à la ville de Lauzon. ....        | 2480 |

PROCLAMATIONS:

|   |      |
|---|------|
| Concerning the coming into force of the   |      |
| Act to constitute the Department of       |      |
| Social Welfare and of Youth. ....         | 2479 |
| Concerning the extension of the jurisdic- |      |
| tion of the Juvenile Delinquents'         |      |
| Court of Quebec to the town of Lau-       |      |
| zon. ....                                 | 2480 |

SIÈGES SOCIAUX:

|                                 |      |
|---------------------------------|------|
| Abattoirs Dunham Limitée. ....  | 2480 |
| Vogue Accessories Limited. .... | 2480 |

HEAD OFFICES:

|                                 |      |
|---------------------------------|------|
| Dunham Abattoirs Limited. ....  | 2480 |
| Vogue Accessories Limited. .... | 2480 |

SOUMISSIONS:

|                                       |      |
|---------------------------------------|------|
| Cap-de-la-Madeleine, cité de. ....    | 2482 |
| Commission Métropolitaine de Montréal | 2481 |
| Corporation scolaire du village de La |      |
| Providence. ....                      | 2482 |
| Saint-Hyacinthe, cité de. ....        | 2483 |

TENDERS:

|                                      |      |
|--------------------------------------|------|
| Cap-de-la-Madeleine, city of. ....   | 2482 |
| The Montreal Metropolitan Commission | 2481 |
| School Corporation of the village of |      |
| La Providence. ....                  | 2482 |
| Saint-Hyacinthe, city of. ....       | 2483 |

VENTES PAR LICITATION:

|   |      |
|---|------|
| Benjamin <i>et vir</i> vs Benjamin <i>et al.</i> .... | 2484 |
| Carignan <i>et vir</i> vs Carignan <i>et al.</i> .... | 2485 |

SALES BY LICITATION:

|   |      |
|---|------|
| Benjamin <i>et vir</i> vs Benjamin <i>et al.</i> .... | 2484 |
| Carignan <i>et vir</i> vs Carignan <i>et al.</i> .... | 2485 |

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

JOLIETTE:

|  |      |
|--|------|
| Piquette vs Primeau <i>et al.</i> .... | 2486 |
|--|------|

JOLIETTE:

|  |      |
|--|------|
| Piquette vs Primeau <i>et al.</i> .... | 2486 |
|--|------|

QUÉBEC:

|                           |      |
|---------------------------|------|
| Pouliot vs Montminy. .... | 2486 |
|---------------------------|------|

QUÉBEC:

|                           |      |
|---------------------------|------|
| Pouliot vs Montminy. .... | 2486 |
|---------------------------|------|

RIMOUSKI:

Rioux vs Courbron. .... 2487  
Rioux vs Larrivée. .... 2487

15728-o

RIMOUSKI:

Rioux vs Courbron. .... 2487  
Rioux vs Larrivée. .... 2487

15728-o